

NOUVEAU

# RdL

La Revue des Livres

revuedeslivres.fr  
n° 003

Janvier  
Février  
2012

« NOUS ASSISTONS À  
L'ÉCROULEMENT D'UN MONDE,  
DES FORCES IMMENSES SONT  
SUR LE POINT D'ÊTRE DÉCHAÎNÉES »

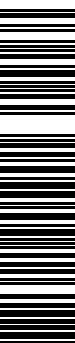
Entretien exclusif avec **Frédéric Lordon** sur la crise de la dette

Également dans ce numéro : **Le climat de l'histoire** • **L'avenir des communs selon David Harvey** • **Politique des zombies** • **Woody Guthrie** • **Les dix commandements de Mike Davis**



EAN 978235480038  
BEL : 6,50€ - DOM/S : 6,50€ -  
CH : 9,40€ - CAN : 9,25\$CAD - MAR : 67 MAD

L 16219 - 3 - F - 5,90 € - RD





**Directeur de publication**

Jérôme Vidal

**Coordination éditoriale**

Jérôme Vidal

**Secrétariat de rédaction**

Fabienne Chamelot

**Collectif éditorial**

François Athané, Sarah Benabou, Aurélien Blanchard, Félix Boggio Éwanjé-Épée, Christophe Bonneuil, Marion Duval, Clémence Garrot, Oury Goldman, Joséphine Gross, Thomas Hippler, Laurent Jeanpierre, Razmig Keucheyan, Stéphane Lavignotte, Laurent Lévy, Alexandre Mouawad, Charlotte Nordmann, Germinal Pinalie, Hélène Quiniou, Alice Le Roy, Julien Théry, Jérôme Vidal, Julien Vincent, et Najate Zougari

**Conception graphique et mise en page**

Élie Colistro, Arnaud Crassat,

Alexandre Mouawad et Scott Pennor's.

Contact: bmouvement@hotmail.com

**Rédaction**

info@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

**Inscription à la lettre d'information**

électronique

liste@revuedeslivres.fr

**Abonnements RdL**

31 rue Paul Fort, 75014 Paris

abos@revuedeslivres.fr

01 45 41 23 33

**Communication et relations presse**

Germinal Pinalie

germinalpinalie@revuedeslivres.fr

06 64 78 37 92

**Publicité**

pub@revuedeslivres.fr

**Diffusion et distribution en librairie**

Belles Lettres Diffusion Distribution

www.blld.fr

**Conseil distribution-diffusion / ventes en ligne**

KD Presse

www.kdpresse.com

14 rue des messageries, 75010 Paris

Tel: 01 42 46 02 20

Si vous voulez que votre marchand de journaux le plus proche soit approvisionné régulièrement en exemplaires de la *RdL* appelez le 01 42 46 02 20 ou envoyez un courriel à [contact@kdpresse.com](mailto:contact@kdpresse.com)

**Impression**

Drukkerij Moderna

Schoebroekstraat 50

B-3583 Paal-Beringen

Belgique

N° Commission paritaire: 116 K 91129

N° ISSN: 2118-5700

Dépôt légal:

janvier 2012

**Remerciements**

Aurélien Blanchard, Jim Cohen, Thomas Coutrot, Emmanuel Delgado Hoch (Syllepse), Cédric Durand, Les Économistes atterrés, les Empêcheurs de tourner en rond, Julienne Flory (La Découverte), Nicolas Haeringer (*Mouvements*), Hossein et Lola (Le Lieu-Dit), Christophe Jacquet, La Fabrique, Caroline Martin, Marie-Laure Namont, Éric Namont et Angeline Nsundi (KD Presse), Christophe Pany (Seven 7), *The Rag Blog*, *Radical History Review*, Mathilde Vidal, les camarades de La Poste Paris-Brune.

# SOMMAIRE

■ FRÉDÉRIC LORDON,

«**Nous assistons à l'écroulement d'un monde, des forces immenses sont sur le point d'être déchaînées**» entretien p. 02

■ VÉRONIQUE DUBARRY ET STÉPHANE LAVIGNOTTE,

**Résister n'est pas créer. Pour une analyse théologico-politique de *Walking Dead*** – à propos de Robert Kirkman, Tony Moore et Charlie Adlard, *Walking Dead* p. 20

■ JULIEN VINCENT,

**Le climat de l'histoire et l'histoire du climat** – à propos de Dipesh Chakrabarty, «Le Climat de l'histoire: quatre thèses»; et Emmanuel Garnier, *Les Dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe* p. 28

■ DAVID HARVEY, trad. A. Blanchard,

**Quel avenir pour les communs?** p. 36

■ LAURENT LÉVY,

**Le centenaire d'une autre Amérique: Woody Guthrie, 1912-2012** – à propos de Joe Klein, *Woody Guthrie, A life*; Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life and Times of Woody Guthrie*; Robert Santelli et Emily Davidson (dir.), *Hard Travelin': The Life and Legacy of Woody Guthrie*; et Will Kaufman, *Woody Guthrie, American Radical* p. 44

■ MICHEL KAIL,

**Sartre, un «socialiste révolutionnaire»** – à propos de Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses* p. 50

■ PASCALE CASANOVA,

**Saint Georges et le dragon. Rejeter la langue coloniale** – à propos de Ngugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit* p. 56

**Le portrait**

■ EMMANUEL DELGADO HOCH ET FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE, **Anibal Quijano et la colonialité du pouvoir** p. 60

**Géographie de la critique**

■ AURÉLIE LEROY, **Le travail des enfants: les enjeux d'une controverse** p. 64

**Le point sur**

■ CHRISTOPHE BONNEUIL, **Sciences: le sacre du citoyen?** p. 68

**Expérimentations politiques**

■ MIKE DAVIS, trad. A. Blanchard **Les Dix Commandements du parfait militant** p. 77

**À lire également sur [www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)**

■ FRÉDÉRIC LORDON,

«**Nous assistons à l'écroulement d'un monde**» Suite de l'entretien de ce numéro

■ RAPHAËL KEMPE,

**Les Tunisiens doivent-ils payer les dettes de Ben Ali?**

■ DIPESH CHAKRABARTY,

**- De la civilisation à la globalisation: l'«Ouest» comme signifiant pivot dans la modernité indienne** Conférence du 12 décembre 2010 au *Shanghai Art Museum*  
**- Le climat de l'histoire: quatre thèses** Article publié dans *La Revue internationale des livres et des idées* (n° 15, 2010), trad. C. Nordmann

■ IAN BIRCHALL,

**Le bilan de l'œuvre politique de Sartre** Extrait de Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses* (La Fabrique, 2011)

■ SYLVAIN PRUDHOMME,

**Présentation de Ngugi wa Thiong'o** Extrait de Ngugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit* (La Fabrique, 2011)

■ GUY DREUX,

**Peut-on critiquer l'école sans analyser ses mutations?** Réponse à Charlotte Nordmann – à propos de Charlotte Nordmann, «Peut-on défendre l'école sans la critiquer?» (*RdL* n° 2)

**Iconographie: Égypte, révolution 2.0 par Xavier Malafosse**

Xavier Malafosse est né en 1978 et vit entre Montpellier et Casablanca. Historien et géographe de formation, arabisant, il s'intéresse aux questions environnementales et sociales et à la problématique des risques. Ses terrains de prédilection sont la Méditerranée et le monde arabo-musulman. Il collabore depuis 2010 avec l'agence Wostok Press ([www.wostokpress.com](http://www.wostokpress.com)).

Cette série de photographies a été réalisée entre les 23 et 27 novembre 2011 au Caire, principalement place Tahrir et rue Mohammed Mahmoud, où se sont focalisés les combats entre manifestants et policiers. La contestation et les émeutes sont nées du désir de voir les militaires céder le pouvoir aux civils plus rapidement. Les affrontements ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés, dont une grande partie par balle ou par asphyxie, les gaz employés par les policiers étant interdits même pour un usage militaire par la Convention de Genève. (La photographie de la partie supérieure de la p. 74 représente Bouthaina Kamel, journaliste et candidate à l'élection présidentielle égyptienne de 2012, et son mari.)

[www.xaviermalafosse.fr](http://www.xaviermalafosse.fr)

**La RdL n° 4 sera en kiosque le jeudi 1<sup>er</sup> mars 2012 et en librairie le vendredi 16 mars 2012.**

# « NOUS ASSISTONS À L'ÉCROULEMENT D'UN MONDE, DES FORCES IMMENSES SONT SUR LE POINT D'ÊTRE DÉCHAÎNÉES »

ENTRETIEN AVEC **FRÉDÉRIC LORDON\***

---

Dans ce grand entretien, Frédéric Lordon nous livre ses commentaires et analyses de la crise économique actuelle et de ses origines. Avec un ton incisif et un regard acerbe, il revient sur les causes et effets de la crise elle-même, mais commente également le traitement de l'économie par les médias, la place de l'économie au sein de l'institution universitaire, et l'éventuelle sortie de l'euro. Sonnant le glas du projet néolibéral, l'actualité est, nous dit-il, une occasion unique de changements profonds : un monde s'écroule sous nos yeux.

\* **Frédéric Lordon** est économiste. Il est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne (CSE). Ses derniers ouvrages parus sont *D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins* (Seuil, 2011), *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza* (La Fabrique, 2010) et *L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique* (La Découverte, 2011)

*RdL* : *Que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui est en train d'arriver sous nos yeux, depuis au moins une trentaine d'années, depuis 2008, depuis quelques mois, ces dernières semaines ?*

**Frédéric Lordon** : C'est une leçon de choses historiques. Ouvrons bien les yeux, on n'a pas souvent l'occasion d'en voir de pareilles. Nous assistons à l'écroulement d'un monde et ça va faire du gravât. L'histoire économique, en tout cas celle qui a fait le choix de ne pas être totalement bornée – je veux parler d'auteurs comme Kindleberger, Minsky ou Galbraith – a depuis longtemps médité l'effrayant pouvoir de destruction de la finance libéralisée. Il fallait de puissants intérêts – très évidemment constitués – à la cécité historique pour remettre sur les rails ce train de la finance qui a déjà causé tant de désastres ; en France, comme on sait, c'est la gauche de gouvernement qui s'en est chargée. De sorte que, à la lumière de ces leçons de l'histoire, on pouvait dès le premier moment de la dérégulation financière annoncer la perspective d'une immense catastrophe, et ce sans pourtant savoir ni où, ni quand, ni comment exactement elle allait se produire. La catastrophe en question aura pris vingt ans pour survenir, mais voilà, nous y sommes. Notons tout de même qu'un scénario que certains avaient envisagé d'assez longue date considérait l'hypothèse de la succession de crises financières sérieuses, rattrapées mais, aucune des contradictions fondamentales de la finance de marché n'étant résolues, enchaînées selon un ordre de gravité croissante, jusqu'à la *big one*. Sous ce rapport, la première crise de la série n'aura pas pris un an pour se manifester puisque le grand krach boursier se produit en 1987... après le *big bang* de 1986. Puis elles se sont succédé à intervalle moyen

de trois ans. Et nous voilà en 2007. 2007, n'est-ce pas, et pas 2010. Car le discours libéral n'a rien de plus pressé que de nous faire avaler l'idée d'une crise des dettes publiques tout à fait autonome, européenne dans son principe, et imputable à une fatalité d'essence de l'État impécunieux. Or le fait générateur est bien la crise de la finance *privée*, déclenchée aux *États-Unis*, expression d'ailleurs typique des contradictions de ce qu'on pourrait appeler, pour faire simple, le capitalisme de basse pression salariale, dans lequel la double contrainte de la rentabilité actionnariale et de la concurrence libre-échangiste voue la rémunération du travail à une compression continue et ne laisse d'autre solution à la solvabilisation de la demande finale que le surendettement des ménages. C'est cette configuration qui explose dans le segment particulier des crédits hypothécaires [plus connus sous le nom de *subprimes*] et qui va, en un an, déstabiliser tout le système financier étasunien, puis, interconnexions bancaires obligent, européen, jusqu'au moment Lehman. Là, on est au bord de l'effondrement total et il faut sauver les banques. Je dis « il faut sauver les banques », car la ruine complète du système bancaire nous ramène en cinq jours à l'équivalent économique de l'état de nature. Mais il ne s'agit pas de le sauver et puis rien ! Or c'est ce que font tous les gouvernements, en se contentant à partir de 2009 d'annoncer des projets de re-régulation où le ton martial le dispute à l'innocuité. Trois ans plus tard, la re-régulation financière n'a pas quitté le stade velléitaire – ce qui est tout à fait regrettable car le système bancaire est encore plus vulnérable qu'en 2007, alors que point une crise d'un format très supérieur... Entre-temps, les banquiers remis à flot jurent ne plus rien devoir à la société sous

prétexte que la plupart d'entre eux ont remboursé les aides d'urgence reçues à l'automne 2008. Évidemment, pour rétablir leur bonne conscience en même temps que leurs bilans financiers, il leur faut feindre d'ignorer l'ampleur de la récession que le choc financier a laissée derrière lui. C'est de ce choc même que viennent dans un premier temps l'effondrement des recettes fiscales, l'envol mécanique des dépenses sociales, le creusement des déficits, l'explosion des dettes puis, dans un deuxième temps, les plans d'austérité... réclamés par la même finance qui vient d'être sauvée aux frais de l'État ! Donc, depuis 2010 et l'éclatement de la crise grecque, la finance rescapée massacre les titres souverains sur les marchés obligataires alors qu'elle aurait trépassé si les États ne s'étaient pas saignés pour la rattraper du néant. C'est tellement énorme que c'en est presque beau... Pour couronner le tout, les marchés exigent – et bien sûr obtiennent – des États des politiques de restriction coordonnées qui ont le bon goût de conduire au résultat exactement inverse de celui supposément recherché : la restriction généralisée est telle que les recettes fiscales s'effondrent aussi vite que les dépenses sont coupées, si bien qu'*in fine* les dettes croissent. Mais l'austérité n'est pas perdue pour tout le monde : son parfait prétexte, « le problème des dettes publiques », aura permis à l'agenda néolibéral d'engranger de spectaculaires progrès, inenvisageables en toute autre circonstance.

On l'a déjà compris, la leçon de choses est bien moins économique que politique. Elle est d'ailleurs tellement riche qu'on ne sait plus par quel bout l'attraper. Il y a, d'un côté, l'extraordinaire position de pouvoir conquise par l'industrie financière qui peut forcer les puissances publiques à son secours, puis aussitôt se retourner contre elles dans la spéculation sur les dettes souveraines, et pour finir refuser toute re-régulation sérieuse. Il y a, d'un autre, la force de l'agenda néolibéral qui, inflexible, poursuit sa route au milieu des ruines qu'il a lui-même créées : jamais le néolibéralisme n'a connu si prodigieuse avancée qu'à la faveur de... sa crise historique, l'explosion des endettements publics ayant créé une formidable opportunité pour une entreprise de démantèlement de l'État social sans précédent, par plans d'austérité et « pacte pour l'euro » interposés. Où que le regard se tourne, il ne trouve que régressions phénoménales.

Il y a enfin, et peut-être surtout, la crise historique de l'idée de souveraineté, attaquée de deux côtés. Du côté des marchés financiers, puisqu'il est maintenant évident que les politiques publiques ne sont pas conduites d'après les intérêts (seuls) légitimes du corps social, mais selon les injonctions des créanciers internationaux, devenus « corps social concurrent », tiers intrus au contrat social, ayant spectaculairement évincé l'une de ses parties. Et du côté de la construction européenne, puisque, en « bonne logique », il faut reconduire et approfondir ce qui s'est déjà montré toxique à souhait : en

l'occurrence le modèle européen tel qu'il soumet les politiques économiques nationales, d'une part à la tutelle des marchés de capitaux, d'autre part à un appareil de règles dont le durcissement est en train de conduire à la dépossession complète des souverainetés au profit d'un corps de contrôleurs (la Commission) ou de contraintes constitutionnelles (« règles d'or »), et dont il faut simplement imaginer la dépression où elles nous auraient plongés, eussent-elles été appliquées dès 2008 – celle-là même en fait vers laquelle nous nous dirigeons gaillardement...

Mais peut-être la vraie leçon de choses commence-t-elle maintenant seulement car des forces énormes sont sur le point d'être déchaînées. Si, comme on pouvait le pressentir en fait dès 2010 au moment du lancement des plans d'austérité coordonnés, l'échec macroéconomique annoncé conduit à une vague de défauts souverains, l'effondrement bancaire qui s'ensuivra immédiatement (ou qui le précédera par un effet d'anticipation des investisseurs) sera, à l'inverse de celui de 2008, irrattrapable, en tout cas par les États puisque les voilà financièrement sur le flanc ; il ne restera plus que l'alternative de l'émission monétaire massive, ou de l'éclatement de la zone euro si la Banque centrale européenne (et l'Allemagne) se refuse à cette première solution. En un week-end, nous changerons littéralement de monde et des choses inouïes pourraient se produire : réinstauration de contrôles des capitaux, nationalisations flash, voire réquisition des banques, réarmement des banques centrales nationales – cette dernière mesure signant d'elle-même la disparition de la monnaie unique, le départ de l'Allemagne (sui-vie de quelques satellites), la constitution d'un éventuel bloc euro-sud, ou bien le retour à des monnaies nationales. Quand cette conflagration surviendra-t-elle ? Nul ne peut le dire avec certitude. On ne peut exclure qu'un sommet européen parvienne enfin à taper suffisamment fort pour calmer un moment la spéculation. Mais ce temps gagné n'empêchera pas la macroéconomie de faire son œuvre : lorsque s'imposera, d'ici six à douze mois, le constat de la récession généralisée, elle-même résultat de l'austérité généralisée, et que les investisseurs verront monter irrésistiblement le flot des dettes publiques supposées devoir être arrêtées par les politiques restrictives, la conscience de l'impasse totale qui se fera à ce moment entraînera les opérateurs à nommer eux-mêmes une « capitulation », c'est-à-dire une ruée massive hors des compartiments obligataires et, par le jeu des mécanismes de propagation dont la finance libéralisée a le secret, une dislocation totale des marchés de capitaux tous segments confondus.

Et pendant ce temps les tensions politiques s'accumulent – jusqu'au point de rupture ? Comme tous les seuils critiques du monde social-historique, on ne sait pas *ex ante* où il se trouve ni ce qui détermine son franchissement. La seule chose qui soit

---

*La finance rescapée massacre les titres souverains sur les marchés obligataires alors qu'elle aurait trépassé si les États ne s'étaient pas saignés pour la rattraper du néant. C'est tellement énorme que c'en est presque beau...*

---

---

Après m'avoir fait longtemps très peur, la perspective de cet effondrement m'est presque devenue agréable, car l'occasion serait enfin créée d'abord de nationaliser intégralement le secteur bancaire par saisie pure et simple, puis de le faire muter sous l'espèce d'un « système socialisé du crédit ».

---

certaine est que la dépossession généralisée de la souveraineté (par la finance, par l'Europe néolibérale) travaille en profondeur les corps sociaux et qu'il s'en suivra nécessairement quelque chose – et là encore on ne sait pas quoi. Le meilleur ou le pire. On sent bien qu'il y aurait matière à réécrire une version actualisée de *La Grande Transformation* de Polanyi, en reprenant cette idée que les corps sociaux agressés par les libéralismes finissent toujours par réagir, et parfois brutalement – à proportion, en fait, de ce qu'ils ont préalablement enduré et « accumulé ». Dans le cas présent, ce n'est pas tant la décomposition individualiste corrélative de la marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie qui pourrait susciter cette violence réactionnelle, mais l'insulte répétée faite au principe de souveraineté comme élément fondamental de la grammaire politique moderne. On ne peut pas laisser les peuples durablement sans solution de souveraineté, nationale ou autre, peu importe, faute de quoi ils la récupéreront à toute force et sous une forme qui éventuellement ne sera pas belle à voir.

*RdL* : La « crise de la dette » est d'abord une crise de la zone euro, où les déséquilibres s'accumulaient et que la crise financière a déstabilisée. Il s'agit donc d'une crise monétaire, de façon encore latente (car l'euro n'a pas encore dévissé ni explosé) mais évidente. Le probable effondrement de l'euro pourrait prendre plusieurs formes : une forme atténuée, avec la création de deux zones monétaires – selon un partage entre le Nord et le Sud (dont la France) ou entre le centre (dont la France) et la périphérie –, ou une forme plus dramatique, avec la pulvérisation générale de l'euro et le retour à dix-sept monnaies nationales. La monnaie étant une construction politique, la question qui se pose est d'ordre politique : à quelles conditions (politiques) cet effondrement pourrait ne pas provoquer le triomphe des affects nationalistes et xénophobes, mais au contraire favoriser un rapprochement de(s) (certains) peuples pour de nouvelles constructions (monétaires, financières, budgétaires, politiques...) solidaires ? Si la sortie de l'euro est aujourd'hui probable, comment (bien) en sortir ?

*FL* : Je serais d'abord assez tenté de reprendre les termes mêmes de la question pour souligner ce paradoxe que ce qu'on nomme la « crise de l'euro », précisément, n'est pas en première instance une crise monétaire. L'une des particularités des événements actuels tient au fait que la monnaie européenne ne fait l'objet d'aucun rejet, ni de la part des résidents de la zone ni des investisseurs internationaux, comme en témoigne le fait que la parité euro-dollar se maintient à quelques fluctuations près. En tout cas voilà le fait : il n'y a pas (pour l'heure) de fuite devant l'euro, ni interne ni externe. Y en aurait-il une qu'elle ne serait que le développement terminal d'une crise dont la nature en fait est autre. Mais alors que peut-elle être si elle n'est pas *stricto sensu* monétaire ? La réponse

est qu'il s'agit d'une crise *institutionnelle*. C'est le *cadre institutionnel* de la monnaie unique, comme communauté de politiques économiques, qui est menacé de voler en éclats consécutivement à des crises financières ayant pour épicycles les dettes publiques et les banques. Si l'euro explose, ce sera à la suite de défauts souverains tels qu'ils entraîneront immédiatement un effondrement bancaire – à moins que celui-ci ne se produise tout seul, par pure et simple anticipation des premiers. Dans tous les cas, le cœur de l'affaire sera une fois de plus le système bancaire et l'impossibilité de le laisser aller à la ruine sans autre forme de procès – proposition dont il faut sans cesse redire qu'elle n'est pas équivalente à « le remettre sur les rails et le faire repartir pour un tour » ; j'en profite donc pour ajouter qu'après m'avoir fait longtemps très peur, la perspective de cet effondrement m'est presque devenue agréable, car l'occasion serait enfin créée d'abord de nationaliser intégralement le secteur bancaire par saisie pure et simple, puis de le faire muter sous l'espèce d'un « système socialisé du crédit »<sup>1</sup>.

Si donc nous nous plaçons dans l'hypothèse de l'effondrement bancaire, la question est de savoir quelle est, en l'absence des États, eux-mêmes ruinés, l'institution capable d'organiser le redressement financier des banques pour leur faire reprendre leur activité de fourniture de crédit. Dans cette configuration, il n'en reste plus qu'une : la banque centrale européenne. Elle ne devrait pas seulement leur assurer un soutien de liquidité (ce qui est déjà le cas) mais les débarrasser de leurs actifs dévalorisés et les recapitaliser, et enfin garantir les dépôts et les épargnes. Inutile de dire qu'à l'échelle du secteur bancaire entier, c'est une opération de création monétaire massive à laquelle il faudra consentir. La BCE y est-elle prête ? Sous influence allemande, il est à craindre que non. Or l'urgence extrême de restaurer dans leur intégrité les encaisses monétaires du public et de rétablir le fonctionnement du système des paiements appellera une action dans la journée ! C'est dire que les longues tergiversations pour « parler à nos amis allemands » ou renégocier un traité auront depuis belle lurette disparu de la liste des solutions pertinentes. Face à ce qu'il faut bien identifier comme des enjeux vitaux pour le corps social, un État, confronté au non-vouloir de la BCE, prendrait immédiatement la décision de réarmer sa propre banque centrale nationale pour lui faire émettre de la monnaie en quantité suffisante et reconstituer au plus vite un bout de système bancaire en situation d'opérer. Observant alors au cœur de la zone une ou des source(s) de création monétaire hors de contrôle, c'est-à-dire une génération d'euros impurs, susceptible de corrompre les euros purs dont la BCE a seule le privilège d'émission, l'Allemagne, cour constitutionnelle de Karlsruhe en tête, décréterait immédiatement l'impossibilité de rester dans une telle « union » monétaire devenue anarchique et la quitterait sur



le champ, probablement pour refaire un bloc avec quelques suiveurs triés sur le volet (Autriche, Pays-Bas, Finlande, Luxembourg). Quant aux autres nations, elles auront alors à choisir entre reconstituer un bloc alternatif ou bien retourner chacune à son propre destin monétaire, la France quant à elle tâchant de faire des pieds et des mains pour embarquer avec l'Allemagne sans être le moins du monde assurée d'être acceptée à bord.

Cet éclatement serait-il voué à libérer des résurgences nationalistes ? C'est l'éternel argument des amis de l'Europe libérale et de la mondialisation réunies : l'état présent des choses ou bien la guerre. On pourrait commencer en leur faisant observer que l'état du continent tel qu'on l'a observé entre 1945 et 1985, et qu'un *blind test* leur ferait sans hésiter considérer comme l'enfer économique sur terre (protectionnisme, monnaies nationales, plan, souverainetés séparées, nationalisations, notamment des banques), a été des plus calmes sous le rapport des inquiétudes qu'ils feignent d'éprouver. Poursuivant dans cette pente, on pourrait également leur faire remarquer, par un argument *a contrario*, que les nationalismes, les séparatismes et les extrémismes de droite ne se sont jamais si bien portés que depuis que les pays ont été soumis à la férule de la mondialisation

libérale. Ce que je veux dire par là est en fait fort simple : il y a des formes d'internationalisme qui sont les pires ennemis de l'internationalisme. Car il est bien certain que, sous couleur de grande intégration économique mondiale, malmener les corps sociaux comme l'aura fait la mondialisation présente, avec en prime le discours de « l'évidence » cosmopolite de la nouvelle oligarchie, naturellement doublé de son mépris moralisateur pour les « frileux » et les « repliés sur soi », est le plus sûr moyen de faire enrager les gens. Quand les salariats nationaux sont *objectivement* placés en situation d'antagonisme, par exemple par la férocité des formes variées de la concurrence (concurrence commerciale ou bien concurrence des territoires par les standards sociaux), il faut vraiment la candeur universaliste (pour ne pas dire la bêtise scolastique) des intellectuels pour aller leur faire la leçon sur le thème des horizons radieux du cosmopolitisme. Et il est inutile d'en appeler à leur sens des solidarités internationales quand les conditions institutionnelles concrètes de l'« internationalisme » présent ont méthodiquement détruit ces solidarités. Comme toutes choses, l'internationalisme et le dépassement des nationalismes ont leurs conditions de possibilité, et ce sont avant tout des conditions matérielles.

---

*Un régime de protectionnisme modéré qui créerait pour l'économie chinoise les incitations à cheminer plus vite vers un régime de croissance autocentrée, tirée par la constitution d'un marché intérieur, ferait bien davantage et pour les salariés chinois et pour la possibilité de solidarités salariales internationales que tous les appels moralistes aux vertus de l'internationalisme abstrait.*

---

À tout le moins votre question pose le problème dans ses termes pertinents : les termes de la constitution et de la composition (positive ou négative) des affects communs. Il y a des affects communs d'appartenance nationale – et à leur propos il vaut mieux se tenir à la leçon de Spinoza : ni déplorer ni détester, mais comprendre. Et il y a aussi de possibles affects communs de classe. C'est toujours la même question, celle des découpages, compartimentaux ou transversaux, selon lesquels se constituent les rassemblements. Quand ces derniers prévalent sur les premiers, ça peut en effet donner la première Internationale. Mais quelles sont les conditions de cette prévalence ? Je ne crois pas qu'il y ait de réponse générale à cette question. Parle seule la clinique affective de la conjoncture considérée. Si l'on envisage par exemple la question à l'échelle globale de la mondialisation, on pourrait dire que la dynamique ascendante du salariat chinois lui crée trop d'intérêt à la continuation d'un régime de croissance pour l'heure tirée par les exportations et donc, plus largement, à un régime non coopératif du commerce international. Pour que l'affect commun transverse l'emporte sur les affects communs nationaux et que se fasse jour le sentiment d'une solidarité de classe qui puisse réunir les salariats de pays différents, il faut préalablement les sortir du rapport d'antagonisme *objectivement configuré par les structures économiques présentes*, tel qu'il les rive à leurs intérêts respectifs sans la moindre perspective de leur dépassement spontané. D'abord parce que les agents ne suivent jamais que leurs lignes d'intérêt et que leur demander de s'en écarter est un songe creux s'il ne leur est pas proposé des intérêts de substitution. Solidarité n'est que l'autre nom d'un alignement ou d'une compatibilité d'intérêts – où la notion élargie d'intérêt ne renvoie pas exclusivement à des intérêts matériels (mais les comprend assurément). J'aurais ainsi tendance à penser qu'un régime de protectionnisme modéré qui créerait pour l'économie chinoise les incitations à cheminer plus vite vers un régime de croissance autocentrée, tirée par la constitution d'un marché intérieur, ferait bien davantage et pour les salariés chinois et pour la possibilité de solidarités salariales internationales que tous les appels moralistes aux vertus de l'internationalisme abstrait. Car voilà le drame de cette idée « internationaliste » : je me demande si on ne peut pas en dire ce que Deleuze disait des Droits de l'Homme : c'est un gros concept (« *gros comme une dent creuse* » !). Son abstraction le voue à entrer dans la catégorie de ce que Spinoza nomme les « *idées générales* », un être d'imagination qui flotte en l'air sans aucun ancrage dans des situations historiques concrètes. Et de plus en plus, la discussion internationaliste séparée de ses cliniques affectives particulières m'apparaît comme un parfait non-sens.

Que dit alors la présente clinique européenne ? Que rien n'interdisait *a priori* de penser la constitution d'une union monétaire à moins qu'on ne lui donne la pire configuration possible – celle de

Maastricht-Lisbonne ! Pour toutes les convulsions qui s'ensuivraient, l'éclatement de l'euro aurait au moins le mérite de nous débarrasser de ce fléau institutionnel et de recréer les conditions d'une construction alternative. L'opportunité sera-t-elle saisie ? Et si oui, par qui ? La seule chose que l'on puisse dire est que le départ de l'Allemagne ôte la difficulté principale, celle qui venait d'avoir soumis toute la construction aux obsessions idiosyncratiques d'un seul – encore une question d'affects collectifs et de leur compatibilité –, d'où avaient suivi : l'indépendance de la banque centrale, l'exposition par principe des politiques économiques aux marchés de capitaux, leur encadrement par des règles automatiques anti-démocratiques. C'est le jeu de cet agencement institutionnel, dont nous voyons aujourd'hui les résultats tragiques, qui a fini par rendre cette monnaie européenne, et non l'idée d'une monnaie européenne en soi, odieuse aux peuples – à raison ! Pour peu qu'on leur propose un agencement institutionnel qui les soustraie à la maltraitance économique *et politique* de l'euro, une nouvelle monnaie européenne pourrait en principe voir de nouveau le jour, dans la foulée même de la précédente. Quand on y pense, le cahier des charges est assez simple – il se déduit par inversion radicale des caractéristiques de l'euro actuel – et a en fait pour unique ligne directrice le respect scrupuleux du principe de souveraineté. En clair : 1) exclusion des marchés financiers du financement des déficits publics, c'est-à-dire de leur effraction comme tiers intrus au contrat social ; 2) soustraction des politiques économiques à des règles automatiques et restitution à des institutions politiques unifiées entièrement souveraines ; 3) annulation du statut d'indépendance de la banque centrale, remise dans le périmètre de la souveraineté démocratique. Et s'il ne se trouve ni volontés politiques d'une telle reconstruction ni dynamiques affectives communes pour les soutenir ? Alors ce sera évidemment le retour aux monnaies nationales qu'il faut justement qualifier : non comme catastrophe nationaliste certaine, mais comme occasion manquée. On peut, et c'est mon cas, trouver préférables les projets de dépassement des actuelles nations puisque, *sous les bons agencements institutionnels*, ils augmentent les puissances individuelles et étendent les chances de paix. Mais s'il n'y a à choisir qu'entre, d'une part, des agencements générateurs de violence économique et négateurs de la souveraineté politique, et, d'autre part, les solutions nationales, alors pour ma part je n'hésite pas un seul instant. Et tout ceci à la condition de voir au moins que les entreprises de « dépassement » ne sont finalement jamais que des projets de reconstruction de nation mais à une échelle étendue. Pour peu qu'on se soit donné comme boussole absolue le principe de souveraineté, c'est-à-dire avoir admis sa *clôture* intrinsèque, on peut nommer nation tout ensemble se proposant de le déployer et, partant, mieux se

faire à l'idée que la « nation » ainsi redéfinie est un principe plastique mais indépassable, même s'il est toujours possible à ceux qui en ont le loisir d'en penser le point asymptotique : la nation-monde – mais alors à la condition de ne plus prétendre faire de la politique dans la conjoncture présente.

*RdL*: Comment le champ des (rares) économistes français de gauche a-t-il été reconfiguré par la crise ?

**FL**: Pour la première fois il s'est organisé, et c'est un événement ! Il s'est organisé sur deux plans. D'abord dans le registre de l'intervention dans le débat public de politique économique : ce sont les « Économistes Atterrés ». Sans doute y avait-il des économistes critiques prenant part au débat public, isolément ou dans des organisations comme Attac ou la Fondation Copernic, mais c'est la première fois qu'un groupe se constitue ès qualités d'économistes, et c'est aussi pour nous une manière de dire que la profession, très justement mise en cause pour ses incroyables carences, quand ce ne sont pas ses compromissions de toutes sortes, n'est pas *entièrement* vérolée.

Ensuite, les économistes de gauche se sont aussi organisés académiquement en créant l'AFEP (Association française d'économie politique), très délibérément démarquée de l'officielle AFSE (Association française de science économique) – où l'on retrouve au passage que les différentes manières de nommer une discipline sont rien moins que neutres. Plus encore que les Atterrés, l'AFEP signale, dans le registre le plus légitimateur, celui de la théorie économique, que la « communauté » des économistes n'est pas une. Elle indique également qu'il y a un lien entre les options intellectuelles dominantes dans le champ des économistes et la catastrophe générale qui se déroule sous nos yeux. Elle dénonce l'effarant manque de pluralisme d'un univers « scientifique », pourtant en tant que tel réputé ouvert au débat intercritique. Je sais bien que ces choses peuvent sembler des considérations de boutique, bien faites pour n'intéresser que les *insiders* du champ, et en même temps il faut bien voir quelles en sont les conséquences très concrètes – et très dévastatrices – à l'extérieur : la science économique dominante a considérablement contribué à faire la finance contemporaine et les marchés

## EXTRAIT MICHEL FOUCAULT ET LE NÉOLIBÉRALISME

Dans son important livre sur le néolibéralisme, *Naissance de la biopolitique*, Michel Foucault, ne tenant pas compte de ce qu'il avait affirmé dans le cours cité précédemment sur les fonctions de la monnaie dans la Grèce antique, néglige de prendre en considération les fonctions de la finance, de la dette et de la monnaie, alors que, depuis la fin des années 1970, elles constituent les dispositifs stratégiques du gouvernement néolibéral. L'économie de la dette intervient indifféremment sur des zones géopolitiques (Sud-Est asiatique, Amérique du Sud, Europe), ou sur des populations nationales (Argentine, Grèce, Irlande, Espagne, Portugal, etc.) ; elle est un moyen de pression dans la plupart des conflits sociaux et exerce son pouvoir sur des individus (endettement des familles), en incarnant ainsi le point de vue du « capitaliste collectif ». On notera au passage que la métamorphose du capitalisme et de sa monnaie opérée au tournant des années 1970 n'avait en revanche pas échappé à Gilles Deleuze, qui résumait ainsi le passage de la gouvernance disciplinaire au néolibéralisme contemporain : « *L'homme n'est plus l'homme enfermé de sociétés disciplinaires, mais l'homme endetté de sociétés de contrôle.* »

Pour Foucault, les néolibéraux ne conçoivent plus l'*homo oeconomicus* comme le sujet de l'échange et du marché, mais comme un entrepreneur (de soi). La description foucauldienne des techniques néolibérales mises en place pour transformer le travailleur en « capital humain » qui doit assurer lui-même la formation, la croissance, l'accumulation, l'amélioration et la valorisation de « soi » en tant que « capital », est à la fois très importante et trompeuse. Certes, le « travailleur » n'est plus considéré uniquement comme un simple facteur de production ; il n'est plus, à proprement parler, une force de travail, mais un capital-compétence, une « machine-compétences », qui va de pair avec un « *style de vie, un mode de vie* », une posture morale « entrepreneuriale » qui détermine une « *forme de rapport de l'individu à lui-même, au temps, à son entourage, à l'avenir, au groupe, à la famille* ».

Toutefois, cette injonction à faire de l'individu « *une sorte d'entreprise permanente et multiple* », se déroule dans un cadre complètement différent de celui décrit par Foucault : celui de l'économie de la dette. Le point de vue de *Naissance de la biopolitique* est ainsi encore celui

des ordo-libéraux allemands pour qui l'entreprise et l'entrepreneur *industriels* étaient au centre du projet d'« économie sociale du marché ». Foucault reste collé à cette version « industrielle » du néolibéralisme de l'après-guerre, tandis qu'émerge et s'affirme, tout au long des années 1970, une logique d'entreprise, financiarisée cette fois, et un capitalisme dont l'intérêt collectif est représenté par les entrepreneurs financiers qui imposent un nouveau « gouvernement des conduites » et une nouvelle individualisation qui n'ont plus grand-chose à voir avec les politiques des ordo-libéraux de l'après-guerre. Comme le suggère Foucault, le gouvernement néolibéral doit toujours agir sur la société elle-même, dans sa trame et dans son épaisseur, en tenant compte et même en prenant en charge les processus sociaux pour faire place, à l'intérieur de ces processus sociaux, non pas seulement à la concurrence et à l'entreprise, mais, nuance décisive, aussi et surtout à la dette et à son économie.

Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011, p. 72-73.

---

*L'acharnement avec lequel les économistes orthodoxes ont entrepris d'éradiquer toute différence hétérodoxe et toute pensée critique est très impressionnant.*

---

financiers, c'est elle encore qui informe les politiques économiques d'austérité ; son rôle dans le désastre historique est accablant.

L'acharnement avec lequel les économistes orthodoxes ont entrepris d'éradiquer, car c'est vraiment en ces termes qu'il faut dire les choses, toute différence hétérodoxe et toute pensée critique est très impressionnant. Ce sont des affaires tout à fait concrètes, très mesquines vues du dehors, de sombres petites histoires de postes, de bourses de thèse, de colloques et de revues. Mais il faut savoir par exemple qu'il ne « passe » plus un seul hétérodoxe à l'agrégation de science économique, qu'il n'y a plus une seule promotion au grade de directeur de recherche pour les hétérodoxes au CNRS, et que, même après la crise, cette politique d'éradication continue de plus belle. Évidemment, ces seuls faits suffisent à organiser la disparition de l'hétérodoxie par pure et simple attrition démographique : plus personne habilité à encadrer des thésards égale disparition des thésards ! Les conditions d'entrée dans les institutions académiques sont si atrocement adverses pour de jeunes docteurs hétérodoxes qu'il faut des saints – ou bien des fous – pour envisager de s'y lancer. Or il faut rapporter tout ceci à ce verdict intellectuel qui va paraître invraisemblable de prétention et que je n'hésiterai pourtant pas un instant à prononcer : la pensée hétérodoxe a eu tout juste et les économistes orthodoxes tout faux ! Et bon courage à ceux qui continuent de croire que la science (économique en tout cas) est un univers de purs esprits.

C'est là qu'on voit l'autonomie relative et la clôture sur soi du champ, normalement à compter parmi ses bonnes propriétés, se retourner contre lui : le choc énorme de la crise n'y a produit presque aucun effet. Et nous n'avons même pas la reine d'Angleterre ! Elle, au moins, s'est majestueusement étonnée que, parmi tout ce que le Royaume compte de distingués économistes, il ne s'en soit pas trouvé un ayant pignon sur rue (leurs hétérodoxes à eux, comme les nôtres, vivent dans des caves) pour voir venir le coup et avertir du séisme. Et les économistes de la Royal Academy ont bien été forcés de répondre. On ne peut pas dire qu'il en soit sorti grand-chose, mais, au moins, ils ont dû s'expliquer un peu. En France, rien, *nada* ! Les mêmes continuent de tenir colloque, de ne rien changer à leurs petits modèles, et la chasse à courre à l'hétérodoxe continue d'aller bon train.

On me dira que j'exagère un peu en soutenant qu'il ne se passe « rien », et ce ne sera pas complètement inexact : j'ai auparavant dans vos colonnes mêmes envisagé le renversement de l'hégémonie de la théorie néoclassique et son remplacement par le paradigme de la neuro-économie comportementale<sup>2</sup>. On aurait pourtant tort de croire qu'on gagnerait au change, intellectuellement ou politiquement... Et comme il m'est impossible d'expliquer en détail ici pourquoi, je me contente d'une super ellipse en invitant les gens à découvrir le

Allianz Global Investors Center for Behavioural Finance : ils y verront les plus fameux neuro-économistes déjà maqués avec l'un des plus importants investisseurs institutionnels de la planète, et ils devraient donc par anticipation savoir à quoi s'en tenir : oui, les anciens orthodoxes ont collaboré avec la finance qui a fini par s'en écrouler, mais les nouveaux n'ont rien de plus pressé que de prendre leur place !

*RdL* : Est-ce que le terme « néolibéralisme » est utile et approprié pour désigner ce qui fait la singularité de tout ou partie des transformations contemporaines du capitalisme ? Qu'est-ce qui caractérise le néolibéralisme, et quel rôle jouent la finance et la dette dans la logique qui est la sienne ? Curieusement, comme l'a souligné Maurizio Lazzarato<sup>3</sup>, Michel Foucault, dans sa généalogie de la pensée néolibérale qui a contribué à mieux saisir la nouveauté du néolibéralisme, à ne plus voir en lui qu'un retour au laisser-faire du XIX<sup>e</sup> siècle, n'accorde pas le moindre rôle à la question de la finance et de la dette...

*FL* : Il ne m'a jamais semblé très pertinent de juger un propos à travers ce qu'il laisse de côté sauf évidemment à ce que le manque ait visiblement valeur de symptôme ou bien à ce qu'il nuise décisivement à l'intention démonstrative de l'auteur. On aura donc du mal à reprocher à Foucault de ne pas avoir fait le tour complet du néolibéralisme, à plus forte raison à l'époque où le cours *Naissance de la biopolitique* est prononcé, alors qu'on en est encore au tout début du processus et qu'il aurait fallu une redoutable prescience pour en anticiper tous les développements à venir – je rappelle par exemple que l'effondrement du taux d'épargne des ménages étasuniens et l'envol de leur taux d'endettement, fait caractéristique par excellence du capitalisme néolibéral, ne se produisent qu'à partir de 1984-1985 ; en France il faudra attendre le milieu des années 1990, moment de l'installation dans un régime de mondialisation « franche ». Pour autant, Maurizio Lazzarato a incontestablement raison sur une chose : si l'on comprend le néolibéralisme non pas comme simple configuration de licences étendues mais comme régime de normalisation positive, alors, évidemment, il faut y inclure tous les effets de la dette. Je vais avoir l'air de faire dans l'œcuménisme facile (et pourtant je le pense vraiment !) : il faut moins reprocher à Foucault d'avoir oublié l'endettement et la finance – qu'il pouvait difficilement voir – que savoir gré à Lazzarato de les avoir ajoutés au tableau d'ensemble.

Reste la question de savoir si la période actuelle tombe entièrement et exclusivement sous le concept du néolibéralisme tel qu'il nous est livré par la pensée foucauldienne. Sur ce point, je serais un peu plus réservé. Il est bien certain que l'insistance de Foucault à défaire une vue des institutions ne les connaissant que sous l'espèce de la négativité, pour les faire enfin apparaître dans la positivité de leur



production normative, permet de saisir une caractéristique très profonde de la période actuelle – les secteurs de la société soumis au fléau du pouvoir normalisateur de l'évaluation en savent quelque chose. Et il était sans doute utile d'apercevoir cette productivité des institutions, notamment étatiques, pour ne pas commettre l'erreur consistant à assimiler le néolibéralisme à un libéralisme classique simplement intensifié – « ultra » comme on l'a beaucoup dit. Qu'il y ait du nouveau dans ce « libéralisme »-là, justifiant pleinement son préfixe, n'est donc pas douteux, et s'il était probablement nécessaire au début de « *tordre le bâton dans l'autre sens* », il ne faudrait pas non plus oublier tout ce que le régime actuel a conservé du libéralisme classique entendu comme abatement des dispositifs de contention permettant de retenir l'élan des puissances privées. Je ne partage donc pas l'idée que la lecture « libéraliste » du néolibéralisme était un contresens *total*. À l'évidence, elle manque la positivité normalisatrice du « néo » et l'instauration d'un régime très particulier de disciplinarisation, mais elle saisit néanmoins le prolongement et l'approfondissement des traits du libéralisme le plus classique : défaire les cadres institutionnels, réglementaires, et légaux qui contraignaient les actions des agents et

les retenaient – pour les plus puissants en tout cas – de pousser leur avantage au-delà d'un certain seuil affecte décisivement la distribution des ressources de pouvoir dans la société et notamment le rapport de force capital-travail. Il est très clair que ce rapport change du tout au tout selon que l'on passe d'une économie où des droits de douane font régner un protectionnisme modéré, où le régime des investissements directs est sous contrôle strict, la finance rigoureusement encadrée et compartimentée dans des espaces réglementaires nationaux, les banques surveillées et (souvent) nationalisées, la Bourse et le pouvoir actionnarial quasi inexistant, à une économie où le libre-échange fait jouer le plus violemment possible la concurrence entre espaces à standards socio-productifs abyssalement différents, où le régime des investissements directs totalement libéralisé déchaîne le chantage aux délocalisations, où la finance est déréglementée (là, est-il besoin de s'appesantir ?), et où le pouvoir actionnarial règne en maître sur les entreprises. Or les dynamiques économique-politiques qui se mettent en place du fait de ces transformations structurelles procèdent d'abord très classiquement de la libération des élans de puissance privés, du fait de l'abaissement des retenues institutionnelles ; soit pour le dire plus

simplement: d'une extension du laisser-faire, et ceci même si cette extension ne s'opère pas *sponta sua* mais suppose l'intervention déréglementatrice, exogène, des politiques publiques, nationalement ou par traités européens, accords et organismes internationaux (OMC, AGCS, etc.) interposés.

Il reste en tout cas que bon nombre des phénomènes de la période actuelle relèvent en premier lieu de cet effet d'élargissement de l'ensemble stratégique des agents – quelle est la latitude des actions licites qui s'offrent à eux ? – de telle sorte, évidemment, qu'il ne profite qu'aux plus puissants. Dès lors que ces derniers peuvent faire des choses qui leur étaient interdites, ils les feront s'ils peuvent en tirer avantage. Si délocaliser (ou menacer de le faire) aide à gagner sur le niveau des salaires et les conditions de travail, ils délocaliseront; si l'injonction d'extraire toujours plus de rentabilité des capitaux propres permet d'intensifier la productivité, ils enjoindront, et ainsi de suite. Pour autant, il y a moins à opposer les effets du «néo» et du «vétéro» qu'à les articuler:

c'est l'effet «laisser-faire» qui soutient l'effet «normalisation». Il faut avoir d'abord entamé la négativité des cadres institutionnels pré-existants, et que les dominants aient étendu leur ensemble stratégique, pour pouvoir instaurer de nouvelles positivités normalisatrices. Les normes de l'évaluation qui ravagent tant de secteurs de la société trouvent sans doute pour partie leur origine dans la révolution financière qui a imposé et diffusé un peu partout ses propres schèmes normatifs – *rating, reporting, benchmarking...* Le paradigme de l'évaluation permanente, c'est la finance libéralisée – qui, comme son nom l'indique, a été... libéralisée! Pour que ces schèmes apparaissent, il a d'abord fallu abattre des barrières qui restreignaient la latitude stratégique des investisseurs. Décompartmenter, déréglementer, désintermédiaire, dénationaliser ont été les prérequis de la nouvelle positivité normalisatrice de la finance, et toutes ces actions ont à voir avec la question – négative – des *limites*. Si bien qu'il faudrait peut-être se donner un nouveau concept de la

### FAUSSE ÉVIDENCE: LES MARCHÉS FINANCIERS SONT FAVORABLES À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'intégration financière a porté le pouvoir de la finance à son zénith par le fait qu'elle unifie et centralise la propriété capitaliste à l'échelle mondiale. Désormais c'est elle qui détermine les normes de rentabilité exigées de l'ensemble des capitaux. Le projet était que la finance de marché se substitue au financement bancaire des investissements. Projet qui a d'ailleurs échoué, puisqu'aujourd'hui, globalement, ce sont les entreprises qui financent les actionnaires au lieu du contraire. La gouvernance des entreprises s'est néanmoins profondément transformée pour atteindre les normes de rentabilité du marché. Avec la montée en puissance de la valeur actionnariale, s'est imposée une conception nouvelle de l'entreprise et de sa gestion, pensées comme étant au service exclusif de l'actionnaire. L'idée d'un intérêt commun propre aux différentes parties prenantes liées à l'entreprise a disparu. Les dirigeants des entreprises cotées en Bourse ont désormais pour mission première de satisfaire le désir d'enrichissement des actionnaires et lui seul. En conséquence, ils cessent eux-mêmes d'être des salariés, comme le montre l'envolée démesurée de leurs rémunérations. Comme l'avance la théorie de «l'agence», il s'agit de faire

en sorte que les intérêts des dirigeants soient désormais convergents avec ceux des actionnaires.

Le ROE (*Return on Equity*, ou rendement des capitaux propres) de 15 % à 25 % est désormais la norme qu'impose le pouvoir de la finance aux entreprises et aux salariés. La liquidité est l'instrument de ce pouvoir, permettant à tout moment aux capitaux non satisfaits d'aller voir ailleurs. Face à cette puissance, le salariat comme la souveraineté politique apparaissent de par leur fractionnement en état d'infériorité. Cette situation déséquilibrée conduit à des exigences de profit déraisonnables, car elles brident la croissance économique et conduisent à une augmentation continue des inégalités de revenu. D'une part les exigences de profitabilité inhibent fortement l'investissement: plus la rentabilité demandée est élevée, plus il est difficile de trouver des projets suffisamment performants pour la satisfaire. Les taux d'investissement restent historiquement faibles en Europe et aux États-Unis. D'autre part, ces exigences provoquent une constante pression à la baisse sur les salaires et le pouvoir d'achat, ce qui n'est pas favorable à la demande. Le freinage simultané de l'investissement et de la consommation

conduit à une croissance faible et à un chômage endémique. Cette tendance a été contrecarrée dans les pays anglo-saxons par le développement de l'endettement des ménages et par les bulles financières qui créent une richesse fictive, permettent une croissance de la consommation sans salaires, mais se terminent par des krachs.

Pour remédier aux effets négatifs des marchés financiers sur l'activité économique nous mettons en débat trois mesures:

- renforcer significativement les contre-pouvoirs dans les entreprises pour obliger les directions à prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties prenantes;
- accroître fortement l'imposition des très hauts revenus pour décourager la course aux rendements insoutenables;
- réduire la dépendance des entreprises vis-à-vis des marchés financiers, en développant une politique publique du crédit (taux préférentiels pour les activités prioritaires au plan social et environnemental).

Manifeste des Économistes atterrés – Fausse évidence n° 2 (<http://www.atterres.org/>).

configuration présente du capitalisme : il s'agit non pas simplement de néolibéralisme au sens foucauldien que le terme a désormais pris, mais, le bâton tordu et puis détordu, de quelque chose qui ferait les parts égales du « néo » et de l'« ultra ».

*RdL: Il y a quelque chose d'assez « fou », d'assez ahurissant dans tout cela, dans notre incapacité collective à arrêter la catastrophe en cours. Est-ce que le qualificatif de « suicidaires », appliqué aux « élites » politiques et économiques, est approprié ? Comment une telle hybris est-elle sociologiquement possible ? Comment se fabriquent des élites aussi « folles » ?*

**FL:** En général, il est de bonne méthode de ne recourir que le plus tard possible, et même préférentiellement pas du tout, aux catégories de la psychopathologie pour rendre compte d'un phénomène social, mais il faut bien reconnaître que dans le cas présent on ne peut pas s'empêcher d'y songer... Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx, mi-consterné, mi-sarcastique, soulignait déjà l'incapacité de la bourgeoisie à dépasser ses intérêts les plus « bornés et malpropres ». Un siècle et demi plus tard on ne peut toujours pas dire que la rationalité, fût-elle celle des intérêts particuliers des dominants, soit le moteur de l'histoire. D'une certaine manière, il faut en prendre la meilleure part : après tout, la catastrophe étant sans doute le mode historique le plus efficace de destruction des systèmes de domination, l'accumulation des erreurs des « élites » actuelles, incapables de voir que leurs « rationalités » de court terme soutiennent une gigantesque irrationalité de long terme, est cela même qui nous permet d'espérer voir ce système s'écrouler dans son ensemble.

Il est vrai que l'hypothèse de l'*hybris*, comprise comme principe d'illimitation, n'est pas dénuée de valeur explicative. C'est d'ailleurs une façon d'en revenir à la discussion précédente sur le néolibéralisme, ou plutôt sur ce qui subsiste en lui de « vétéro », et même d'« ultra ». Car c'est bien l'abattement des dispositifs institutionnels de contention des puissances qui pousse irrésistiblement les puissances à propulser leur élan et reprendre leur marche pour pousser l'avantage aussi loin que possible. Et il y a bien quelque chose comme une ivresse de l'avancée pour faire perdre toute mesure et réinstaurer le primat du « malpropre » et du « borné » dans la « rationalité » des dominants. Ainsi, un capitaliste ayant une vue sur le long terme n'aurait pas eu de mal à identifier l'État-providence comme le coût finalement relativement modéré de la stabilisation sociale et de la consolidation de l'adhésion au capitalisme, soit un élément institutionnel utile à la préservation de la domination capitaliste – à ne surtout pas bazarder ! Évidemment, sitôt qu'ils ont senti faiblir le rapport de force historique, qui au lendemain de la seconde guerre mondiale leur avait imposé la Sécurité sociale – ce qui pouvait pourtant leur arriver de

mieux et contribuer à leur garantir trente années de croissance ininterrompue –, les capitalistes se sont empressés de reprendre tout ce qu'ils avaient dû concéder. Aux États-Unis, les conservateurs, qui n'ont pas peur de se montrer pour ce qu'ils sont, ont donné à cette perspective de reconquête son nom le plus clair : « *a roll back agenda...* »

Il faudrait pourtant s'interroger sur les mécanismes qui, dans l'esprit des dominants, convertissent des énoncés d'abord grossièrement taillés d'après leurs intérêts particuliers en objets d'adhésion sincère, endossés sur le mode la parfaite généralité. Et peut-être faudrait-il à cette fin relire la proposition 12 de la partie III de l'*Éthique* de Spinoza selon laquelle « *l'esprit s'efforce d'imaginer ce qui augmente la puissance d'agir de son corps* », qu'on retraduirait plus explicitement en « nous aimons à penser ce qui nous réjouit (ce qui nous convient, ce qui est adéquat à notre position dans le monde, etc.) ». Nul doute qu'il y a une joie intellectuelle particulière du capitaliste à penser d'après la théorie néoclassique que la réduction du chômage passe par la flexibilisation du marché du travail. Comme il y en a une du financier à croire à la même théorie néoclassique, selon laquelle le libre développement de l'innovation financière est favorable à la croissance. Le durcissement en énoncés à validité tout à fait générale d'idées d'abord manifestement formées au voisinage immédiat des intérêts particuliers les plus grossiers trouve sans doute dans cette tendance de l'esprit son plus puissant renfort. C'est pourquoi la distinction des cyniques et des imbéciles est de plus en plus difficile à faire, les premiers mutant presque fatalement pour prendre la forme des seconds. À bien y regarder, on ne trouve guère d'individus aussi « nets » – il faudrait dire aussi intègres – que le Patrick Le Lay de TFI qui, peu décidé à s'embarrasser des doctrines ineptes et fausement démocratiques de la « télévision populaire », déclarait sans ambages n'avoir d'autre objectif que de vendre aux annonceurs du temps de cerveau disponible ; rude franchise dont je me demande s'il ne faut pas lui en savoir gré : au moins, on sait qui on a en face de soi, et c'est une forme de clarté loin d'être sans mérite.

Pour le reste, il y a des résistances doctrinales faciles à comprendre : la finance, par exemple, ne désarmera jamais. Elle dira et fera tout ce qu'elle peut pour faire dérailler les moindres tentatives de re-réglementation. Elle y arrive fort bien d'ailleurs ! Il n'est que de voir l'effrayante indigence des vellétés régulatrices pour s'en convaincre, comme l'atteste le fait que, depuis 2009, si peu a été fait que la crise des dettes souveraines menace à nouveau de s'achever en un effondrement total de la finance internationale. Pour le coup, rien n'est plus simple à comprendre : un système de domination ne rendra jamais les armes de lui-même et cherchera tous les moyens de sa perpétuation. On conçoit aisément que les hommes de la finance n'aient pas d'autre objectif que de relancer pour

---

*Un capitaliste ayant une vue sur le long terme n'aurait pas eu de mal à identifier l'État-providence comme un élément institutionnel utile à la préservation de la domination capitaliste – à ne surtout pas bazarder !*

---

---

*Voilà le drame de l'époque :  
c'est qu'au niveau de  
ces gens qu'on continue  
à appeler des « élites »,  
il n'y a plus nulle part  
aucune force de rappel  
intellectuelle susceptible  
de monter un contre-  
discours.*

---

un tour supplémentaire le système qui leur permet d'empocher les faramineux profits de la bulle et d'abandonner les coûts de la crise au corps social tout entier, forcé, par puissance publique interposée, de venir au secours des institutions financières, sauf à périr lui-même de l'écroulement bancaire. Il faut simplement se mettre à leur place ! Qui, en leur position, consentirait à renoncer ? Il faudrait même dire davantage : c'est une forme de vie que ces hommes défendent, une forme de vie où entrent aussi bien la perspective de gains monétaires hors norme que l'ivresse d'opérer à l'échelle de la planète, de mouvementer des masses colossales de capitaux, pour ne rien dire des à-côtés les plus caricaturaux, mais bien réels, du mode de vie de l'« homme des marchés » : filles, bagnoles, dope. Tous ces gens n'abandonneront pas comme ça ce monde merveilleux qui est le leur, il faudra activement le leur faire lâcher.

C'est en fait à propos de l'État que le mystère s'épaissit vraiment. Préposé à la socialisation des pertes bancaires et au serpillage des coûts de la récession, littéralement pris en otage par la finance dont il est condamné à rattraper les risques systémiques, n'est-il pas celui qui aurait le plus immédiatement intérêt à fermer pour de bon le foutoir des marchés ? Il semble que poser la question ainsi soit y répondre, mais logiquement seulement, c'est-à-dire en méconnaissant sociologiquement la forme d'État colonisé qui est le propre du bloc hégémonique néolibéral : les représentants de la finance y sont comme chez eux. L'interpénétration, jusqu'à la confusion complète, des élites politiques, administratives, financières, parfois médiatiques, a atteint un degré tel que la circulation de tous ces gens d'une sphère à l'autre, d'une position à l'autre, homogénéise complètement, à quelques différences secondes près, la vision du monde partagée par ce bloc indistinct. La fusion oligarchique – et il faudrait presque comprendre le mot en son sens russe – a conduit à la dé-différenciation des compartiments du champ du pouvoir et à la disparition des effets de régulation qui venaient de la rencontre, parfois de la confrontation, de grammes hétérogènes ou antagonistes. Ainsi par exemple a-t-on vu, aidé sans doute par un mécanisme d'attrition démographique, la disparition de l'*habitus* de l'homme d'État tel qu'il a pris sa forme accomplie au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'expression « homme d'État » n'étant pas à comprendre au sens usuel du « grand homme » mais de ces individus porteurs des logiques propres de la puissance publique, de sa grammaire d'action et de ses intérêts spécifiques. Hauts fonctionnaires ou grands commis, jadis hommes d'État parce que dévoués aux logiques de l'État, et déterminés à les faire valoir contre les logiques hétérogènes – celles par exemple du capital ou de la finance –, ils sont une espèce en voie de disparition, et ceux qui aujourd'hui « entrent dans la carrière » n'ont pas d'autre horizon intellectuel que la répliation

servile (et absurde) des méthodes du privé (d'où par exemple les monstruosité du type « RGPP », la Révision générale des politiques publiques), ni d'autre horizon personnel que le pantouflage qui leur permettra de s'intégrer avec délice à la caste des élites indifférenciées de la mondialisation. Les dirigeants nommés à la tête de ce qui reste d'entreprises publiques n'ont ainsi rien de plus pressé que de faire sauter le statut de ces entreprises, conduire la privatisation, pour aller enfin rejoindre leurs petits camarades et s'ébattre à leur tour dans le grand bain des marchés mondiaux, de la finance, des fusions-acquisitions – et « accessoirement » des bonus et des stock-options.

Voilà le drame de l'époque : c'est qu'au niveau de ces gens qu'on continue à appeler – on se demande pourquoi tant leur bilan historique est accablant – des « élites », il n'y a plus nulle part aucune force de rappel intellectuelle susceptible de monter un contre-discours. Et le désastre est complet quand les médias eux-mêmes ont été, et depuis si longtemps, emportés par le glissement de terrain néolibéral ; le plus extravagant tenant à la reconduction des éditorialistes, chroniqueurs, experts à demi vendus et toute cette clique qui se présente comme les précepteurs éclairés d'un peuple nativement obtus et « éclairable » par vocation. On aurait pu imaginer que le cataclysme de l'automne 2008 et l'effondrement à grand spectacle de la finance conduirait à une non moins grande lessive de tous ces locuteurs émergeant en guenilles des ruines fumantes, mais rien du tout ! Pas un n'a bougé ! Alain Duhamel continue de pontifier dans *Libération* ; le même journal, luttant désespérément pour faire oublier ses décennies libérales, n'en continue pas moins de confier l'une de ses plus décisives rubriques, la rubrique européenne, à Jean Quatremer qui a méthodiquement conchié tous ceux qui dénonçaient les tares, maintenant visibles de tous, de la construction néolibérale de l'Europe. Sur France Inter, Bernard Guetta franchit matinée après matinée tous les records de l'incohérence – il faudrait le reconduire à ses dires d'il y a cinq ans à peine, je ne parle même pas de ceux de 2005, fameuse année du traité constitutionnel européen... L'émission hebdomadaire d'économie de France Culture oscille entre l'hilarant et l'affligeant en persistant à tendre le micro à des gens qui ont été les plus fervents soutiens doctrinaux du monde en train de s'écrouler, parmi lesquels Nicolas Baverez par exemple, sans doute le plus drôle de tous, qui s'est empressé de sermonner les gouvernements européens et de les enjoindre à la plus extrême rigueur avant de s'apercevoir que c'était une ânerie *de plus*. Et tous ces gens plastronnent dans la plus parfaite impunité, sans jamais que leurs employeurs ne leur retirent ni une chronique ni un micro, ni même ne leur demandent de s'expliquer ou de rendre compte de leurs discours passés. Voilà le monde dans lequel nous vivons, monde de l'auto-blanchiment collectif des faillies.



*RdL: Comment comprendre aussi que ce qui arrive ne produise pas une indignation ou une colère plus importante encore, plus déterminée, plus organisée? Il y a à l'œuvre comme une « fabrique de l'impuissance », dont l'efficacité surpasse, jusqu'à maintenant, notre capacité à transformer notre indignation en puissance d'agir collective. Quels sont les ressorts de cette fabrique de l'impuissance?*

**FL:** Il y a là en effet un mystère qu'il appartiendrait à la sociologie ou à la science politique d'éclairer... Mais s'il m'est permis de risquer quelques intuitions, je me demande, pour commencer, s'il ne faudrait pas poser le problème exactement à l'envers: ce qu'il y a à comprendre, ce n'est pas qu'il n'y ait pas de mouvement d'indignation mais que parfois il s'en produise! Je crains que déplorer l'inertie ou l'apathie des masses ne procède d'un sociocentrisme typique de la *skholè* intellectuelle ou militante, c'est-à-dire de gens qui ont le loisir, pour les uns de prendre la vue de Sirius et, pour les autres, d'envisager systématiquement le passage à l'action puisque le passage à l'action est par définition l'essence même de leur activité. On pourra trouver que c'est un argument qui ne vole pas haut, mais il a les robustes propriétés

d'un matérialisme rustique: à quoi les gens ont-ils la possibilité d'occuper leur temps? À part les minorités intellectuelles et militantes, le monde se sépare entre les gouvernants dont c'est l'activité à plein temps de régir la vie des autres, et les gouvernés qui consacrent l'essentiel de leur temps éveillé à leur reproduction matérielle, se trouvant de fait renvoyés en toutes autres matières à la passivité de ceux que l'on régit. Cette élémentaire asymétrie temporelle entre organisateurs, délégués et payés à plein temps pour organiser, et les « organisés », « opportunément » accaparés par les nécessités de leur survie privée, est le plus sûr garant de la stabilité du pouvoir par un simple effet de saturation temporelle. Les militants, en tout cas ceux d'entre eux qui ne sont pas des activistes professionnels, rémunérés comme tels par une organisation, savent assez ce qu'il en coûte de fatigues supplémentaires, ou de mise sous tension de leur vie personnelle, de s'extraire de la passivité à laquelle les vouerait normalement leur condition matérielle: après huit heures de travail quotidien, les « organisés » n'ont plus que les interstices (les soirées, parfois les nuits, les week-ends) pour trouver à redire aux organisateurs – qui, eux, après avoir « organisé »,

#### **FAUSSE ÉVIDENCE: IL FAUT RÉDUIRE LES DÉPENSES POUR RÉDUIRE LA DETTE PUBLIQUE**

**M**ême si l'augmentation de la dette publique résultait en partie d'une hausse des dépenses publiques, couper dans ces dépenses ne contribuerait pas forcément à la solution. Car la dynamique de la dette publique n'a pas grand-chose à voir avec celle d'un ménage: la macroéconomie n'est pas réductible à l'économie domestique. La dynamique de la dette dépend en toute généralité de plusieurs facteurs: le niveau des déficits primaires, mais aussi l'écart entre le taux d'intérêt et le taux de croissance nominal de l'économie.

Car si ce dernier est plus faible que le taux d'intérêt, la dette va s'accroître mécaniquement du fait de « l'effet boule de neige »: le montant des intérêts explose, et le déficit total (y compris les intérêts de la dette) aussi. Ainsi, au début des années 1990, la politique du franc fort menée par Bérégovoy et maintenue malgré la récession de 1993-94 s'est traduite par un taux d'intérêt durablement plus élevé que le taux de croissance, expliquant le bond de la dette publique de la France pendant cette période. C'est le même mécanisme qui expliquait l'augmentation de la dette dans la première

moitié des années 1980, sous l'impact de la révolution néolibérale et de la politique de taux d'intérêts élevés menée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Mais le taux de croissance de l'économie lui-même n'est pas indépendant des dépenses publiques: à court terme l'existence de dépenses publiques stables limite l'ampleur des récessions (« stabilisateurs automatiques »); à long terme les investissements et dépenses publiques (éducation, santé, recherche, infrastructures...) stimulent la croissance. Il est faux d'affirmer que tout déficit public accroît d'autant la dette publique, ou que toute réduction du déficit permet de réduire la dette. Si la réduction des déficits plombe l'activité économique, la dette s'alourdira encore plus.

Les commentateurs libéraux soulignent que certains pays (Canada, Suède, Israël) ont réalisé de très brutaux ajustements de leurs comptes publics dans les années 1990 et connu immédiatement après un fort rebond de la croissance. Mais cela n'est possible que si l'ajustement concerne un pays isolé, qui regagne rapidement de la compétitivité sur ses concurrents. Ce qu'oublie évidemment

les partisans de l'ajustement structurel européen, c'est que les pays européens ont pour principaux clients et concurrents les autres pays européens, l'Union européenne étant globalement peu ouverte sur l'extérieur. Une réduction simultanée et massive des dépenses publiques de l'ensemble des pays de l'Union ne peut avoir pour effet qu'une récession aggravée et donc un nouvel alourdissement de la dette publique.

Pour éviter que le rétablissement des finances publiques ne provoque un désastre social et politique nous mettons en débat deux mesures:

- maintenir le niveau des protections sociales, voire les améliorer (assurance-chômage, logement...);
- accroître l'effort budgétaire en matière d'éducation, de recherche, d'investissements dans la reconversion écologique... pour mettre en place les conditions d'une croissance soutenable, permettant une forte baisse du chômage.

Manifeste des Économistes atterrés – Fausse évidence n° 5 (<http://www.atterres.org/>).

rentrent dormir. La force de pesanteur qui résulte de cette division du travail est l'arrière-plan à avoir en tête pour réaliser d'emblée combien le surgissement d'un mouvement social d'ampleur relève d'une sorte de miracle – en tout cas pour réaliser tous les obstacles, temporels, c'est-à-dire matériels, qu'il lui a fallu vaincre.

Comme si ce n'était pas suffisant, il faut compter avec bien d'autres difficultés. Et notamment avec toutes celles qu'on pourrait faire entrer sous la catégorie générale de la trahison des médiateurs. Celle des médiateurs médiatiques pour commencer – il vient d'en être question – qui travaillent à faire passer pour normales (conformes à l'ordre des choses ou aux instructions de la « raison ») les situations les plus anormales. Mais il faudrait prendre le temps d'une analyse complète des mécanismes qui conduisent les médiateurs médiatiques à ne plus rien médiatiser, c'est-à-dire à maintenir dans l'invisibilité les situations sociales et leurs déterminants véritables – dont la seule exhibition suffirait à nourrir de légitimes fureurs –, et laisser inaudibles les analyses critiques – à quelques exceptions près systématiquement sous-représentées quand elles ne sont pas par principe déclarées carrément tricornes, à moins qu'on ne leur offre des formats si pauvres qu'elles sont bien certaines de n'avoir aucune chance de « porter ». Les médias sont de fait gestionnaires du bien collectif en quoi consiste l'accès nécessairement raréfié à l'arène publique, et par là tenus à une obligation de diversité, il faudrait même dire à une obligation d'asymétrie dont devrait bénéficier la critique puisque l'ordre social bénéficie déjà de toute l'asymétrie contraire des forces de la domination. Mais ils ont en quelque sorte privatisé ce bien collectif au profit d'une infime minorité de précepteurs qui, à quelques différences négligeables près, tiennent tous le même langage et, par leur homogénéité, viennent ajouter la domination symbolique à la domination matérielle. De sorte que, à travers les médias supposément médiateurs mais définitivement oublieux de leur vocation, plus rien ne passe sinon ce qui seul célèbre, encourage, ou bien excuse et réhabilite sans cesse l'ordre néolibéral et ceci, très spectaculairement aujourd'hui, à l'encontre même des crises les plus retentissantes de ce dernier. Je dois confesser qu'il m'arrive de penser qu'un renvoi massif de la clique éditorialiste et experte présente pourrait avoir instantanément des conséquences politiques considérables: qu'on imagine les effets possibles de la dénonciation répétée du caractère odieux du pouvoir actionnarial, de sa responsabilité directe dans les souffrances des salariés – jusqu'au suicide –, la démonstration insistante de l'inanité des politiques d'austérité, ou encore la mise à la question systématique de certains partis (de « gauche ») qui refusent obstinément de mettre sérieusement à leur agenda des problèmes comme l'Europe libérale ou la mondialisation. Mais je confesse

également que c'est probablement là une expérience de pensée oiseuse, et à de multiples titres.

Dans l'ordre des trahisons médiatiques (*lato sensu*), la pire cependant est sans doute celle des médiateurs politiques: partis d'opposition qui ne s'opposent plus à rien ou bureaucraties syndicales devenues expertes à perdre dans les sables les colères populaires. Est-il utile de consacrer un quart d'heure de plus à l'anatomie pathologique du Parti socialiste? On peut difficilement l'éviter ne serait-ce que dans la perspective de l'élection présidentielle, et pour faire le constat que, pour cette édition, le candidat Hollande s'y prend non pas, comme le commandait jusqu'ici un léger réflexe de vergogne, huit jours avant le deuxième tour, mais huit mois avant le premier pour faire offre d'alliance avec les centristes, péripétie anecdotique au premier abord, mais en fait raccourci fulgurant qui dit tout ou presque de ce qu'il est permis d'attendre d'une hypothétique présidence socialiste en matière de transformation économique et sociale – à savoir rien. Tout a déjà été dit sur la compromission historique de la social-démocratie, spécialement française, avec le néolibéralisme mais, pour fermer au plus vite ce lamentable chapitre, on peut tout de même mesurer le degré de faillite historique d'un parti qui ose encore s'appeler « socialiste » à son incapacité à mettre en cause le capitalisme néolibéral au moment où sa crise apoplectique ouvre une fenêtre d'opportunité historique sans équivalent – et l'on finit par se demander quelle sorte d'événement, quel degré de dévastation serait maintenant requis pour qu'en cette matière l'électro-encéphalogramme socialiste émette de nouveau un bip.

Le drame actuel de la période tient donc à l'absence de toute force politique autour de laquelle faire précipiter les affects communs de colère et d'indignation. Car voilà le problème: il ne faut pas surestimer la capacité des multitudes à s'auto-organiser à grande échelle. La période actuelle le démontre *a contrario* puisqu'aucun des corps sociaux maltraités par les politiques d'austérité n'a encore dépassé le stade des manifestations sporadiques et sans suite pour entrer dans un mouvement de sédition généralisée. Les amis de la multitude libre sujet de l'histoire m'en voudront certainement, mais je me demande si pour manifester sa propre puissance politique, elle n'a pas besoin d'un « pôle » qui fasse focalisation et condensation, et qui la rende – ou par lequel elle se rende – « cohérente ». Sauf à rester diffuse, il faut à la multitude des points focaux où « ça précipite », par lesquels elle prend consistance et conscience d'elle-même – même si je ne méconnais nullement tout ce qui peut se passer ensuite de captation et de dépossession à partir de ces points focaux... mais enfin ce n'est pas ici qu'on va régler le problème de l'horizontalité démocratique, même si l'on peut au moins dire que, précisément, elle est un *problème*, et pas une donnée d'évidence. Pour l'heure, faute

---

*On peut mesurer le degré de faillite historique d'un parti qui ose encore s'appeler « socialiste » à son incapacité à mettre en cause le capitalisme néolibéral au moment où sa crise apoplectique ouvre une fenêtre d'opportunité historique sans équivalent.*

---

---

*Le formidable bouillonnement de colères qui avait fait descendre les gens par millions dans la rue en 2009 et 2010 n'a non seulement trouvé aucun leader syndical (ou politique) pour verbaliser sa vérité, mais a été consciencieusement dilapidé par les voies habituelles de la déambulation aussi rituelle qu'inoffensive.*

---

d'auto-organisation constatée et de force politique susceptible de faire pôle constituant ou agrégateur, ne restent que des colères diffuses, non coordonnées, incapables de se rejoindre faute de lieu.

Et ce n'est pas sur les directions syndicales qu'il faut compter. Ou si l'on doit compter sur elles, c'est plutôt pour produire les résultats exactement inverses, à savoir ramener à la poussière les germes de colère en voie de fusion. Car, et l'on appréciera la performance, il faut un certain talent dans l'ordre de la négativité pour avoir si artistement volatilisé l'énergie des mobilisations massives de janvier-mars 2009 et des retraites à l'automne 2010. On ne sait pas s'il faut invoquer le dogme (absurde) de la séparation du « syndical » et du « politique » (comme si l'action sur les questions sociales n'avait pas un caractère profondément politique) ou bien (surtout) la compromission des institutions syndicales, comme telles organiquement intégrées dans le jeu institutionnel général et devenues inaptes à s'en extraire pour le remettre fondamentalement en cause. Mais le fait est là : le formidable bouillonnement de colères qui avait fait descendre les gens par millions dans la rue en 2009 et 2010 et qui, au-delà de l'occasion formelle des retraites par exemple, avait pour mobile manifeste le rejet de tout un modèle de société, n'a non seulement trouvé aucun leader syndical (ou politique) pour verbaliser sa vérité, mais a été consciencieusement dilapidé par les voies habituelles de la déambulation aussi rituelle qu'inoffensive, dans des quartiers soigneusement choisis pour ne recéler aucun point chaud symbolique – qui a vu sur le trajet République-Nation le moindre ministère, un siège de banque ou de grand média ? Je me dis que bientôt, sur cette belle lancée, on n'aura plus qu'à pousser jusqu'au Bois de Vincennes : on aura dérangé quelques écureuils et on rentrera en disant qu'on a bien pris l'air...

*RdL : Qu'est-ce qui permettrait d'enrayer cette fabrique de l'impuissance ? Comment reconstituer une capacité d'agir collective, transformatrice et émancipatrice, dans la situation actuelle ?*

**FL :** Strictement dépourvu de toute expérience et de tout talent d'entrepreneur politique, je n'ai pas la moindre idée des voies par lesquelles se reconstituent des capacités d'agir collective, à défaut de quoi je n'ai guère d'autre solution que de faire retour à ma position scolastique et à son point de vue extérieur. Les multitudes se mettent en mouvement quand elles passent certains seuils affectifs. Mais ces seuils sont-ils les mêmes pour tout le monde ? Non ! Et où se trouvent-ils exactement ? On ne le sait pas *ex ante*. Les conditions matérielles, telles qu'elles déterminent l'impact différentiel de la crise au travers de la stratification sociale, l'inégale distribution des dispositions à l'acceptation ou à la mobilisation, sont autant de données qui « hétérogénéisent » la « multitude », catégorie dont l'homogénéité trompeuse est un pur

effet de nominalisme. Pourquoi le mouvement des Indignés a-t-il si bien pris en Espagne, aux États-Unis même, et si peu en France où nous sommes pourtant portés à nous gargariser de notre « tradition » manifestante et revendicative ? Dans le cas de l'Espagne, on se demande si la réponse ne tient pas entièrement dans un chiffre : 40 % de taux de chômage des jeunes, c'est-à-dire en particulier une production massive de diplômés qui voient leurs « naturelles » espérances professionnelles brutalement niées par l'exclusion de l'emploi dont ils sont les victimes. Ce sont les enfants de la bourgeoisie, bien dotés en capital culturel et scolaire, mais se découvrant frustrés de ce qu'ils tenaient pour de légitimes aspirations – n'avaient-elles pas jusqu'ici été validées par le système ? – qui se retournent et basculent. Du côté des étudiants étasuniens, c'est peut-être le poids de la dette, au moment où les rapports avec les institutions financières sont profondément détériorés, qui joue un rôle équivalent et fait passer les seuils de l'« intolérable ». Mais peu importe, dira-t-on, d'où part le mouvement et pour quelles raisons particulières : après tout, il n'est pas d'action désintéressée (au moins en un sens du concept d'intérêt un peu... intéressant). Ce qui compte, indépendamment de ses origines (*pudenda origo*, pourrait-on dire à la manière de Nietzsche : les origines sont rarement belles à voir), c'est ce que ça produit : est-ce que ça a du levier, est-ce que ça entraîne à sa suite ? Voilà les questions pertinentes. À cette aune, le jugement demeure contrasté. Les Indignés espagnols ont visiblement mis du monde dans la rue... mais avec quelles suites électorales ? Pour le coup, on devrait vraiment relire le « Élections, piège à cons » de Sartre qui semble avoir été écrit la semaine dernière et tout exprès pour la situation présente : il y déplorait le gouffre qui sépare les mouvements sociaux comme dynamiques créatrices profondément collectives et l'artificialité sérielle du scrutin électoral qui isole (dans les bien nommés isoloirs) et dissout radicalement toute la force propre, authentiquement politique, du « en commun ». Alors voilà : les Indignés espagnols descendent dans la rue... et ils se retrouvent avec le Parti populaire de Rajoy. C'est à pleurer.

Avec ou sans Indignés en France, ce sera le même tarif... En l'occurrence, d'ailleurs, c'est plutôt « sans », et là aussi, il y a un mystère. La différence tient en partie, une fois encore, au taux de chômage des jeunes, considérablement moins haut, tout comme le taux de chômage global, qu'en Espagne. À 10 % de taux de chômage global, les enfants de la bourgeoisie française ne souffrent pas encore, leurs positions sont suffisamment robustes, leurs accès suffisamment maintenus pour que la crise ne les malmène pas trop. Je me souviens de la brève mais violente récession de 1993, le taux de chômage était monté à plus de 12 % et l'on avait, chose inouïe, entendu des représentants notoires du capital commencer à s'inquiéter des ravages dont souffrait la société française ! Ma conjecture

à l'époque était que dans l'entourage de Claude Bébéar, puisque c'est de lui qu'il s'agissait, un fils de famille bien diplômé avait dû rester sur le carreau et que ça avait été comme un traumatisme de découvrir ainsi l'injustice du monde. Mais 12 %, ce n'est pas si loin, cela pourrait même venir très vite compte tenu de ce qui s'annonce. C'était une rude leçon de réalisme politique que Bourdieu, ici très spinoziste, avait donné en rappelant que dans l'Amsterdam du XVII<sup>e</sup> siècle, les bourgeois s'étaient décidés à financer des infrastructures de tout-à-l'égout lorsque le choléra, tout à fait oubliés des barrières de classe, avait commencé à emporter leurs enfants. Il en va donc probablement des eaux du chômage comme de celles chargées de miasmes : il faut que le niveau ait suffisamment monté pour venir importuner les dominants et les décider à remettre en cause leur propre système, dès lors que celui-ci devient trop directement attentatoire à leurs propres intérêts...

Et puis, pour leur malheur, les Indignés français ont contre eux deux autres idiosyncrasies bien de chez nous. La première, visible par contraste avec le cas étasunien, tient à l'antipathie spontanée des confédérations syndicales pour toute forme de mouvement dotée des deux haïssables propriétés d'être spontané et de leur échapper en grande partie. À l'inverse, les Occupy ont reçu le soutien discret mais réel, logistique et politique, de syndicats étasuniens peu habitués aux mouvements d'ampleur et plutôt contents de trouver ici une opportunité au moins de « participer » à une démonstration d'échelle (quasi) nationale. On peut compter sur les confédérations françaises pour ne pas apporter le moindre soutien aux Indignés de La Défense... Le feraient-elles d'ailleurs que ces derniers s'en méfieraient comme de la peste, pressentant, non sans raison, la récupération de bas étage. La seconde tare française bien sûr, c'est l'élection présidentielle et son inoxydable mythologie qui continue de faire croire à beaucoup qu'elle est le moment politique par excellence, que c'est là que les choses se décident vraiment et, justement, ça tombe bien, c'est dans huit mois seulement, donc rendez-vous en mai... On daube actuellement sur l'hybride Merkozy, mais on rira peut-être moins au moment de découvrir le Sarkollande...

Dans ce paysage où tout est verrouillé, où la capture « élitare » a annihilé toute force de rappel, je finis par me dire qu'il n'y a plus que deux solutions de remise en mouvement : une détérioration continue de la situation sociale, qui conduirait au franchissement des « seuils » pour une partie majoritaire du corps social, c'est-à-dire à une fusion des colères sectorielles et à un mouvement collectif incontrôlable, potentiellement insurrectionnel ; ou bien un effondrement « critique » du système sous le faix de ses propres contradictions – évidemment à partir de la question des dettes publiques – et d'un enchaînement menant d'une série de défauts souverains à un collapsus bancaire – mais cette fois autre chose que la bluette « Lehman »... Disons clairement que la deuxième hypothèse est infiniment plus probable que la première... quoiqu'elle aurait peut-être, en retour, la propriété de la déclencher dans la foulée. Dans tous les cas, il faudra sacrément attacher sa ceinture. Et surtout continuer de réfléchir aux formes politiques d'un mouvement social capables de lui éviter toutes les dérives fascistoïdes. À constater le degré de verrouillage d'institutions politiques devenues absolument autistes et interdisant maintenant tout processus de transformation sociale à froid, je me dis aussi parfois que la question ultra taboue de la violence en politique va peut-être bien devoir de nouveau être pensée, fût-ce pour rappeler aux gouvernants cette évidence connue de tous les stratèges militaires qu'un ennemi n'est jamais si prêt à tout que lorsqu'il a été réduit dans une impasse et privé de toute issue. Or il apparaît d'une part que les gouvernements, entièrement asservis à la notation financière et dévoués à la satisfaction des investisseurs, sont en train de devenir tendanciellement les ennemis de leurs peuples, et d'autre part que si, à force d'avoir méthodiquement fermé toutes les solutions de délibération démocratique, il ne reste plus que la solution insurrectionnelle, il ne faudra pas s'étonner que la population, un jour portée au-delà de ses points d'exaspération, décide de l'emprunter – précisément parce que ce sera la seule. ■

---

*Dans ce paysage où tout est verrouillé, il n'y a plus que deux solutions de remise en mouvement : une détérioration continue de la situation sociale ou bien un effondrement « critique » du système sous le faix de ses propres contradictions.*

---

#### NOTES

- 1. Frédéric Lordon, *La Crise de trop*, Paris, Fayard, 2009.
- 2. Yves Citton et Frédéric Lordon, « La Crise, Keynes et les esprits animaux », *Revue internationale des livres et des idées*, n° 12, juillet-août 2009.
- 3. Maurizio Lazzarato, *La Fabrique de l'homme endetté*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

---

**POUR VOUS ABONNER À LA RDL**  
**RENDEZ-VOUS SUR**  
**WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

---

# LES RENCONTRES DE LA RDL

## LA « DÉ-DÉMOCRATISATION » NÉOLIBÉRALE, LA « CRISE » DE LA DETTE, L'EUROPE ET LE PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ

Le lundi 23 janvier 2012, à 19 heures  
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris  
(M° Ménilmontant)

### Rencontre avec Frédéric Lordon

autour de

« Nous assistons à l'écroulement d'un monde, des forces immenses sont sur le point d'être déchaînées » entretien exclusif publié dans *RdL, La Revue des Livres* (n° 3, janv.-fév. 2012)

et de

*La Crise de trop. Reconstruction d'un monde failli* (Fayard)

*Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza* (La Fabrique)

*D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière*

*En quatre actes, et en alexandrins* (Seuil)

*L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique* (La Découverte)

« On peut, et c'est mon cas, trouver préférables les projets de dépassement des actuelles nations puisque, *sous les bons agencements institutionnels*, ils augmentent les puissances individuelles et étendent les chances de paix. Mais s'il n'y a à choisir qu'entre, d'une part des agencements générateurs de violence économique et négateurs de la souveraineté politique, et d'autre part les solutions nationales, alors pour ma part je n'hésite pas un seul instant. Et tout ceci à la condition de voir au moins que les entreprises de « dépassement » ne sont finalement jamais que des projets de reconstruction de nation mais

à une échelle étendue. Pour peu qu'on se soit donné comme boussole absolue le principe de souveraineté, c'est-à-dire avoir admis sa *clôture* intrinsèque, on peut nommer nation tout ensemble se proposant de le déployer et, partant, mieux se faire à l'idée que la « nation » ainsi redéfinie est un principe indépassable, même s'il est toujours possible à ceux qui en ont le loisir d'en penser le point asymptotique : la nation-monde – mais alors à la condition de ne plus prétendre faire de la politique dans la conjoncture présente. » (Frédéric Lordon in *RdL, La Revue des Livres*, n° 3, janv.-fév. 2012)

---

# LE SÉMINAIRE DE LECTURE DE LA RDL

## LE TEMPS DES ÉMEUTES

Le collectif éditorial de la *RdL* invite les lecteurs de la revue à participer à la prochaine séance de son séminaire de lecture, consacrée à

### Alain Badiou

*Le Réveil de l'histoire. Circonstances 6* (Lignes)

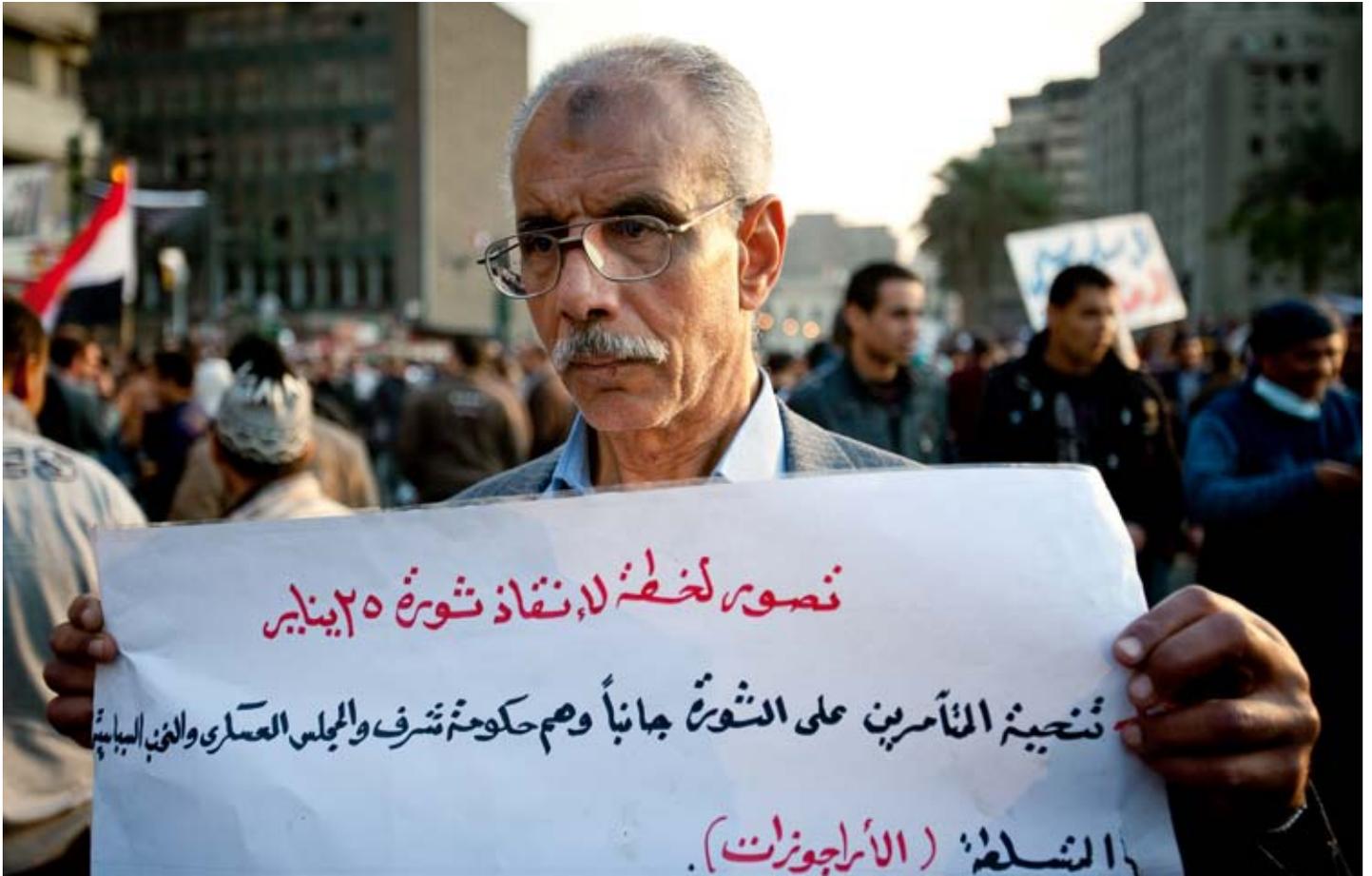
le mardi 7 février 2012, à 19 heures  
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris  
(M° Ménilmontant)

« Dans ce sixième volume de la série « Circonstances », Alain Badiou examine en philosophe les derniers bouleversements du monde : révolutions arabes (Tunisie, Égypte), révoltes européennes (Espagne, Grande-Bretagne) et crise financière généralisée. C'est pour lui l'occasion de mettre à l'épreuve ses théories de l'événement et de l'Idée

communiste. Prenant le contre-pied du motif de la fin de l'Histoire qui a accompagné la chute du mur de Berlin, Alain Badiou réaffirme le caractère toujours neuf et enthousiasmant de la volonté d'émancipation dont témoigne exemplairement l'actuel « temps des émeutes ». (Présentation de l'éditeur.)

Cette séance sera pour nous l'occasion de revenir sur les révoltes récentes et de nous interroger sur la prise intellectuelle et politique que les thèses d'Alain Badiou permettent, ou pas, d'avoir sur la situation contemporaine.

(Le séminaire de lecture de la *RdL* réunit les membres du collectif éditorial de la revue et ses lecteurs pour un échange de vues autour de courts essais qui constituent des contributions d'importance aux débats contemporains.)



# RÉSISTER N'EST PAS CRÉER POUR UNE ANALYSE THÉOLOGICO-POLITIQUE DE *WALKING DEAD*

## À PROPOS DE

Robert Kirkman, Tony Moore et Charlie Adlard, *Walking Dead*, trad. E. Tourriol, tomes 1 à 14, Paris, Delcourt, 2007-2011, 13,50 €.

\* Véronique Dubarry, est adjointe écologiste au Maire de Paris, en charge des personnes en situation de handicap, élue du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

\*\* Stéphane Lavignotte, ancien journaliste, est pasteur de la Mission populaire de La Maison Verte (Paris 18<sup>e</sup>), membre de la coordination du Christianisme social et militant écologiste. Il est membre du collectif éditorial de la *RdL*. Dernier ouvrage paru : *La Décroissance est-elle souhaitable?* (Textuel, 2008).

Le succès de la série de bande dessinée *Walking Dead* et la place de plus en plus grande que prennent les fictions mettant en scène des zombies dans un univers post-apocalyptique sont très certainement le signe d'une inquiétude grandissante face aux évolutions catastrophiques de notre époque. Mais n'est-il pas également possible de rendre compte de ce succès en lisant cette série comme la mise en scène d'une expérimentation politique, comme la mise au jour des tensions et des contradictions dont est porteuse la double injonction qui nous est faite d'à la fois créer et résister? Par **VÉRONIQUE DUBARRY\*** & **STÉPHANE LAVIGNOTTE\*\***

La parution de la série *The Walking Dead*, chez l'éditeur de *comics* étasunien Image Comics, débute en 2003. Cette série, créée par Robert Kirkman (scénariste) et Tony Moore (dessinateur) puis Charlie Adlard (dessinateur), est adaptée pour la télévision en octobre 2010. Elle est d'abord diffusée sur la chaîne américaine AMC et l'année suivante en France sur les chaînes d'Orange<sup>1</sup>. Le succès de cette série<sup>2</sup> illustre la place prise depuis trente ans par le thème de la fin du monde dans la science-fiction, le cinéma et la littérature populaire (romans et bandes dessinées) : si l'on regarde une liste de 340 films post-apocalyptiques tournés depuis 1926, 261 l'ont été dans les trente dernières années, dont 112 dans la décennie 1980, 49 dans la décennie 1990 et 106 depuis dix ans<sup>3</sup>. On voit ainsi réapparaître au début du troisième

peu d'importance ; c'est le cas de *Walking Dead*. L'enjeu ne semble plus seulement, comme dans les années 1960 à 1990, d'alerter le public sur des dérèglements qui leur sont contemporains pour éventuellement provoquer une prise de conscience et des changements politiques avant qu'il ne soit trop tard – version populaire du « catastrophisme éclairé » de Jean-Pierre Dupuy ou de « l'heuristique de la peur » de Hans Jonas. Dans *Walking Dead* ou le film *The Postman* (1997), les héros sont déjà dans l'après de la catastrophe : on y voit les ressorts que développent les personnages pour y survivre, leur difficulté à changer, à s'adapter aux changements nécessaires dans ce nouveau monde. Le sujet n'est pas seulement l'angoisse de la catastrophe qui vient. Le public n'est pas seulement invité à changer son mode de vie, ou la politique

---

*Ces œuvres semblent être le reflet de l'angoisse des contemporains pressés de toute part depuis trente ans de changer, dans des sens contradictoires.*

---

millénaire un genre fort répandu lors du premier : la littérature apocalyptique. En période de changement radical de civilisation, cette littérature est un reflet grâce auquel les sociétés peuvent imaginer leur propre évolution. Face aux changements de civilisation dans lesquels les habitants de la planète sont engagés, notamment face aux enjeux environnementaux, que donne à penser cette littérature pour aujourd'hui ? Ne pointe-t-elle pas que, contrairement à une thématique courante dans les mouvements sociaux, résister n'est pas créer et qu'il y a antinomie entre *survivre* et *revivre* ?

### L'angoisse du changement

Si chaque époque traduit dans les œuvres apocalyptiques de son temps les angoisses du moment – guerre atomique mondiale dans l'après-guerre, crise écologique dans les années 1980, etc. (voir encadré) –, ce qui frappe particulièrement depuis les années 2000, c'est le nombre croissant de films, romans ou bandes dessinées où l'origine de la catastrophe n'est soit pas connue, soit de

des nations pour éviter la catastrophe. Ces œuvres semblent être le reflet de l'angoisse des contemporains pressés de toute part depuis trente ans de changer, dans des sens contradictoires : s'adapter à la nouvelle donne ultra-flexible du néolibéralisme, aux conversions de modes de vie, de structures et de valeurs qu'impose la crise écologique, aux mises en cause des dominations traditionnelles (blanche, mâle, bourgeoise, hétérosexuelle...), etc. Ces films n'expriment-ils pas finalement davantage l'angoisse face au changement lui-même (et aux contradictions individuelles et collectives que soulèvent ces changements) que face à la catastrophe ?

Les Apocalypses juives et chrétiennes évoquaient déjà en leurs temps, sous la forme de récits futuristes et fantastiques, ces questions pour des peuples qui devaient redéfinir leur identité en période de crise : les invasions de l'Israël du Nord par les Assyriens en -722, la chute de Jérusalem et la déportation des Hébreux en Babylonie en -587, ou, bien plus tard, la difficulté de la minorité chrétienne à survivre en milieu hostile alors que les premières répressions



de masse sont perpétrées en 64-65 par Néron... Ces apocalypses religieuses n'expriment pas seulement l'angoisse face à la catastrophe, ce sont des récits sur les changements d'identités – nationales, sociales, religieuses... – que nécessitent ces catastrophes pour continuer à exister sans renier ce à quoi l'on tient le plus. *Walking Dead*, sur fond d'un monde envahi par les zombies (on y reviendra), en nous présentant une situation extrême, nous parle de notre propre difficulté à changer et des tensions personnelles et collectives qui traversent la question du changement. Des changements que nous désirons, ceux qu'on nous impose, et, dans tous les cas, la difficulté à les vivre.

#### La tension « nous-les autres »

La première tension est celle entre « nous et les autres » : quel collectif face au changement radical ? De manière assez systématique, dans ces récits apocalyptiques, les personnages partent d'un réflexe initial consistant à se sauver soi et sa famille proche, puis – installation dans une survie à moyen terme oblige – sont amenés à envisager une stratégie plus collective. La première question qui émerge alors est celle de la taille du collectif. De *Walking Dead* à l'un des derniers films de Romero (*Le Territoire des morts*, 2005), il est frappant de

constater que, très souvent, les « gros » collectifs sont opposés à ceux de taille plus réduite. Immanquablement, les premiers tombent sous la coupe d'un chef tyrannique qui règne soit par le contrôle d'une matière première rare (comme l'eau dans *Mad Max*), soit parce qu'il a mis la main le premier sur les armes, s'appropriant ainsi le monopole de la violence. Les petits collectifs, au contraire, sont amenés à fonctionner de manière plus démocratique, voire consensuelle : ainsi, dans *Walking Dead*, si le héros (Rick), se sentant contraint et légitimé par son ancien statut de policier, s'auto-proclame dans un premier temps « chef », il finit par accepter un fonctionnement collégial. On retrouve là l'un des principes des expériences actuelles qui tentent d'amorcer la transition écologique par le bas (AMAP, coopératives alimentaires, groupes pour des « villes en transition », éco-hameaux) : la nécessité de limiter le nombre des participants à une expérience pour en maintenir le caractère autogéré, et choisir de les dupliquer plutôt que de les faire grossir. Cela contrarie cette idée courante à gauche que l'égalité politique ne serait vivable que liée à une certaine uniformisation des modes de vie – conception à l'origine d'une partie des oppositions de la gauche classique aux cultures comme aux expériences minoritaires.

Pour autant, la petite taille des collectifs ne suffit pas à leur assurer la sérénité démocratique. Les survivants de *Walking Dead* ont à faire face aussi à ce que nous appellerons le syndrome « ce n'est pas l'Arche de Noé », rencontré dans nombre des expériences alternatives : au contraire de ce qu'il se passe justement dans le récit biblique, les survivants n'ont pas été choisis, ce ne sont pas des candidats triés sur le volet pour une épreuve pourtant extrême. Les caractères peuvent être incompatibles, certains peuvent être racistes (thématique plus présente dans la version feuilleton que bédé de *Walking Dead*), les hommes sont souvent machistes et quand arrivent de nouveaux venus, les *a priori* sur leur personnalité en raison

de leur situation dans l'ancien monde (prisonniers par exemple) peuvent bloquer l'intégration au groupe... Une réalité sociologique exprimée, en 1981, par le sociologue Bernard Lacroix dans *L'Utopie communautaire*<sup>4</sup> nous est rappelée : on peut de manière volontariste vouloir vivre selon de nouvelles règles, de nouvelles valeurs, un nouveau type de relations ; il convient pourtant d'accepter le fait que nos comportements, nos affects et notre manière de percevoir et de penser sont le résultat de la socialisation que nous avons connue dans l'ancien monde... Cette difficulté a fait échouer un grand nombre des communautés des années 1970 et fragilise aujourd'hui toutes les expérimentations écologistes de la nouvelle vague.

## LITTÉRATURE APOCALYPTIQUE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Vers l'an 100 est rédigé ce qui deviendra dans le Nouveau Testament chrétien l'Apocalypse de Jean : un récit fantastique, saturé d'images et de symboles, qui décrit la chute d'une civilisation de commerce mondialisée doté d'un pouvoir central fort appelée « la grande Babylone ». Des justes sont appelés à s'en retirer pour construire un autre monde car l'ancien va s'effondrer. Si nous connaissons surtout l'Apocalypse de Jean, c'est un genre que l'on retrouve ailleurs dans le texte canonique de la Bible (Livres d'Esaië, Zacharie, Ezechiel Daniel, Marc 13, Luc 21), dans la littérature juive de l'époque (Livre d'Esdras, Apocalypse de Baruch), dans la littérature chrétienne (Apocalypse de Pierre, Apocalypse de Paul, Apocalypse d'Adam, etc.). À chaque fois, le schéma est le même : dans un contexte de répression, sous couvert de la révélation de secrets sur la fin des temps et le cours de l'histoire par des mises en scène extraordinaires (« apocalypse » signifie littéralement dévoiler, enlever ce qui cache), est dénoncée la réalité dominante du monde symbolisé par la puissance centrale : l'Empire babylonien pour Esaië, l'Empire romain pour Jean.

Les récits de fin du monde de la culture populaire actuelle retrouvent cette veine multiséculaire d'une littérature fantastique subalterne de critique sociale : « *Je n'essaie pas de faire peur à qui que ce soit*, écrit Robert Kirkman. *Pour moi, les meilleurs films de zombies ne sont pas les plus gores et les plus violents, ou ceux joués par*

*des personnages aboutis et caricaturaux. Les bons films de zombies nous révèlent à quel point nous pouvons être déséquilibrés... ainsi que la situation de détresse dans laquelle se trouve notre société aujourd'hui. Bien sûr, ils amènent également leur dose de gore, de violence et de pas mal d'autres choses fun... Mais il y a toujours en arrière-plan cette critique sociale*<sup>1</sup>. »

Les récits apocalyptiques modernes font la critique de la société du moment, traduisent les inquiétudes dominantes de l'époque. Alors que jusque-là, les récits de la science-fiction moderne avaient été dominés par l'optimisme de la prospective scientifique (vol spatial, éclairage fluo, publicités écrites par des lettres dans le ciel), Jules Verne écrit en 1905 (publié en 1910) son dernier texte. « *Dès 1905, les signes avant-coureurs de la guerre de 1914 sont déjà évidents et c'est sans doute ce qui poussa Verne à écrire cette méditation désabusée qu'est L'Éternel Adam*<sup>2</sup> » : un archéologue retrouve le journal d'un groupe qui, après avoir survécu à un cataclysme ayant entièrement submergé le globe, est retourné à la barbarie, oubliant tous les savoirs de l'ancienne civilisation.

En 1951, c'est dans le contexte de la confrontation entre l'Est et l'Ouest et de la menace atomique que sort sur les écrans ce qui est souvent considéré comme le premier des films catastrophe. Dans *Le Choc des mondes* (Rudolph Mate), la terre entre en collision avec la planète Bellus : raz-de-marée, tremblements de terre... seule une élite est sauvée en fuyant la terre. Dans les

années 1960 à 1980, l'atome (explosion nucléaire, guerre nucléaire) fait imaginer à de nombreux auteurs une troisième guerre mondiale, des paysages d'apocalypse, une terre dévastée. Les progrès de la technique et de l'automatisation font craindre la prise de pouvoir par les robots. D'autres périls sont également mis en évidence : guerre bactériologique, surpopulation, imprudences d'ordre scientifique (le principe de précaution naît sans doute de ces mêmes inquiétudes) et, notamment au cinéma, mutations monstrueuses de certains animaux prenant le pas sur l'espèce humaine... « *Aujourd'hui, les thèmes écologiques sont à la mode* » écrivent Christian Grenier et Jacky Soulier en... 1981 ! « *Ce qui fait peur, c'est le nucléaire, l'industrialisation forcenée, l'exploitation aveugle de nos ressources naturelles, les manipulations génétiques*<sup>3</sup>... » Dans les années 1990 et 2000, les thèmes de ces catastrophes sanitaires (virus, pollution), naturelles (astéroïde, tornades), écologiques et autres attaques extraterrestres sont de plus en plus présents. Chaque époque traduit ainsi ses peurs dans ces œuvres de la culture populaire.

1. Robert Kirkman, Tony Moore et Charlie Adlard, *Walking Dead*, t. 2, trad. E. Tourriol, Paris, Delcourt, 2007, p. 141.

2. Jacques Sadoul, *Histoire de la science-fiction*, Paris, Albin Michel, 1973, p. 31 ; Jules Verne, *L'Éternel Adam*, Cressé, Pyrémonte, 2008.

3. Christian Grenier et Jacky Soulier, *La Science-fiction, j'aime !*, Paris, La Farandole, 1981 p. 148-149.

Plus largement, n'est-ce pas une leçon à retenir devant les bouleversements auxquels l'humanité doit faire face, à l'échelle mondiale ? Changer collectivement face à la crise climatique, cela devra se faire y compris avec des personnes, des peuples, des groupes sociaux qu'on n'a pas choisis, très différents de nous et qui sont peut-être pour nous objets d'étonnement ou de détestation... Le changement ne se fait pas avec les humains que nous désirerions être ni auprès de ceux *avec qui* nous désirerions être, mais avec tous les humains que nous sommes, résultat de ce qu'ils ont été. Par ailleurs, la seule disparition de la contradiction capital/travail et donc de la domination de classe dans *Walking Dead* (puisque'il n'y a plus d'appareil de production) ne suffit pas à ce que ce soit le paradis socialiste : les autres dominations existent toujours et la vie en collectivité, même sans bourgeoisie, n'est pas un dîner de gala ! Il n'est pas possible de dissoudre le peuple comme dans la citation de Brecht !

### La tension « loi-justice » : rester humain

La seconde tension qu'on peut voir à l'œuvre dans ce type de fictions est celle existant entre « loi » et « justice », tension classique que l'on retrouve également dans les films ou bandes dessinées mettant en

scène de petits groupes humains « sous tension », comme des soldats à la guerre (*Band of Brothers*) ou le cabinet d'un président (*The West Wing*). La problématique est alors la suivante : il faut faire respecter la loi pour que le collectif tienne, qu'il survive. Mais l'application uniforme de la loi crée des situations individuelles d'injustice. Elle peut également entraîner chez les personnages des tiraillements entre différentes loyautés : si je dois appliquer la loi dans toute sa dureté à un membre de ma famille ou à un ami, est-ce que je choisis de prêter allégeance à la loi (et au groupe) ou à mes proches ? On voit alors les personnages s'interroger sur la possibilité ou non d'accepter des exceptions à la loi, en tentant de ne pas remettre en cause le principe même d'une loi (et donc la cohérence du groupe). Souvent, cela entraîne une réévaluation de la loi ou du mode de gouvernance du groupe. Ces cas illustrent un grand classique de l'éthique : la tension entre éthique de conviction et éthique de responsabilité de Max Weber. On agit d'abord en fonction de ses convictions (éthique de conviction). Mais si l'on constate que l'application concrète aboutit dans la pratique au contraire de ses convictions (par exemple, si l'interdiction de l'avortement – parce qu'on prétend défendre la vie – aboutit à ce qu'à la destruction des fœtus s'ajoutent des décès

---

*Changer collectivement face à la crise climatique, cela devra se faire y compris avec des personnes, des peuples, des groupes sociaux qu'on n'a pas choisis, très différents de nous et qui sont peut-être pour nous objets d'étonnement ou de détestation.*

---

## LE ZOMBIE ET LA MORT À L'ÉPOQUE DE LA FIN DES RELIGIONS ET DE LA SURCONSOMMATION

**L**a *Nuit des morts-vivants* (1968) de Georges A. Romero est le premier succès cinématographique qui met en scène des zombies. D'où vient la figure de ces morts qui revivent dans un état de déliquescence physique et intellectuelle avancé et s'attaquent aux humains ? Sans remonter à l'armée revivifiée des squelettes du Livre d'Ezechiel dans la Bible (qui évoque la résurrection d'Israël après l'exil à Babylone), il semble que la peinture du xv<sup>e</sup> siècle fasse une place importante à ces personnages, conséquence de l'angoisse de la mort (et de l'enfer) qui saisit l'Occident chrétien avec la grande épidémie de peste de 1348. Dans la littérature moderne, la primeur semble revenir à H. P. Lovecraft et sa nouvelle *Herbert West, réanimateur* publiée en 1922. Si l'auteur dit avoir parodié le *Frankenstein* de Mary Shelley (1818), c'est aussi l'époque où les États-Unis occupent Haïti (1915-1934) et où le public américain découvre le vaudou et ce mort réanimé sous le contrôle d'un sorcier qu'est le zombie, mot issu du créole haïtien. C'est aussi en Europe

l'époque de la grande boucherie de 1914-1918. On peut se demander si le succès des zombies et des films sur la fin de l'espèce humaine ne traduit pas l'évolution du rapport à la mort dans des sociétés où l'évidence du paradis et de l'enfer a reculé, même pour les croyants. Comme le soulignent Christian Grenier et Jacky Soulier, c'est « *comme si il y avait une sorte de consolation sadique à voir tous les autres mourir en même temps que soi. D'ailleurs, pour nombre d'incroyants, la mort de soi correspond dans une certaine mesure à la mort des autres : "Si je meurs, les autres disparaissent en même temps que moi, puisque je ne suis plus là pour témoigner de leur existence."*<sup>1</sup> » Alors que dans l'imaginaire du Nouveau Testament, il est promis une résurrection des corps sous forme de « corps spirituel » et que, de manière générale dans les religions, cette nouvelle vie après la mort est plutôt espérée comme positive, la figure du zombie ne traduit-elle pas une nouvelle angoisse face à la mort ? Nos contemporains sont pris dans des sentiments contradictoires :

la conviction qu'une fois morts, ils ne seront que des corps en putréfaction, mais sans doute en même temps la difficulté à imaginer que, quand même, ils seraient morts définitivement. Pourri mais pas tout à fait mort, donc zombie. On peut aussi faire l'hypothèse que le zombie, plutôt que d'être la parodie de Frankenstein, serait celle de Dracula (qui comme lui se nourrit d'humains). Mais alors que Dracula est un personnage aristocratique (un comte vivant dans un château d'une Europe centrale lointaine) et séduisant, le zombie serait sa version à l'époque de ce que Paul Ariès appelle la *junk consommation* et *junk production* (consommation et production pourries) : un Dracula *hard-discount* donc, non plus solitaire et aristocratique mais produit en masse comme les produits des supermarchés, tombant en morceau rapidement et n'éveillant plus aucun désir...

1. Christian Grenier et Jacky Soulier, *La Science-fiction, j'aime!*, Paris, La Farandole, 1981 p. 147.




---

*La tension «loi-justice» est à l'origine de l'une des grandes thématiques de Walking Dead : rester humain.*

---

de femmes en raison des conditions d'hygiène des avortements clandestins), est-on alors capable de changer d'action (éthique de responsabilité) pour respecter ses convictions de départ ?

Cette tension «loi-justice» est à l'origine de l'une des grandes thématiques de *Walking Dead* : rester humain. Jusqu'où peut-on aller pour défendre le groupe tout en restant humain ? Pour le héros, Rick, il faut «faire ce qu'il faut» (t. 4, p. 134). Dans les quatre premiers volumes, il pratique des exécutions sommaires, appliquant sans plus de procès le principe du «Tu tues ? Tu meurs !» (t. 4, p. 134). Une membre du groupe torture pour se venger de la torture et du viol qu'elle a subis. Ces actes ne sont pas sans provoquer des réactions : des membres s'insurgent («On ne peut pas ignorer les règles, Rick. On doit conserver notre humanité !», t. 4, p. 132, «On est encore humains, nom de Dieu !» t. 6, p. 31), s'inquiétant du fait que le groupe et les personnalités qui le composent soient détruits dans leur humanité par des actions pourtant menées pour protéger leurs vies ou celle du groupe. Comme l'exprime en d'autres termes Rick lui-même – «Vous êtes des animaux !» (t. 6, p. 124) – avant pourtant de commettre une nouvelle exécution sommaire, l'angoisse est de revenir à ce qui est perçu comme l'état animal. Les

individus peuvent trouver des parades pour refuser de subir les conséquences psychiques de leur violence à l'égard d'autrui : refuser de voir le problème et soutenir sans faillir qu'on avait raison (Rick) ou refouler dans l'inconscient et ne plus s'en souvenir, au risque de dédoubler sa personnalité entre un moi qui a torturé et un moi qui ne l'a pas fait (Michonne dans le tome 6). Au bout du compte, les membres du groupe finiront par retirer à Rick son pouvoir décisionnaire et par refuser les exécutions sommaires. On peut entendre, à travers ces questionnements de *Walking Dead*, dont la publication a commencé en 2003 alors que la «guerre contre le terrorisme» battait son plein, un écho aux exactions des troupes américaines en Irak et en Afghanistan, aux tortures de Guantanamo, ou bien encore une critique de la peine de mort toujours pratiquée dans trente-quatre États américains. L'inquiétude concerne donc le risque pour les États-Unis de trahir leurs valeurs en croyant les défendre. Et comment ne pas voir dans la mise de côté du Shérif Rick un parallèle avec la défaite des Républicains et l'avènement d'un président démocrate qui avait promis une rupture en la matière ?

Plus fondamentalement la question est posée de savoir à partir de quand une vie n'est plus humaine, ne vaut plus d'être vécue. Pour les personnages de



la bande dessinée, cette question se pose tout au long du récit. Est-on encore humain lorsque l'on s'est soi-même conduit de manière inhumaine ? A-t-on encore une vie à vivre lorsque l'on a perdu tout ou partie de ceux qu'on aimait ? À nouveau, comme en écho à des débats actuels – sur l'euthanasie ou l'avortement quand une maladie potentielle est détectée sur le fœtus –, des personnages refusent de penser que leur enfant doit être abattu parce qu'il est devenu un zombie. « Le gouverneur » du tome 6 continue à garder sa fille devenue zombie et pour cela lui donne à manger les cadavres des personnes qu'il fait prisonnières. Hershel conteste auprès de Rick le fait que son fils ne soit plus son fils parce qu'il est devenu un zombie, et qu'il doive être abattu. Et si la question est tranchée par le récit dans le sens de la mort, aucune certitude de fond ne semble s'imposer. Dans le film de Romero *La Nuit des morts vivants* (1968), l'héroïne s'interroge face aux jeux cruels que certains exercent à l'encontre des zombies : « *Et pourtant, ils sont nous.* » Dans ces récits, on lit l'impossibilité de répondre par une position théorique et ontologique à la question « qu'est-ce qu'un humain ? », de la même manière que dans le cas de l'avortement, il est impossible de dire quand commence exactement la vie. Les personnages y

répondent – dans la violence et la douleur – par ce qu'il n'est pas, à la manière d'une partie de la théologique qui répond à la question « Qu'est-ce que Dieu ? » par ce qu'il n'est pas, ou comme Paul Ricœur, pour qui la justice se dit d'abord par le sentiment d'injustice (« C'est injuste ! ») : ce zombie n'est plus un humain, ce comportement nous rend inhumain, nous devenons inhumains à traiter ainsi des inhumains, etc. La question « qu'est-ce qu'être humain ? » appelle moins une définition qu'une expérience. L'humanité, cela s'expérimente d'abord, par la douleur.

#### **La tension « résistance et création »**

Une troisième tension au sein du récit de *Walking Dead* permet de relire les deux premières : celle entre « résistance et création ». Allen, hanté par la mort de sa femme, ne désire plus vivre et délaisse ses enfants : il ne pense qu'à cet amour perdu et ne voit pas Ben et Billy qui grandissent à ses côtés. Rick passe son temps à courir par monts et par vaux à la recherche permanente d'une solution miraculeuse, malgré les reproches de sa femme qui voudrait qu'il reste avec elle pour reprendre cette vie qui continue à travers sa nouvelle grossesse. Les dominants du groupe (les hommes dans la force de l'âge) sont dans la recherche héroïque

---

*La question « qu'est-ce qu'être humain ? » appelle moins une définition qu'une expérience. L'humanité, cela s'expérimente d'abord, par la douleur.*

---

permanente (incursion dans les milieux hostiles ou invasion de nouveaux espaces) de stocks de boîtes de conserves (la nourriture morte et fermée du monde d'avant), de secours qui viendraient enfin tout régler, d'un refuge où la sécurité serait définitive. Ils n'accordent que peu d'intérêt aux hommes âgés et aux enfants qui créent un potager ou à cette femme qui crée de nouveaux vêtements à partir d'anciens. Tâches ingrates mais créatives qui demandent de la persévérance, de l'imagination et de se projeter vers l'avenir. Une tension permanente traverse ainsi le récit entre, d'un côté, la tentation de s'accrocher à l'ancien mode de vie par une « résistance » au changement ; et, de l'autre, la capacité qui s'éveille petit à petit, d'abord amenée par les dominés du groupe, à accepter que rien ne sera plus comme avant et qu'il faut vivre : s'ancrer plutôt que chercher ou attendre des secours, inventer et réinventer plutôt que tenter de restaurer le vieux monde. Les dominants ont d'autant plus intérêt à ne pas passer à autre chose que l'absence de règles leur profite, puisqu'ils s'imposent par leur puissance physique.

Dans les récits classiques de fin du monde, écrivent Christian Grenier et Jacky Soulier,

« L'Homme a toujours été préoccupé par sa propre fin. Transposée dans la dimension universelle de la science-fiction, sa mort devient celle de l'espèce. Il existe plusieurs attitudes face à la mort : l'ignorer jusqu'au bout, faire comme si elle n'existait pas, ou au contraire en parler, tenter de l'imaginer pour mieux l'appréhender ou la comprendre. Cette dernière attitude, en littérature comme dans toute forme d'art en général, est quasiment magique, au sens classique du terme, souvent dans l'esprit de celui qui le pratique, le moyen de maîtriser le futur<sup>5</sup>. »

Mais si *Walking Dead* est une manière d'imaginer la mort du monde pour en avoir moins peur, le récit nous dit aussi que face au changement, il s'agit moins de maîtriser son futur que d'inventer son présent – comme le disait Gilles Deleuze en réponse à Toni Negri : moins s'inquiéter du devenir des révolutions (en ce qu'en général elles tournent mal) que d'être dans un « devenir révolutionnaire » ici et maintenant. Contrairement à un slogan devenu fameux, résister n'est pas toujours créer. C'est même souvent le contraire, dans *Walking Dead* comme dans les combats pour un monde plus juste. Les zombies, en arrière-plan du récit, ne sont-ils pas l'image de l'impasse dans laquelle se

## ARCHÉOLOGIE D'UN INTÉRÊT

Aux origines de cet article, il y a des lectures anciennes. Nous pourrions nous contenter de citer deux ouvrages : Christian Grenier, *Le Soleil va mourir* (1977) et Pierre Bordage, *Les Portes d'Occident* (1996). Ces deux livres ont joué un rôle important dans les débuts de nos réflexions et engagements politiques respectifs, puis communs. Le premier, un roman de SF en littérature jeunesse, raconte comment le soleil et donc la terre risquent de disparaître à cause d'une gestion imprudente (en existe-t-il une de prudente ?) des déchets nucléaires ; le second traite de l'enfermement des sociétés occidentales et du (mauvais) sort fait aux populations de pays dévastés par des guerres nucléaires.

Et puis ensemble, nous avons vu la totalité de la série TV *Battlestar Galactica* et cela nous a largement inspiré sur les différentes tensions repérées également dans *Walking Dead*. Cette série développe une thématique supplémentaire par rapport à cette dernière : la question de la survie de l'humanité entière, qui a perdu ses planètes et doit lutter contre des robots, si humains !

Depuis, nous avons lu d'autres livres, sur des thématiques proches. *Métro 2033* (2010) et *Métro 2034* (2011) de Dmitry Glukhovsky sur le thème de la guerre nucléaire et ses conséquences sur une société fermée. Les trop rares livres d'Octavia Butler sont de véritables manuels de survie : son héroïne décrit quels terrains choisir pour un potager viable, à proximité de quelles ressources il faut se trouver (par exemple un bois) et au contraire de quoi il vaut mieux se tenir éloigné (les routes) ; vous ne trouverez nulle part ailleurs une liste aussi complète de ce que vous devez mettre dans votre sac pour survivre en milieu hostile (*La Parabole du semeur*, 1994). On trouve dans les ouvrages d'Ayerdhal (*Transparence*, 2008 et *Résurgences*, 2010), une réflexion sur l'invisibilité de certaines personnes, réflexion que l'on pourrait étendre à des classes sociales entières et que l'on retrouve aussi en partie dans le dernier livre de China Mieville, *The City and the City* : deux villes dans un même espace mais que les habitants de l'une et de l'autre passent leur temps à éviter du regard (à « éviter »). Dans *La Maison qui glissait* (2010), Jean-Pierre

Andrevon traite également de la difficulté d'une micro-société à conserver des règles, à savoir comment on lâche ou pas son humanité, tandis que dans *Le Monde enfin* (2006/2010), il est question d'une « après-fin du monde » (liée cette fois à un virus qui tue la quasi-totalité de l'humanité) et de la réappropriation de la planète par la nature. Les autres livres de Pierre Bordage, ceux de Norman Spinrad (sur lesquels il faudrait revenir plus longuement), ceux de Pierre Pelot et, plus anciens, ceux de Pierre D. Simak et d'Ursula K. Le Guin donnent à voir des sociétés futures totalement différentes : Bordage (et d'autres avant et depuis) expliquait lors d'une conférence à l'Institut protestant de théologie de Paris en mars 2004 que la science-fiction est l'art de partir d'un détail de la situation actuelle et d'en tirer le fil le plus loin possible. Suivant les centres d'intérêts des auteurs cités, on retrouve ainsi un monde peuplé de chiens dans lequel le mécanisme de domination est inversé (*Demain les chiens*, 1944, de Clifford Donald Simak) ou des interrogations sur le genre (la quasi-totalité de l'œuvre de U. K. Le Guin).

trouvent souvent les humains – mais aussi les sociétés ou les mouvements sociaux – face à l'injonction au changement antisocial et antiécologique du néolibéralisme ? Ils restent « coincés » dans la souvent nécessaire « résistance », sans savoir (ou pouvoir) « inventer ». Coincés, ni vivants, ni morts, entre résistance et invention. Autre sens possible du « *Et pourtant, ils sont nous* » à propos des zombies dans le premier Romero, expression que l'on retrouve quasiment mot pour mot dans la bouche de Rick sur trois pages qui concluent le quatrième tome : « *C'est nous les morts vivants !* » (t. 4, p. 136-138).

### La difficulté à lâcher prise

*Walking Dead* nous met ainsi en garde contre la séduction de la résistance et la nécessité de lâcher prise pour inventer. Mais le récit est réaliste et nous rend attentif à la difficulté de ce lâcher prise. On voit par exemple dans la bande dessinée de Kirkman comment, d'un côté, des adolescents reproduisent de manière très classique le rituel du mariage (demande faite en offrant une bague, autorisation demandée au père de la mariée) alors que plus aucune institution, ni religieuse ni d'État, ne les y contraint ; et d'un autre côté, comment des adultes échouent à inventer un mariage à trois. Cette difficulté à lâcher prise est de trois ordres.

Premièrement, comme nous l'avons déjà dit, elle est liée à la persistance des anciennes façons de vivre, sentir, réagir liées à la socialisation dans l'ancien monde.

Deuxièmement, n'est-ce pas aussi une difficulté à trouver la bonne fermeté dans la prise ? Ne pas s'agripper à l'ancien pour donner de l'espace au nouveau, mais ne pas lâcher ce qu'est qu'être humain ? Cette difficulté traverse déjà les deux premières tensions évoquées (eux/nous, justice/loi) : ne pas trop lâcher et ne pas trop « se lâcher » pour ne pas laisser le sentiment de toute-puissance nous transformer en bourreau ou en assassin ; garder une bonne image de soi mais lâcher les anciennes visions que nous avons du « nous » dans la relation avec les autres ; lâcher les *a priori* que nous avons des « autres » ; lâcher prise de l'image que nous avons de la justice quand elle devient injuste en reproduisant les anciennes règles et dominations.

Troisième difficulté : celle du renouvellement du regard. Tous les récits religieux d'Apocalypse traduisent un débat sur la question des « signes de la fin des temps » : faut-il se focaliser sur les signes qui annoncent la catastrophe ou sur ceux qui montrent déjà qu'un renouveau est possible, voire a commencé ? Et nous, sur quoi s'attarde le plus notre regard dans *Walking Dead* ou dans l'actualité ? Le potager des vieux et des enfants ou les fusils-mitrailleurs des hommes adultes ? La déstabilisation climatique maintenant inévitable ou la multiplication des expérimentations écologistes ? Les licenciements dans l'automobile et chez Areva ou le projet des travailleurs de Fralib de transformer leur

usine en coopérative pour arracher à la multinationale Unilever la marque Elephant ? La fascination morbide pour la catastrophe ou la fragilité de l'émerveillement pour la faiblesse du nouveau qui pointe ? La bibliste protestante Nicole Fabre soulignait récemment comment le récit de l'Apocalypse de Jean « *nous fait basculer de la fascination devant des monstres à un regard sur un agneau ridicule qui est blessé* »<sup>6</sup>, représentant bien sûr le Christ, mais aussi, au-delà, la faiblesse qui confond la force, par exemple la non-violence – celle du peuple syrien qui dans sa majorité tient tête désarmé à la violence de son pouvoir politique, ou, dans *Walking Dead*, celle des enfants qui jouent au milieu des zombies. De la même manière, *Walking Dead*, face à la fascination du morbide, à l'hypnose par la catastrophe, nous invite paradoxalement pour notre aujourd'hui écologique et social à accorder d'abord de l'importance aux signes des changements de mode de vie qui permettraient, s'ils étaient généralisés, d'éviter la catastrophe.

Enfin, la série de Kirkman a cette caractéristique commune à beaucoup de récits développés depuis les années 2000 : ils commencent une fois que la catastrophe a eu lieu. Si nous en restons à notre hypothèse que les récits d'Apocalypse dépeignent le futur pour nous faire comprendre notre présent, alors il nous est dit que la catastrophe n'est pas demain, mais maintenant – déjà l'un des thèmes de la campagne de René Dumont en 1974 et un thème d'Ellul dès 1966 –, dans le nucléaire qui irradie le Japon et enterre des déchets pour des millions d'années, dans le capitalisme et le productivisme qui oppriment l'humanité et saccagent la nature, dans l'automobile qui asphyxie nos villes et notre climat. Face à la résistance qui nous ancre dans le passé, à la peur de la catastrophe qui nous paralyse pour l'avenir, la série post-apocalyptique *Walking Dead* nous invite paradoxalement à agir dans le présent. À vivre sans attendre. ■

### NOTES

1. La deuxième saison est diffusée depuis novembre 2011 sur la même chaîne. ■ 2. Selon les éditions Delcourt, les ventes totales de la série *Walking Dead* en France (tomes 1 à 13) s'élèvent à 700 000 exemplaires, le tome 1 à 100 000 exemplaires et le tome 14, paru le 21/09/2011 et tiré à 50 000 exemplaires, a déjà été réimprimé (tirage total : 85 000 exemplaires). Aux États-Unis, la série régulière, mensuelle en fascicule se vend autour de 31 000 exemplaires, et les albums reliés autour de 165 000 exemplaires pour le tome 1, 90 000 pour le 2 et 30 000 pour le 14. ■ 3. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_de\\_films\\_post-apocalyptiques](http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_films_post-apocalyptiques). ■ 4. Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire. Mai 68, histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 2006. ■ 5. Christian Grenier et Jacky Soulier, *La Science-fiction, j'aime !*, Paris, La Farandole, 1981, p. 147. ■ 6. Intervention au colloque « Chrétiens et Pic de pétrole », Lyon, 21 novembre 2011.

---

*Les zombies, en arrière-plan du récit, ne sont-ils pas l'image de l'impasse dans laquelle se trouvent souvent les humains – mais aussi les sociétés ou les mouvements sociaux – face à l'injonction au changement antisocial et antiécologique du néolibéralisme ?*

---

# LE CLIMAT DE L'HISTOIRE ET L'HISTOIRE DU CLIMAT: À PROPOS DES « QUATRE THÈSES » DE DIPESH CHAKRABARTY

## À PROPOS DE

**Dipesh Chakrabarty**, « Le Climat de l'histoire: quatre thèses », trad. C. Nordmann, in *La Revue internationale des livres et des idées*, 2010, n° 15, p. 22-31.

**Emmanuel Garnier**, *Les Dérangements du temps. 500 ans de chaud et de froid en Europe*, Paris, Plon, 2010, 244 p., 22 €.

\* **Julien Vincent** est historien, membre du comité de rédaction de la *RdL*. Il a récemment édité, avec Christophe Charle, *La Société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914* (PUR, 2011).

Dans « Le climat de l'histoire : quatre thèses », un texte qui a fait date, publié en 2010 dans *Critical Inquiry* puis dans *La Revue internationale des livres et des idées*, Dipesh Chakrabarty tirait les conséquences pour la discipline historique de l'entrée de l'humanité dans l'Anthropocène, nouvelle ère dont l'avènement se caractériserait par la transformation de l'espèce humaine en « force géologique ». Pour Julien Vincent, le point de vue développé par Chakrabarty omet d'historiciser nos conceptions et nos représentations du climat et ignore les développements les plus récents et les plus féconds de l'histoire du climat. Par **JULIEN VINCENT\***

**C**omment écrire l'histoire à l'ère du réchauffement climatique global (RCG) ? Parmi les voix diverses qui ont émergé pour s'emparer de cette question, celle de l'historien Dipesh Chakrabarty se distingue par l'ampleur et la radicalité de son propos. Dans quatre thèses sur ce qu'il appelle le nouveau « climat de l'histoire », il propose aux historiens et historiennes un ambitieux programme destiné à rénover leur discipline en profondeur. Parce que nous ne pouvons plus imaginer l'avenir avec le même optimisme qu'autrefois, explique-t-il, notre vision du passé doit elle aussi changer. Les historiens doivent tirer toutes les conséquences du fait que nous sommes entrés dans l'« Anthropocène ». Ce néologisme, proposé notamment par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen, désigne la période de l'histoire de la terre la plus récente, qui commence vers la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle avec la Révolution industrielle et au cours de laquelle l'espèce humaine est devenue une force *géologique* majeure, agissant sur le climat global. Examinons d'abord ses quatre thèses.

Afin de comprendre les origines de l'entrée dans l'Anthropocène – c'est la première thèse – nous devons abandonner la distinction « humaniste » traditionnelle entre l'histoire humaine et l'histoire naturelle. S'il est difficile de dater précisément les origines de cette distinction, elle est selon D. Chakrabarty devenue de sens commun et ne fut jamais sérieusement remise en cause au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Deuxième thèse : écrire l'histoire de l'Anthropocène doit également nous conduire à réviser profondément les histoires existantes de la modernité. Depuis 1750, celles-ci n'ont en effet « *jamais intégré la moindre conscience de la puissance d'agir géologique que les hommes étaient en train d'acquérir au même moment* ». Troisième thèse : « *l'hypothèse géologique de l'Anthropocène nous contraint à faire dialoguer les histoires mondiales du capital avec l'histoire des êtres humains comme espèce* ». Il ne s'agit donc pas de tourner le dos aux histoires économiques, sociales et culturelles du capitalisme

globalisé, puisque, en mettant au jour les aliénations de la modernité, celles-ci font œuvre émancipatrice. Cependant, elles sont incapables d'envisager les paramètres naturels de l'histoire humaine qu'a mis au jour le RCG, ni d'envisager ce dernier autrement que comme une crise de management capitaliste. Alors que l'histoire de la mondialisation dévoile l'impossibilité de concevoir une modernité unique, et insiste au contraire sur la diversité sociale, économique et culturelle des modernités, la notion d'Anthropocène nous impose de réintroduire de l'unité biologique en faisant de l'espèce humaine le personnage central de l'histoire. Pour cela, les historiens doivent dépasser leurs préjugés disciplinaires et envisager l'histoire longue des formes de vie humaine sur la terre. Quatrième thèse : la nouvelle histoire de l'Anthropocène doit prendre acte des limites d'une histoire centrée sur la compréhension de l'expérience des acteurs. Faire l'histoire de la manière dont l'espèce humaine s'est constituée en force géologique, c'est inventer une forme d'histoire universelle « négative », puisqu'il est impossible de reconstituer « l'expérience » d'un universel comme l'espèce humaine.

## L'histoire sociale avec quelques degrés de plus

Ce plaidoyer est d'autant plus étonnant qu'il provient d'un historien du colonialisme et de l'un des représentants les plus éminents de la démarche « compréhensive » en histoire et en sciences sociales. Cette dernière, par opposition à la démarche « explicative », cherche à comprendre les phénomènes historiques à hauteur d'homme et de femme, et non pas en prenant le point de vue surplombant du savant qui en sait toujours davantage que les individus dont il explique les comportements. Universitaire reconnu, professeur d'histoire à la prestigieuse université de Chicago, D. Chakrabarty est en effet un spécialiste d'histoire sociale connu pour ses travaux sur la classe ouvrière du Bengale pendant l'époque coloniale,

ainsi qu'une figure importante des études post-coloniales, au sein desquelles son ouvrage *Provincialiser l'Europe* fait figure de classique. Il est ainsi devenu le porte-parole d'une histoire doublement «compréhensive», remettant en cause non seulement la prétention des élites sociales à expliquer les classes populaires, mais également celle des savants européens à expliquer les peuples colonisés. D. Chakrabarty est également l'une des voix importantes de la réflexion sur l'histoire du capitalisme et de la mondialisation. S'intéresser à l'expérience vécue des ouvriers de l'industrie de la jute à Calcutta et mettre l'étude de leurs perceptions au centre de son enquête l'a en effet conduit à dénoncer l'eurocentrisme des catégories de l'histoire marxiste, par exemple en soumettant les notions de «capital» et de «travail» à une critique anthropologique. En cherchant à libérer l'histoire de la modernité capitaliste de ses faux universalismes, il est devenu l'une des références majeures pour une histoire non pas de la globalisation, mais de la diversité de ces globalisations. S'efforçant aujourd'hui à sa manière, après bien d'autres, de surmonter le clivage entre nature et société, D. Chakrabarty prend bien garde de souligner qu'il ne veut rompre ni avec l'histoire du capitalisme mondialisé, ni avec l'approche compréhensive en sciences sociales. Il demande plutôt que la première «dialogue» avec les sciences naturelles, et que l'on reconnaisse les «limites» de la seconde. La difficulté est dès lors de bien comprendre précisément ce qu'il entend par là.

Où va-t-on situer les limites de l'histoire compréhensive? Chaque discipline, écrit D. Chakrabarty, a sa propre manière d'élaborer ses concepts, qui la conduit à élaborer une vision heuristique mais nécessairement «réductrice» de l'être humain. L'introduction en sciences sociales de concepts issus de l'histoire naturelle, tels ceux d'Anthropocène ou d'espèce humaine, soulève des difficultés méthodologiques qui ne sont pas seulement des «préjugés» qu'on pourrait surmonter par davantage de «dialogue» ou par la reconnaissance des «limites» de l'approche compréhensive, mais engagent la nature même des sciences sociales. Ces dernières, bien avant que le RCG ne soulève à nouveau la question de ses rapports avec les sciences de la nature, se sont largement construites autour du projet de dépasser l'opposition entre approches compréhensive et explicative. Comment «expliquer» le comportement d'acteurs du passé, si les catégories savantes sont toujours le produit d'un lieu et d'une époque, dont elles transportent inévitablement les présupposés culturels ou politiques? Inversement, comment prendre le point de vue des acteurs sans renoncer à l'explication historique? Les appels à la «réflexivité» en sciences de l'homme sont l'une des principales tentatives des dernières décennies pour articuler ces deux approches. Faire la critique historique et culturelle des catégories mêmes de l'histoire – comme le fait D. Chakrabarty à propos des

notions de capital et de travail – permet d'élaborer une version plus compatible avec les exigences spécifiques de l'approche compréhensive, sans renoncer au souci d'explication.

Reconnaître les «limites» de l'histoire compréhensive suppose-t-il de renoncer à cette réflexivité méthodologique? Les travaux en sciences de la terre s'appuient sur des concepts définis très précisément, à l'image de celui d'espèce humaine. En faire la critique historique et sociologique pourrait être l'une des formes du «dialogue» avec les sciences naturelles. Les tentatives issues des sciences sociales pour penser l'histoire de l'humanité dans son ensemble sont pourtant rejetées au motif qu'elles n'offrent pas une réponse adéquate au RCG, et qu'elles sont différentes de la notion biologique d'espèce humaine qui serait indescriptible en termes d'expérience. Ainsi, tout se passe comme si D. Chakrabarty, au nom de l'interdisciplinarité et du dialogue, avait d'emblée interdit toute appropriation des concepts des sciences naturelles par les sciences sociales: drôle de manière de surmonter le clivage entre histoire humaine et histoire naturelle que de soumettre l'une à l'autre.

D. Chakrabarty n'ayant pas précisé s'il existait déjà des travaux historiques correspondant à son programme de recherche, ni à quoi ceux-ci pourraient ressembler, il est difficile d'éviter une discussion purement abstraite et philosophique pour discuter ses thèses. On peut néanmoins imaginer une autre stratégie de débat. Celle-ci consisterait à s'interroger, à propos d'objets historiques dont la pertinence pour une histoire de l'Anthropocène ne pourrait être mise en doute, sur les effets que l'on pourrait anticiper des propositions énoncées dans les «quatre thèses». On verrait alors si celles-ci vont effectivement dans le sens d'une histoire à la hauteur des enjeux du RCG. Toute la suite de cet article se livre à un tel exercice à partir du cas du «climat».

D. Chakrabarty, qui s'intéresse au «climat de l'histoire», est paradoxalement silencieux sur l'histoire du climat. Cette dernière s'est pourtant constituée en un domaine de recherche cohérent et reconnu dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. La publication en 1967 de *L'Histoire du climat depuis l'an mil* d'Emmanuel Le Roy Ladurie, qui en pose les bases théoriques, signale aussi sa reconnaissance au sein de la communauté des historiens professionnels (et non seulement des climatologues et des historiens amateurs). La fondation par le climatologue et historien anglais Hubert Lamb du Climatic Research Unit cinq ans plus tard consacre cette reconnaissance qui n'est pas seulement française. Depuis cette date, l'histoire du climat n'a pas vraiment prospéré en France. Mais après une longue période pendant laquelle E. Le Roy Ladurie fut (nous dit-il) le seul historien français à s'intéresser à ce champ, il a enfin trouvé un disciple. Emmanuel Garnier, auteur de l'ouvrage *Les Dérangements du temps. 500 ans de chaud et de*

---

Alors que l'histoire du climat occupait jusqu'ici une place marginale dans les «grands récits» de la modernité, elle s'est arrogée une position stratégique à l'articulation des disciplines scientifiques et du débat public.

---

*froid en Europe* en 2010 semble être le seul historien professionnel actuellement en exercice en France qui se réclame de cette spécialité disciplinaire<sup>2</sup>. L'histoire du climat prospère néanmoins dans les autres pays d'Europe ainsi qu'aux États-Unis: Christian Pfister, à l'université de Berne, a ainsi constitué une école influente qui dissémine ses travaux dans des revues anglophones à forte diffusion internationale. L'histoire du climat est aujourd'hui au premier rang des savoirs historiques qui peuvent revendiquer une place dans la réflexion sur le réchauffement de la planète. Alors qu'elle occupait jusqu'ici une place marginale dans les «grands récits» de la modernité, elle s'est arrogée une position stratégique à l'articulation des disciplines scientifiques et du débat public. Or ce champ d'études très divers, éclaté, est traversé par de nombreuses tensions qui donnent aux interrogations de D. Chakrabarty une résonance particulière. Même si celles-ci ne se sont pas traduites par d'épiques controverses intellectuelles, comme il y en eut en histoire sociale dans les années 1980 et 1990<sup>3</sup>, elles posent de manière concrète la question des rapports entre histoire naturelle et histoire sociale.

#### Dans le laboratoire de la climatologie historique

Depuis longtemps déjà, l'histoire du climat a opéré cette hybridation entre histoire humaine et histoire naturelle dans laquelle D. Chakrabarty voit l'avenir de l'historiographie. Le souci de la (très) longue durée, par exemple, souci des différences entre les temporalités naturelles et les temporalités

humaines, existe déjà dans l'ouvrage d'Emmanuel Le Roy Ladurie de 1967. Né en 1929, disciple de Fernand Braudel, professeur honoraire au Collège de France et membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il est l'un des grands représentants de l'école des Annales dont il a prolongé la réflexion sur le temps long de la géographie, qui était un aspect des recherches de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Aussi lorsqu'il reconstituait l'histoire du «petit âge glaciaire» qui dura du Moyen Âge au XIX<sup>e</sup> siècle, E. Le Roy Ladurie ne répondait pas à une urgence citoyenne ou au contexte politique du moment: il démontrait plutôt l'impérialisme intellectuel de l'école des Annales, prête à s'emparer d'un nouvel objet ou du moins à en contester tout monopole aux sciences de la terre. En faisant du climat un objet d'histoire à part entière, celui qui allait bientôt formuler l'idée d'une «histoire immobile» se plaçait dans les traces de ses maîtres pour aller au bout de leur réflexion sur la longue durée.

De même qu'elle a déjà opéré le passage à la longue durée, l'histoire du climat a déjà réalisé le rêve d'une historiographie interdisciplinaire, alliant l'histoire humaine à l'histoire naturelle. Depuis un demi-siècle, les expressions «climatologie historique» et «histoire du climat» désignent deux volets distincts, mais complémentaires, d'une même entreprise. Le premier est le fait des spécialistes des sources «naturelles», étudiées par la dendrochronologie (étude des cernes des arbres), la palynologie (étude des pollens fossiles) ou la sédimentologie (étude des roches sédimentaires). Le

### EXTRAIT L'ÊTRE HUMAIN EST UNE FORCE GÉOLOGIQUE

**S**i Braudel a, dans une certaine mesure, fait une brèche dans la dualité histoire naturelle/histoire humaine, la montée en puissance de l'histoire environnementale à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a considérablement élargi cette brèche. On pourrait même défendre l'idée que les historiens de l'environnement se sont parfois approchés de la production de ce qu'on pourrait appeler des histoires naturelles de l'homme. Mais il existe une différence très importante entre la compréhension de l'être humain sur laquelle ces histoires sont fondées et la puissance d'agir [agency] de l'humain qu'évoquent aujourd'hui les scientifiques traitant du changement climatique. Pour le dire simplement, l'histoire environnementale, lorsqu'elle n'était pas purement et simplement une histoire culturelle, sociale ou économique, considérait les êtres humains comme des

agents biologiques. Alfred Crosby Jr., dont le livre pionnier, *The Columbian Exchange*, ouvrit la voie aux «nouvelles» histoires environnementales au début des années 1970, formulait les choses ainsi: «L'homme est une entité biologique avant d'être un catholique ou un capitaliste ou quoi que ce soit d'autre.» L'ouvrage récent de Daniel Lord Smail, *On Deep History and the Brain*, constitue une tentative audacieuse pour intégrer les connaissances issues des sciences de l'évolution et des neurosciences aux histoires humaines. Il s'agit pour lui de rechercher les liens possibles entre la biologie et la culture – et en particulier entre l'histoire du cerveau humain et l'histoire culturelle – tout en restant toujours attentif aux limites du raisonnement biologique. Mais ce qui intéresse Smail, c'est l'histoire de la biologie humaine, et non pas du tout

la thèse récente selon laquelle les êtres humains auraient récemment acquis une puissance d'agir [agency] géologique.

Les spécialistes de la crise du changement climatique disent quelque chose de significativement différent de ce que les historiens de l'environnement avaient dit jusqu'à présent. En détruisant involontairement la distinction artificielle, mais consacrée par la tradition, entre histoire naturelle et histoire humaine, les spécialistes du climat postulent que l'être humain est devenu quelque chose de bien plus vaste que le simple agent biologique qu'il a toujours été. Les êtres humains sont désormais porteurs d'une force géologique.

Dipesh Chakrabarty, «Le Climat de l'histoire: quatre thèses», trad. C. Nordmann, in *La Revue internationale des livres et des idées*, 2010, n° 15, p. 25.

second est le fait des spécialistes des archives et autres documents qui renseignent les chercheurs sur le climat par des voies indirectes : dates des vendanges, récoltes ou moissons, processions religieuses à dimension climatique, journaux intimes ou météorologiques, etc. Même si ces méthodes supposent des compétences diverses, elles sont fort complémentaires en ce qu'elles contribuent toutes à inventer un corpus de sources qui n'était pas donné à l'avance. Leur entente est parfaite, c'est du moins l'opinion d'Emmanuel Garnier, qui note, dans *Les dérangements du temps*, que les coefficients de corrélation entre les séries de températures réelles et celles d'indices calculés à partir de sources manuscrites sont « excellents » (p. 47).

Enfin, fondée sur une collaboration entre des spécialistes des sciences de la nature et des historiens, géographes, archéologues ou anthropologues, l'histoire du climat a déjà réalisé le projet d'une histoire qui mettrait de côté les « préjugés » humanistes congénitaux de la discipline et serait soucieuse de pointer les « limites » de la démarche compréhensive. L'objectif d'E. Le Roy Ladurie était bien de fonder une « *histoire climatique pure* » qui serait « *affranchie de toute préoccupation ou présupposition anthropocentrique* ». Par ce dernier terme, il entendait rejeter toute explication climatique de l'histoire humaine dans laquelle le climat n'était pas considéré pour lui-même. Il ne s'agissait surtout pas de s'intéresser au climat vécu ou perçu : aussi la formule de Marc Bloch selon laquelle le bon historien « *flaire la chair humaine* » lui paraissait-elle « *trop étroite, inadéquate au véritable esprit scientifique* »<sup>4</sup>. Le rejet du déterminisme climatique était donc étroitement lié à celui d'une approche culturelle, constructiviste ou « compréhensive » du climat. Il est vrai que cette « *histoire climatique pure* » ne devait constituer que la première étape vers une « *histoire écologique* » qui prendrait également en compte l'histoire

humaine et envisagerait le climat du point de vue de son impact sur les activités et la culture. Les trois volumes de *l'Histoire humaine et comparée du climat* parus entre 2004 et 2009, qui s'efforcent de répondre à cette promesse de 1967, ne prennent cependant pas le parti d'une histoire compréhensive. Peu discutés par les historiens, quoi qu'ils soient un succès de librairie, ils sont essentiellement une chronique des réponses humaines aux fluctuations de la température et de l'humidité, et aux événements climatiques extrêmes<sup>5</sup>.

Emmanuel Garnier a hérité de cet intérêt sélectif pour les perceptions des acteurs du passé, le plus souvent discutées pour souligner leur ignorance, leurs préjugés ou leur incompréhension du climat « réel ». L'histoire du climat «  *vise justement à tenter une reconstruction en fonction de paramètres météorologiques totalement occultés par les définitions de l'Ancien Régime* » qui se contentaient – nous dit E. Garnier – de définir le climat simplement comme l'espace compris entre deux latitudes (p. 25). Dans les années 1820, alors que se multiplient en Europe les discours sur la dégradation de l'atmosphère, fonctionnaires, médecins et savants locaux réfléchissent aux origines de ces hivers qui leur apparaissent moins froids, mais plus longs et défavorables aux activités agricoles. E. Garnier n'y voit que des « *déclarations péremptives* » qui « *ont de quoi dérouter et amuser l'historien quand il se tourne vers les chiffres obtenus en puisant dans les archives météorologiques* ». Car « *la période décriée correspond en réalité à une phase plutôt enneigée avec en moyenne près de 50 jours de neige séjournée au niveau du dol à Épinal, ville située pourtant à basse altitude* » (p. 104). On ne peut, on le voit, accuser l'auteur de ce correctif de céder exagérément aux sirènes de l'approche « compréhensive » de l'histoire.

Avant l'émergence d'un débat sur le réchauffement climatique global et induit par l'homme,

---

*Fondée sur une collaboration entre des spécialistes des sciences de la nature et des historiens, géographes, archéologues ou anthropologues, l'histoire du climat a déjà réalisé le projet d'une histoire qui mettrait de côté les « préjugés » humanistes congénitaux de la discipline et serait soucieuse de pointer les « limites » de la démarche compréhensive.*

---

#### EXTRAIT LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Supposons donc le monde en paix, et voyons de plus près combien la puissance de l'homme pourrait influencer sur celle de la nature. Rien ne paraît plus difficile, pour ne pas dire impossible, que de s'opposer au refroidissement successif de la terre, et de réchauffer la température d'un climat ; cependant l'homme le peut faire et l'a fait. Paris et Québec sont à peu près sous la même latitude et à la même élévation sur le globe : Paris serait donc aussi froid que Québec, si la France et toutes les contrées qui l'avoisinent étaient aussi dépourvues d'hommes, aussi couvertes de bois, aussi baignées

par les eaux, que le sont les terres voisines du Canada. Assainir, défricher et peupler un pays, c'est lui rendre de la chaleur pour plusieurs milliers d'années ; et ceci prévient la seule objection raisonnable que l'on puisse faire contre mon opinion ou, pour mieux dire, contre le fait réel du refroidissement de la terre.

Selon votre système, me dira-t-on, toute la terre doit être plus froide aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a deux mille ans ; or la tradition semble nous prouver le contraire. Les Gaules et la Germanie nourrissaient des élans, des loups-cerviers, des ours, et d'autres

animaux qui se sont retirés depuis dans les pays septentrionaux ; cette progression est bien différente de celle que vous leur supposez du nord au midi. D'ailleurs, l'histoire nous apprend, que tous les ans la rivière de Seine était ordinairement glacée pendant une partie de l'hiver : ces faits ne paraissent-ils pas être directement opposés au prétendu refroidissement successif du globe ?

Georges-Louis Leclerc de Buffon, *Histoire naturelle. Des époques de la nature* [1778], in H. R. Duthilloeuil (dir.), Œuvres complètes, Douai, Tarlier, 1822, p. 191-192.

---

Pour trouver des crises climatiques d'ampleur comparable au réchauffement qui se prépare, il faudrait remonter à une époque où l'espèce humaine n'avait pas encore marqué son empreinte sur la planète.

---

il existait déjà une histoire du climat à peu près conforme aux principaux critères identifiés par D. Chakrabarty pour la nouvelle historiographie qu'il appelle de ses vœux, et c'est là tout le problème. Car si le débat sur l'effet de serre a fait évoluer l'histoire du climat – ne serait-ce que parce que le développement récent de l'histoire du climat est tributaire de financements liés à des programmes sur le RCG – il s'en faut de beaucoup que celle-ci aille dans le sens d'une histoire qui tirerait toutes les conséquences de l'entrée dans l'Anthropocène.

Bien loin d'encourager la révolution intellectuelle qu'anticipe D. Chakrabarty, l'alliance entre histoire naturelle et histoire humaine a plutôt produit, dans le cas de l'histoire du climat, une forme élaborée de conservatisme savant. Le climatologue anglais Mike Hulme, *Professor of Climate Change* à l'université d'East Anglia, est un ancien rédacteur du troisième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) de 2001. Climatologue, c'est aussi un historien qui a enquêté notamment sur le changement climatique en Afrique au xx<sup>e</sup> siècle. Convaincu du réchauffement d'origine anthropique, il est néanmoins en croisade contre le « catastrophisme » qu'il discerne dans les médias. Il est d'ailleurs connu pour avoir forgé l'expression anglaise *climate porn* pour décrire de telles instrumentalisation médiatiques par des groupes politiques aux intentions (selon lui) liberticides. Récemment, sa recherche historique s'est orientée vers une généalogie des discours catastrophistes<sup>6</sup>. Une telle modération est probablement très éloignée des intentions théoriques de D. Chakrabarty. Elle est néanmoins une posture courante, y compris du côté des historiens professionnels, qui articulent allégeance aux conclusions des climatologues et défiance à l'égard des traductions politiques trop radicales qui pourraient en être faites. « *Je suis assez convaincu, je dois dire, par la démonstration du GIEC quant aux dangers du réchauffement excessif qui pèsera sur l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle* »<sup>7</sup>, écrivait E. Le Roy Ladurie en 2009, tout en se gardant de rentrer dans le débat politique. Celui qui se targue d'avoir été l'un des premiers à évoquer le réchauffement climatique du xx<sup>e</sup> siècle ne mentionne pas qu'il ne parlait pas à l'époque du réchauffement climatique global induit par l'homme<sup>8</sup>. Se présentant comme un « républicain progressiste », E. Garnier veut lui aussi contribuer au débat public en s'opposant à la fois aux « *anti-réchauffement* », qu'il identifie au « *bastion ultralibéral* » américain, et aux « *pro-réchauffement* » qui alimentent selon lui le sentiment de danger en radicalisant les conclusions plus prudentes du GIEC. Tel est globalement le message de la climatologie historique ladurienne : sachons raison garder, dépassionnons le débat sur l'effet de serre, car non seulement le sentiment de dégradation du climat a toujours existé, mais des périodes de changement climatique de même

ampleur que le réchauffement observé depuis trente ans ont déjà eu lieu par le passé.

L'histoire du climat a pourtant un rôle actif à jouer dans le débat civique. Afin de mieux faire face aux conséquences du réchauffement, elle peut permettre par exemple de mieux connaître la manière dont le changement climatique a été appréhendé par le passé : « *la mémoire d'un héritage en matière de survie serait certainement très précieuse dans la perspective d'une meilleure résilience de nos sociétés confrontées à l'adversité climatique* »<sup>9</sup>. De nombreuses études, relayées par des revues de géographie ou par la revue interdisciplinaire *Climatic Change*, veulent ainsi contribuer à une réflexion à l'intention des décideurs en jouant un rôle d'expertise technique. Au-delà de la rhétorique universitaire pour justifier l'utilité des travaux savants, on sent néanmoins que le travail de reconstitution minutieuse des diverses stratégies mobilisées, par exemple, par les Mexicains de l'époque coloniale pour faire face à l'assèchement de la fin du xviii<sup>e</sup> siècle – stocks d'eau ou irrigation – ne nous prépare que faiblement pour faire face au réchauffement climatique global du xxi<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. Comme le note John R. McNeill, il est peu probable que de tels savoirs puissent trouver une utilisation pratique. Pour trouver des crises climatiques d'ampleur comparable au réchauffement qui se prépare, il faudrait remonter à une époque où l'espèce humaine n'avait pas encore marqué son empreinte sur la planète<sup>11</sup>.

L'histoire peut néanmoins permettre de clarifier certains concepts centraux pouvant servir à analyser les sociétés confrontées au changement climatique, comme celui de « vulnérabilité ». L'ouvrage grand public de Mike Davis, *Génocides tropicaux*, analyse ainsi la manière dont les structures institutionnelles et économiques du colonialisme britannique ont renforcé la vulnérabilité aux sécheresses des sociétés tropicales qui faisaient partie de leur empire : si l'absence de mousson est un phénomène récurrent en Inde du fait des oscillations d'El Niño qui perturbent les différentiels de température entre terre et mer, c'est l'instauration d'une agriculture capitaliste orientée par la recherche d'une rente coloniale qui explique l'ampleur des grandes famines de la fin du xix<sup>e</sup> siècle. Le travail de Mike Davis est audacieux et novateur dans la démarche, mais fondé sur un travail de seconde main, ce qui en limite l'influence et l'autorité auprès des spécialistes. Inversement, les travaux qui s'efforcent d'articuler la climatologie historique à l'histoire du capitalisme mondialisé manquent de conclusions fortes sur la vulnérabilité des sociétés coloniales. Ils s'efforcent plutôt de tenir un équilibre précaire, qui identifie tantôt la colonisation et l'érosion des structures traditionnelles comme l'origine des pics de mortalité qui suivent les événements climatiques extrêmes, et tantôt pointe vers des facteurs « purement » naturels, indépendants des structures ou des classes sociales, comme par exemple la

mouche tsé-tsé lors de la famine qui toucha l'Ouganda entre 1900 et 1920<sup>12</sup>.

Loin d'être orientée vers une histoire politiquement engagée et critique de l'entrée dans l'Anthropocène, comme le souhaiterait D. Chakrabarty, l'histoire du climat semble donc marquée jusqu'à aujourd'hui par son programme de recherche initial qui était de constituer une « *histoire climatique pure* ». Et c'est là tout le paradoxe : alors que D. Chakrabarty pense qu'il est urgent, pour répondre à l'enjeu climatique, de réorienter l'historiographie critique en remettant en cause le primat de l'expérience et de la démarche compréhensive, le cas de l'histoire du climat suggère au contraire que c'est du côté d'une histoire toujours plus compréhensive qu'il faut chercher des éléments de réponse à son souci d'une écriture historique en prise avec les enjeux environnementaux de notre temps.

### **L'histoire « compréhensive » n'a pas dit son dernier mot**

Quand D. Chakrabarty demande de croiser l'histoire du capitalisme mondialisé avec celle de l'espèce humaine, et proclame qu'il est temps d'explorer les « *limites de la compréhension historique* », il présuppose sans doute que tous ces débats théoriques ont été bien intégrés. Or, dans le cas de

l'histoire du climat, l'ordre des choses semble être exactement l'inverse de celui qu'il indique. Celle-ci était « naturaliste » et interdisciplinaire bien avant l'émergence de la question du réchauffement climatique mondial induit par les humains. Ce que le RCG a fait à l'histoire du climat a au contraire été de lui faire prendre un tournant « compréhensif ». Ce dernier, initié par Edward P. Thompson dans les années 1960 et 1970 en histoire sociale, a été suivi par une série de tournants dans années 1980 : tournant linguistique, tournant critique, tournant féministe, tournant postcolonial, tournant transnational et global, tous compréhensifs à leur manière dans la mesure où ils s'attachaient à réintégrer l'expérience et le point de vue des acteurs du passé, quels qu'ils soient. Or ce n'est que récemment que les historiens du climat ont commencé à intégrer ces approches.

Il fallait, pour cela, qu'encouragés par les *science and technology studies* et les *social studies of science*, ils acceptent de prendre leur indépendance à l'égard des sciences de la nature ; qu'au risque de se faire taxer de « relativistes », ils acceptent de mettre en suspens la croyance selon laquelle il existerait une connaissance scientifique pure du climat, immunisée contre tout préjugé social et culturel. En effet, la conception du climat qu'utilisent



---

*Jan Golinski et Katharine Anderson ont montré que la condescendance à l'encontre des «superstitions climatiques», dont on retrouve des traces dans les travaux historiques jusqu'à aujourd'hui, était associée à un projet pour discipliner les individus en les poussant à prévoir leurs comportements en même temps que le temps qu'il ferait.*

---

les climatologues est non seulement fort récente, mais elle n'est pas «purement» scientifique. Bien au contraire, elle est le produit de développements économiques, culturels, sociaux et politiques complexes. Longtemps, le climat fut considéré, non pas seulement comme la zone comprise entre deux parallèles, mais comme un riche ensemble de facteurs naturels et humains qui définissaient les caractéristiques d'un lieu ou d'une région. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle, ère du capitalisme mondialisé, que la conception d'un climat «pur», désencastré du monde social, s'impose notamment dans la météorologie. Cette dernière, issue d'un effort international, met alors en œuvre une conception restrictive du climat en n'isolant que certaines de ses caractéristiques qui permettaient de faire des prévisions utiles sur «*le temps qu'il fera*<sup>13</sup>».

Les travaux récents, en faisant le pari de la compréhension historique, permettent d'aborder l'histoire du climat avec davantage de réflexivité que ne le fait la climatologie historique. Ils ne permettent peut-être pas encore de proposer un récit d'ensemble, mais suffisent déjà à montrer que le débat contemporain sur le climat est né non pas dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, mais plutôt vers la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Que ce soit sur la question des «superstitions populaires», du déterminisme, de la vulnérabilité ou de la notion même d'un changement climatique induit par l'homme, l'histoire compréhensive du climat ébranle les certitudes épistémologiques de l'historiographie classique.

La difficulté à donner du sens aux conceptions populaires du climat s'inscrit ainsi dans une inquiétude fort ancienne des élites culturelles. Jan Golinski, à propos de l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi Katharine Anderson, à propos du XIX<sup>e</sup> siècle, ont montré que la condescendance à l'encontre des «superstitions climatiques», dont on retrouve des traces dans les travaux historiques jusqu'à aujourd'hui, était associée à un projet pour discipliner les individus en les poussant à prévoir leurs comportements en même temps que le temps qu'il ferait. Elle appartenait à une rhétorique codifiée au sein de laquelle étaient mises en scène les résistances populaires ou religieuses au projet des Lumières de disséminer les sciences. De même, l'obsession des historiens de ne pas se faire accuser de déterminisme ou d'anthropocentrisme, leur peur d'être accusés de rabattre l'histoire humaine sur celle du climat, n'est pas que le signe de leur «esprit scientifique» qui romprait avec les erreurs de l'âge pré-scientifique; c'est aussi la reprise d'un lieu commun ancien. Au moment même où Montesquieu publiait *L'Esprit des Lois*, qui devait servir de symbole (quelque peu fantasmé) de cette conception déterministe du climat, Hume publiait ainsi son célèbre essai sur le tempérament national dans lequel il déconstruisait systématiquement les explications physiques ou climatiques. Dès cette époque, la théorie des climats devint une

sorte de repoussoir constamment évoqué par les partisans des explications morales<sup>14</sup>. Comme l'a récemment montré Vladimir Jankovic à partir des écrits des médecins britanniques du XVIII<sup>e</sup> siècle, les notions de risque environnemental et de vulnérabilité datent elles aussi des origines de la notion moderne de climat<sup>15</sup>. Elles sont issues de la construction de nouvelles conceptions de la frontière séparant l'extérieur de l'intérieur: que ce soit la peau humaine, les murs de la maison, ou les frontières d'une région géographique, la notion de risque climatique a été élaborée autour de nouvelles divisions scientifiques et symboliques, que pousse aujourd'hui à leur limite l'idée de risques écologiques globaux.

La notion d'Anthropocène, au premier abord une invention des climatologues de ces dernières années, date également du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'idée que les humains modifiaient le climat, pour l'améliorer ou le détériorer, bref qu'ils le façonnaient à leur image, est l'un des fils directeurs de l'histoire intellectuelle de la notion de climat forgée autour de 1750<sup>16</sup>. L'idée d'un climat plastique et politique s'inscrivait également dans les règlements forestiers, les savoirs agronomiques, ou les dispositifs de santé publique<sup>17</sup>. Le climat était une catégorie de gouvernement des corps et des esprits, sur lequel ces derniers agissaient en retour. Comme l'écrivait en 1863 l'un des pères fondateurs de l'écologie politique américaine, George Perkins Marsh: «*Même s'il est difficile de toujours distinguer les effets de son action des causes purement géologiques, il est certain que l'homme a beaucoup contribué à modeler la surface de la terre; et que la destruction des forêts, le drainage des lacs et des marais, et l'action combinée de l'élevage et des arts industriels a provoqué d'importants changements dans les conditions hygrométriques, thermométriques, électriques, et chimiques de l'atmosphère*<sup>18</sup>». La géotechnie – l'idée que ces modifications de la terre par l'homme pourraient être provoquées de manière volontaire en mobilisant connaissances scientifiques et outils techniques – a elle aussi une histoire. La proposition de Paul Crutzen, en 2006, de projeter chaque année dans l'atmosphère un à deux millions de tonnes de sulfure afin de contrebalancer l'effet de serre s'inscrit dans une série déjà ancienne de tentatives pour modifier l'atmosphère<sup>19</sup>. En reconstituer la trame ne doit pas conduire à relativiser la nouveauté des enjeux climatiques actuels, mais plutôt à mieux saisir la part de ce qui est nouveau et de ce qui ne l'est pas dans le projet de «réparer le climat».

Introduire davantage de réflexivité historique sur la catégorie de «climat» suppose finalement de revenir sur la définition même du climat à partir de laquelle les historiens abordent les documents et les interprètent. Que faire de la distinction proposée par E. Le Roy Ladurie entre les «*faits rigoureusement climatiques*» (par exemple un orage) et les autres faits (comme une migration ou

une famine)? Peut-on, comme il le suggère, faire la part entre les « documents climatiques valables » (comme des relevés barométriques) et les autres (comme des dates de vendange)? La réflexion sur les sources adéquates pour retracer l'évolution de l'humidité et de la température, qu'elles soient littéraires ou archéologiques, s'inscrit dans une vaste quête datant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle pour documenter l'historicité du climat et l'inscrire dans l'évolution de la civilisation. Déjà dans *The Climate of Great Britain*, en 1806, en pleine guerre contre la France, l'horticulteur anglais John Williams utilisait les réflexions sur la production de vin d'un moine du XII<sup>e</sup> siècle, William de Malmesbury, pour démontrer que le climat britannique se dégradait. C'était pour lui la conséquence d'une agriculture trop dominée par l'élevage et par les choix des propriétaires terriens issus de l'aristocratie. Et, déjà, il se faisait attaquer par la presse conservatrice pour avoir mal sélectionné et interprété ses sources: le fait de produire une forme de vin au XII<sup>e</sup> siècle, lui rétorquait-on, n'indiquait aucunement que le climat était alors plus clément. Si une écriture historique à la hauteur des enjeux du RCG consiste à restituer au climat sa dimension politique, alors il faut commencer par reconnaître que la définition des documents ou des faits « climatiques » est d'emblée politique. Depuis 1750 beaucoup de médecins qui se voyaient en conseillers du prince ou en législateurs, à l'image de Cabanis, ont fait appel à la notion de climat pour expliquer la santé ou les maladies des nations. Si l'on suit leurs conceptions, un nombre incalculable de sources pourraient être identifiées comme des « documents climatiques valables ». Définir ces derniers, c'est aussi adopter une définition implicite du climat et de ses liens avec l'économie et la société. Avec une histoire compréhensive du climat qui prend au sérieux les conceptions des acteurs eux-mêmes, la quête des faits et des documents climatiques est à nouveau ouverte.

L'histoire compréhensive du climat n'est pas une forme savante de « pornographie climatique », pour reprendre l'expression de Mike Hulme, mais une généalogie des modes de pensée concernant cette catégorie instable, à la rencontre de la géologie, de la politique et de l'économie. Elle montre non pas que les débats actuels sont une simple reprise à l'identique de débats passés, mais qu'ils se déploient dans un langage qui a une histoire ancienne. Comme le notent Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, il serait trompeur de penser que la conscience de l'impact humain sur l'environnement n'a émergé que dans les dernières décennies. Le débat sur le changement climatique induit par l'homme a déjà eu lieu, avant la découverte de l'effet de serre global. Cela ne signifie pas que rien ou presque ne soit neuf sous le soleil, mais plutôt que nous n'assistons pas à une prise de conscience de l'impact des activités humaines sur le climat et sur l'environnement. La question est alors de savoir comment on a pu suffisamment oublier qu'on était dans l'Anthropocène pour avoir besoin de le redécouvrir. À l'heure de la financiarisation des questions environnementales et climatiques, il convient de « comprendre », et non seulement d'expliquer, ce que fut le climat du libéralisme économique et du capitalisme mondialisé, qui remplaça le « climat des Lumières » (Golinski) vers le deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Le réchauffement global crée certes un nouveau contexte intellectuel et politique pour l'écriture de l'histoire, comme le suggère D. Chakrabarty. Mais celui-ci ne doit pas seulement conduire à de nouvelles passerelles entre l'histoire humaine et l'histoire naturelle: le climat, phénomène naturel, est aussi un fait social, économique et politique que nous n'avons pas fini de comprendre. ■

---

*Introduire davantage de réflexivité historique sur la catégorie de « climat » suppose finalement de revenir sur la définition même du climat à partir de laquelle les historiens abordent les documents et les interprètent.*

---

## NOTES

- 1. Emmanuel Garnier, « Fausse science ou nouvelle frontière ? Le climat dans son histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 57, n° 3, 2010, p. 7-41. ■ 2. Anouchka Vasak et Emmanuel Le Roy Ladurie, « La Dimension climatique de l'histoire », *Le Débat*, vol. 164, n° 2, 2011, p. 178 et 183. ■ 3. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2005 ; Gareth Stedman Jones, « De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique ? », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 33, 2006, p. 143-166. ■ 4. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 2009 [1967], p. 24. ■ 5. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire humaine et comparée du climat*, Paris, Fayard, 2004-2009 (le troisième volume a fait l'objet d'un compte rendu par Emmanuel Garnier *Annales. Histories, sciences sociales*, vol. 66, n° 1, 2011, p. 305-306). ■ 6. Mike Hulme, « Reducing the Future to Climate: a Story of Climate Determinism and Reductionism », *Osiris*, vol. 26, n° 1, 2011, p. 245-266. ■ 7. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat...*, *op. cit.*, p. VIII. ■ 8. Anouchka Vasak et Emmanuel Le Roy Ladurie, art. cit., p. 180-181. ■ 9. Emmanuel Garnier, *Les Dérangements...*, *op. cit.*, p. 96. ■ 10. Georgina H. Endfield, « Archival Explorations of Climate Variability and Social Vulnerability Colonial Mexico », *Climatic change*, vol. 83, n° 1, 2007, p. 9-38. ■ 11. John R. McNeill, « Can History Help Us with Global Warming? », in Kurt M. Campbell (dir.), *Climatic Cataclysm: The Foreign Policy and National Security Implications of Climate Change*, Washington, Brookings Institution Press, 2008, p. 26-47. ■ 12. Georgina H. Endfield, David B. Ryves, Keely Mills et Lea Berrang-Ford, « "The Gloomy Forebodings of this Dread Disease", Climate, Famine and Sleeping Sickness in East Africa », in *The Geographical Journal*, vol. 175, n° 3, Sept. 2009, p. 181-195. ■ 13. Katharine Anderson, *Predicting the Weather: Victorians and the Science of Meteorology*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 2005 ; Fabien Locher, *Le Savant et la tempête : étudier l'atmosphère et prévoir le temps au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008. ■ 14. Roberto Romani, *National Character And Public Spirit in Britain and France, 1750-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 159-200. ■ 15. V. Jankovic, *Confronting the Climate: British Airs and the Making of Environmental Medicine*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010 ; voir aussi James Rodger Fleming, Vladimir Jankovic et Deborah Rachel Coen (dir.), *Intimate Universality: Local And Global Themes in the History of Weather and Climate*, Sagamore Beach, Science History Publications, 2006. ■ 16. James R. Fleming, *Historical Perspectives on Climate Change*, New York, Oxford University Press, 1998. ■ 17. Richard Grove, *Ecology, Climate and Empire: Colonialism and Global Environmental History, 1400-1940*, Cambridge, The White Horse Press, 1997 ; Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, « Le Climat fragile de la modernité. Petite histoire climatique de la réflexivité environnementale », disponible sur : [www.laviedesidees.fr/Le-climat-fragile-de-la-modernite.html](http://www.laviedesidees.fr/Le-climat-fragile-de-la-modernite.html). ■ 18. George P. Marsh, *Man and Nature; or, Physical Geography as Modified by Human Action*, New York, Charles Scribner, 1864, p. 13 (passage traduit par l'auteur). ■ 19. James R. Fleming, *Fixing the Sky: The Checkered History of Weather and Climate Control*, New York, Columbia University Press, 2010.

# QUEL AVENIR POUR LES COMMUNS ?

---

Qu'est-ce qu'un commun ? Est-ce un bien dont les bénéfices sont partagés, que ce bien soit accessible à tous ou au contraire exclusif ? Est-ce qu'il importe qu'il soit local ou mondial, matériel ou intellectuel ? Une seule chose est sûre, s'agissant du commun, c'est que le capitalisme menace en permanence de le détruire. En interrogeant la définition même des communs, David Harvey nous propose un modèle qui permettra d'envisager les communs comme l'unité structurelle à même de fonder de nouveaux rapports sociaux. Par **DAVID HARVEY\***

Ce texte a initialement été publié dans *Radical History Review*, n° 109, hiver 2011, p. 101-107.

\* **David Harvey** enseigne l'anthropologie à CUNY (City University of New York). Il est notamment l'auteur de *Géographie de la domination* (Les prairies ordinaires, 2008), *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique* (Syllepse, 2010) et *Le Capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances* (Éditions Amsterdam, 2011)

## Quel avenir pour les communs ?

Je ne compte plus le nombre de fois où j'ai pu voir l'article classique de Garrett Hardin, « La tragédie des communs », utilisé comme un argument imparable en faveur de l'efficacité du droit de la propriété privée en ce qui concerne la terre et l'utilisation de ses ressources, et, par conséquent, servir de justification irréfutable à la privatisation. Cette lecture malencontreuse de la thèse de Hardin trouve en partie son origine dans l'utilisation qu'il fait de la métaphore du bétail : plusieurs individus, désirant maximiser l'utilité individuelle de leur propriété privée, décident de faire pâturer leurs troupeaux sur une parcelle de terre commune. Si le bétail était lui aussi « propriété commune », cette métaphore, bien sûr, ne tiendrait plus, dans la mesure où il serait alors clair que ce sont bien la propriété privée du bétail et les comportements de maximisation de l'utilité individuelle qui consti-

souvent organisées autour de deux pôles : la propriété privée d'une part et une intervention autoritaire de l'État de l'autre. D'un point de vue politique, l'ensemble du problème est brouillé par une réaction épidermique en faveur de l'enclosure, ou contre elle, généralement saupoudrée d'une bonne dose de nostalgie pour une prétendue économie morale de l'action commune digne des contes de fées.

Dans *La Gouvernance des biens communs*, Elinor Ostrom semble rompre avec un certain nombre de ces présupposés. Fondant sa réflexion sur des données historiques, sociologiques et anthropologiques, Ostrom montre que les individus sont capables d'inventer des moyens ingénieux et tout à fait efficaces de gérer les ressources relevant de la propriété commune (*common property resources*) afin de maximiser les bénéfices individuels et collectifs. Ses études de cas « *font exploser en mille morceaux la conviction – fermement enracinée*

---

*Les possibilités inédites de gestion des ressources communes qui existent à une certaine échelle ne doivent pas et ne peuvent pas être exportées à des problèmes comme celui du réchauffement climatique.*

---

tuent le cœur du problème. Mais ce n'était pas là le problème fondamental de Hardin. Son problème, c'était la croissance démographique. Il craignait que la décision personnelle d'avoir des enfants ait à terme pour conséquence la destruction pure et simple du bien commun mondial (ce qu'a également soutenu Thomas Malthus). C'est dans la nature familiale et privée de cette décision que résidait le problème crucial. Selon lui, la seule manière d'y remédier était de mettre en place un contrôle autoritaire afin de réguler la population.

## Un problème d'échelles

Si je restitue ici la logique de Hardin, c'est afin de mettre en lumière le fait que la réflexion sur les communs eux-mêmes se fonde trop souvent sur un ensemble trop étroit de présupposés le plus souvent inspirés de l'exemple du processus d'enclosure des terres mis en œuvre au XVI<sup>e</sup> siècle en Angleterre, ce qui a pour résultat que les solutions proposées aux problèmes posés par les communs se sont le plus

chez la plupart des analystes politiques – selon laquelle la seule manière de résoudre les problèmes posés par la gestion des ressources communes consiste à l'imposition par une autorité extérieure d'une régulation centralisée ou d'une privatisation complète de ces ressources ». Comme le démontre Ostrom, de telles solutions mettraient en œuvre « *un savant mélange de moyens privés et publics*<sup>1</sup> ».

Toutefois, la plupart des exemples qu'elle utilise ne concernent quasiment jamais plus d'une centaine de « co-propriétaires » (*appropriators*). Tout groupe plus large (l'un des cas qu'elle étudie implique mille cinq cents utilisateurs) nécessite une structure hiérarchique de prise de décision, plutôt que des négociations directes entre individus. Nous avons ici clairement affaire à un « problème d'échelle » qui a échappé à l'analyse d'Ostrom. Les possibilités inédites de gestion des ressources communes qui existent à une certaine échelle, par exemple la constitution d'un accès à l'eau partagé pour une centaine de fermiers vivant près du bassin d'une



petite rivière, ne doivent pas et ne peuvent pas être exportées à des problèmes comme celui du réchauffement climatique, ou bien même celui posé par le rejet d'un dépôt acide par les centrales électriques dans leur environnement immédiat. Si nous faisons un «saut d'échelle» (comme aiment à dire les géographes), les problèmes posés par la gestion des ressources et les solutions qu'il est possible de leur apporter changent radicalement de nature. Ce qui semble être une bonne solution à une certaine échelle ne l'est plus à une autre. Pire, les bonnes solutions à une certaine échelle (disons, locale) ne s'additionnent pas pour former ce qui pourrait être ne serait-ce que des ébauches de bonnes solutions à une autre échelle (disons à l'échelle mondiale). C'est pour cette raison que la métaphore de Hardin nous fourvoie : il utilise des exemples à une toute petite échelle pour expliquer un problème mondial. Incidemment, c'est aussi la raison pour laquelle les leçons tirées de la gestion des ressources naturelles à travers l'expérience des petites communautés d'économie solidaire ne peuvent pas être traduites en solution mondiale, à moins, une nouvelle fois, d'avoir recours à une structure hiérarchique de prise de décision. Malheureusement, de nos jours, «hiérarchie» est un anathème pour une grande partie de la gauche radicale.

Le fétichisme associé à une préférence organisationnelle (la pure horizontalité, par exemple) empêche trop souvent de réfléchir à des solutions plus appropriées et plus efficaces. Précisons que je n'insinue absolument pas que l'horizontalité est mauvaise – je pense au contraire qu'elle est un excellent objectif –, mais je pense qu'il est important de reconnaître ses limites en tant que principe organisationnel hégémonique afin d'être prêt à adopter de nouveaux modèles d'organisation quand cela est nécessaire.

#### **Des formes différentes de communs**

Les questions des communs sont contradictoires et de ce fait toujours contestées. Derrière ces contestations se cachent des intérêts sociaux conflictuels. En effet, comme le remarque Jacques Rancière, «*la politique, c'est la sphère d'activité d'un commun qui ne peut être que litigieux*<sup>2</sup>». En fin de compte, l'analyste se retrouve face à une décision simple : dans quel camp est-il ? Quels intérêts cherche-t-il à protéger ? De nos jours, les riches ont pris l'habitude de s'emmurer dans des *gated communities*<sup>3</sup> au sein desquelles sont définis des biens communs à usage exclusif. Il arrive également que des collectifs de la gauche radicale – parfois par le biais de l'exercice du droit de propriété privé (par exemple, quand des

militants rachètent un centre d'action communautaire) –, créent des espaces dans lesquels ils peuvent mettre en œuvre des politiques d'intérêts communs. Ils peuvent aussi créer un soviet ou une communauté au sein d'un espace protégé.

Toutes les formes de communs ne sont pas libres d'accès. Certains, comme l'air que nous respirons, sont accessibles à tous, tandis que d'autres, comme les rues des villes, ouvertes en principe, sont en réalité régulées, policées, et même gérées de manière privée sous la forme de « zones d'amélioration commerciales<sup>4</sup> ». D'autres, enfin, comme par exemple une source d'eau commune contrôlée par une cinquantaine de fermiers, sont dès le départ destinées à l'usage exclusif d'un groupe social particulier. La plupart des exemples d'Ostrom relèvent de ce dernier cas. Plus encore, elle limite son enquête à des ressources prétendument naturelles, comme la terre, les forêts, l'eau, les pêcheries, etc. (Si je dis « prétendument naturelles », c'est que toute ressource n'est que le fruit d'une évaluation technologique, économique et culturelle, et que par conséquent, toute ressource est définie avant tout par son utilité sociale.)

Par la suite, à l'instar de beaucoup de mes collègues, Ostrom s'est intéressée à d'autres formes

de communs : le matériel génétique, la connaissance, ou encore la culture, tous aujourd'hui en grand danger du fait de leur enclosure et de leur marchandisation. Il suffit par exemple de penser à la manière dont les communs culturels sont transformés en marchandise (et le plus souvent expurgés) par l'industrie du tourisme historique. La propriété intellectuelle et le brevetage du matériel génétique et de la connaissance scientifique en général constituent clairement l'un des enjeux les plus importants de notre époque. La question de savoir ce qui doit ou non faire partie des communs de la connaissance devient particulièrement évidente si l'on pense au fait que les maisons d'édition font payer les lecteurs pour lire des articles tirés de leurs publications techniques et scientifiques.

Contrairement à la plupart des ressources naturelles, la logique de la rareté et de l'usage exclusif ne s'applique pas aux communs culturels et intellectuels, comme l'ont souligné Toni Negri et Michael Hardt dans *Commonwealth*. Nous pouvons tous, au même moment, écouter la même émission de radio ou regarder la même émission télévisée. Le commun culturel, écrivent Hardt et Negri, « est dynamique, et implique à la fois le produit d'un travail et les moyens de la production

## EXTRAIT COMMUNAUX ET ENCLOSURE

Pendant la période féodale, même dans les régions où la terre était possédée de manière indépendante, de vastes étendues de pâtures, de forêts, de marais et de friches étaient couvertes par un réseau complexe de droits communaux. Bien que le seigneur local soit le propriétaire d'un bois ou d'une pâture, les paysans avaient le droit de faire paître le bétail sur les champs en friche, d'emmener leurs cochons dans les forêts, et d'y ramasser du bois pour faire du feu ou pour réparer leurs bâtiments et leurs clôtures. Dans certaines régions, de vastes étendues de terres forestières étaient réservées aux jeux privés du roi (c'est le sens légal du mot forêt à l'époque médiévale). Les paysans n'avaient pas le droit de tuer les cerfs (vous vous souvenez de l'histoire de Robin des Bois ?). Ils n'avaient même pas le droit de les chasser de leurs propres champs, mais ils pouvaient, en contrepartie, avoir droit au bois tombé et aux autres produits de la forêt.

Même dans les villages où la terre était exploitée de manière indépendante, chacun était limité par les droits des autres. Une famille pouvait, par exemple,

avoir le droit de faire paître son bétail dans les champs d'une autre famille après la moisson.

Les seigneurs possédaient la terre, mais elle ne leur appartenait pas dans le sens où une propriété privée nous appartient. La tradition des droits communaux les empêchait de modifier l'usage d'une terre. Un seigneur ne pouvait pas, si c'était son bon plaisir, faire abattre une forêt dans laquelle les gens ordinaires avaient des droits [...]. La société féodale était encore guidée par le principe de l'usage et non celui du gain [...].

Le déclin de la fertilité de la terre fut une des causes du changement des formes traditionnelles d'agriculture. D'autres pressions vinrent de l'émergence d'une économie de marché qui se substitua progressivement à l'économie féodale [...]. En Angleterre, nombre de propriétaires arrêtaient de cultiver les céréales et les légumes pour la consommation locale et se mirent à élever des moutons pour le marché de la laine en pleine expansion [...]. Élever des moutons demandait moins de paysans que cultiver des céréales. Il était plus facile de le faire dans des

terres clôturées, ceintes de barrières.

Les profits aussi avaient tendance à être mieux assurés quand les décisions étaient prises par un seul propriétaire [...] plutôt que par une organisation communale [...].

Les propriétaires fonciers commencèrent à faire pression pour enclore. Les clôtures en effet transformaient la terre en propriété privée sous le contrôle d'une seule personne, détruisant le réseau de droits et d'obligations mutuelles qui caractérisaient le village médiéval. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les clôtures se multiplièrent et s'étendirent des forêts et des friches aux champs et à la terre labourée [...].

La mise en clôtures fut spécialement désastreuse pour ceux qui vivaient en marge de la société : ceux qui squattaient les prés communaux et les paysans les plus pauvres, qui complétaient des récoltes trop maigres par le produit de la forêt et des marécages ; les ouvriers agricoles aussi, qui n'avaient pas de quoi vivre avec leur maigre salaire.

Starhawk, « Appendice A : le temps des bûchers », *Femmes, magie et politique*, trad. A. Morbic, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2003, p. 263-268.



future. Ce commun, ce n'est pas seulement cette terre que nous partageons, mais aussi les langages que nous créons, les pratiques sociales que nous établissons, les modes de socialités qui définissent nos relations, et ainsi de suite». Ce commun est construit à travers le temps, et, en principe, est accessible à tous. Selon cette logique, il est même possible de considérer «la métropole comme une usine destinée à la production du commun<sup>5</sup>». Les qualités humaines d'une ville émergent des pratiques que nous mettons en œuvre dans les divers espaces de celle-ci, même si ces espaces sont sujets à des enclosures, qu'elles soient d'ordre privé ou le fruit d'une propriété étatique, du contrôle social, des appropriations, et des contremouvements des habitants destinés à exercer ce que Henri Lefebvre a appelé «le droit à la ville»<sup>6</sup>. Par leurs activités quotidiennes et leurs luttes, les individus et les groupes sociaux créent le monde social de la ville, et, ce faisant, créent une sorte de commun, un cadre au sein duquel nous pouvons tous vivre. Même si ce commun issu de la créativité culturelle ne peut être détruit par son usage, il peut tout de même se retrouver dégradé et banalisé s'il subit trop de mauvais traitements.

#### **Derrière le problème des communs, celui de la propriété individuelle**

Il me semble que le vrai problème ici, ce ne sont pas les communs en eux-mêmes, mais bien plutôt l'échec du droit de propriété privé individualisé à satisfaire nos intérêts communs comme il est censé le faire. Pourquoi, par exemple, quand on parle de la métaphore de Hardin, l'accent est-il toujours mis sur le pâturage en tant que commun, et jamais sur le troupeau en tant que propriété individuelle ? Après tout, ce qui dans la théorie libérale justifie le droit de propriété privée, c'est que ce droit peut servir à maximiser le bien commun quand il est intégré à la société par le biais d'institutions garantissant un marché libre et équitable. Comme le soutient Hobbes, les intérêts privés concurrentiels produisent effectivement une sorte de communauté de biens (*commonwealth*) quand ils sont encadrés par un pouvoir étatique suffisamment fort. Cette opinion, soutenue et développée par des théoriciens libéraux comme John Locke ou Adam Smith, continue à être ardemment défendue, même si l'on a tendance à minimiser la nécessité d'un pouvoir d'État fort. En s'appuyant quasiment exclusivement sur les thèses de Hernando de Soto, la Banque mondiale continue à soutenir que pour supprimer la pauvreté mondiale, il suffirait d'accorder des

---

*Il me semble que le vrai problème ici, ce ne sont pas les communs en eux-mêmes, mais bien plutôt l'échec du droit de propriété privé individualisé à satisfaire nos intérêts communs comme il est censé le faire.*

---





---

*Le travail collectif et créateur de valeur doit servir à fonder un droit de propriété collectif et non plus individuel. La valeur, le temps de travail socialement nécessaire, voilà le bien commun capitaliste.*

---

droits de propriété privée aux habitants des bidonvilles et de développer l'accès à la microfinance (et plus particulièrement aux institutions de microfinance qui garantissent un taux de rendement juteux aux acteurs de la finance mondiale). Une fois que, grâce à la microfinance et à la propriété, les pauvres auront appris à libérer leur instinct naturel d'entrepreneur, alors tout sera pour le mieux, et le drame de la pauvreté chronique sera enfin éradiqué.

Pour Locke, la propriété individuelle est un droit naturel qui se manifeste à l'instant où l'individu crée de la valeur en travaillant la terre : dès ce moment, le fruit de son travail n'appartient qu'à lui, et à lui seul. Voici, résumé en une phrase, l'essentiel de la théorie de la création de la valeur par le travail de Locke. Les échanges sur le marché socialisent ce droit dans la mesure où chaque individu reçoit de nouveau la valeur qu'il a créée en l'échangeant contre une valeur équivalente créée par un autre individu. En réalité, les individus maintiennent, étendent et socialisent leur droit de propriété privée à travers la création de valeur et les échanges sur un marché supposé libre et équitable. C'est à la fois la manière la plus simple de créer la richesse des nations et la meilleure manière de servir le bien commun.

Cela induit bien sûr que les marchés *peuvent* être libres et équitables, et l'économie politique classique présuppose que cela est rendu possible par l'intervention de l'État – du moins, c'est bien là ce que préconisait Adam Smith aux dirigeants politiques. Mais il existe un horrible corollaire à la théorie de Locke : les individus qui n'arrivent pas à créer de la valeur n'ont aucun droit à la propriété. À titre d'exemple, la dépossession des populations indigènes d'Amérique du Nord par des colons « productifs » fut justifiée par le fait que les populations indigènes ne produisaient aucune valeur.

Que pense Karl Marx de tout ceci ? Il semble faire sienne la fiction de Locke dans les chapitres introductifs du *Capital* – même si cette acceptation semble bien souvent ironique, par exemple quand il souligne l'étrange rôle du mythe de Robinson Crusoé dans la pensée politico-économique : dans ce mythe, un homme retourné à l'état de nature agit comme s'il n'avait jamais quitté le sol de l'Angleterre. Mais quand Marx explique comment la force de travail est devenue une marchandise individuelle susceptible d'être achetée et vendue sur un marché libre et équitable, la fiction de Locke dévoile son vrai visage : un système fondé sur l'égalité de la valeur d'échange produit une plus-value pour le capitaliste propriétaire des moyens de production grâce à l'exploitation du travail vivant.

La formulation de Locke est encore plus violemment dénoncée lorsque Marx s'intéresse à la question du travail collectif. Dans un monde où il n'y aurait que des artisans individuels, propriétaires de leurs moyens de production et qui échangeraient sur des marchés relativement libres, la fiction de Locke aurait encore un sens. Mais, selon

Marx, l'apparition du système des usines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle rend les formulations théoriques de Locke définitivement caduques. À l'usine, le travail est organisé collectivement. Si un droit de propriété doit être associé à cette forme de travail, il doit en toute logique être collectif ou associatif, et non individuel. La définition du travail produisant de la valeur, qui fonde la théorie de la propriété privée de Locke, ne relève donc plus des individus mais revient aux collectifs de travailleurs. Le communisme devrait ici émerger sur la base d'une « *réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social* »<sup>7</sup>. Marx ne défend pas une propriété étatique mais une forme de propriété investie par la production collective des travailleurs en vue du bien commun.

Marx établit la manière dont un tel type de propriété peut apparaître retournant lui-même l'argument de Locke sur la production de la valeur. Supposons, nous dit-il, qu'un capitaliste démarre sa production avec un capital de mille dollars, et qu'il fasse, la première année, une plus-value de deux cents dollars grâce au travail de la terre par ses employés, et qu'il consacre cette plus-value à sa consommation personnelle. Après cinq ans, ces 1000 dollars devraient appartenir aux travailleurs collectifs, puisque ce sont eux qui ont travaillé la terre. Le capitaliste a consommé l'intégralité de son capital d'origine. En effet, tout comme les populations indigènes d'Amérique du Nord, les capitalistes méritent de perdre leurs droits de propriété, puisque, comme ces derniers, ils n'ont produit aucune valeur.

Si cette logique peut sembler un peu tirée par les cheveux, c'est pourtant bien elle qui est à l'œuvre dans le plan que proposa le Suédois Rudolf Meidner à la fin des années 1960 : l'instauration d'une taxe sur les profits de l'entreprise dont le fruit – à condition que les syndicats acceptent que les salaires soient gelés – serait placé dans un fonds contrôlé par les travailleurs et destiné à investir dans leur entreprise pour, à terme, la racheter, et donc la mettre sous le contrôle commun des travailleurs associés. Le capital rejeta cette idée de toutes ses forces, et ce plan ne fut par conséquent jamais appliqué. Mais cette idée mérite d'être reconsidérée. Ce qui en ressort, c'est que le travail collectif et créateur de valeur doit servir à fonder un droit de propriété collectif et non plus individuel. La valeur, le temps de travail socialement nécessaire, voilà le bien commun capitaliste. Il est représenté par l'argent, l'équivalence universelle grâce à laquelle il est possible de mesurer la richesse commune. Le commun, par conséquent, n'est pas quelque chose qui aurait existé à une certaine époque et qui se serait par la suite perdu dans les limbes, mais quelque chose qui, à l'instar des communs urbains, est en permanence

en train d'être produit. Le problème, c'est que le capital est également en permanence en train de confisquer ce commun sous sa forme monétaire ou marchande. Une communauté qui se bat pour maintenir une certaine diversité ethnique dans un quartier et refuse la *gentrification*, par exemple, peut voir les prix de l'immobilier de son quartier monter en flèche, pour peu que les agents immobiliers centrent justement leur stratégie commerciale sur ce « caractère » multiculturel pour attirer les potentiels nouveaux arrivants. Ce qui a pour résultat, écrit Marx, que le capital, contraint par les dures lois de la concurrence à maximiser (comme les propriétaires de bétail dans l'histoire de Hardin) l'utilité (c'est-à-dire la profitabilité), produit « un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps [produit] un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur<sup>8</sup> ».

Cette « tragédie » est similaire à celle que décrit Hardin, mais elle découle d'une logique complètement différente. Le problème des communs est ici redéfini, en même temps qu'est proposée toute une gamme de solutions possibles. Abandonnée à elle-même, sans régulation, l'accumulation individuelle du capital menace en permanence de détruire les deux ressources fondamentales de propriété privée qui sous-tendent toutes les formes de production: le travailleur et la terre. Et, dans la mesure où l'accumulation du capital connaît elle-même un fort taux de croissance (généralement, le niveau d'acceptation minimal est de 3 %), plus le temps passe et plus cette double menace gagne en intensité et en virulence.

Aux violentes attaques néolibérales menées, du Chili à l'Angleterre, et depuis les années 1970, contre les droits et la puissance du travail syndiqué s'ajoute aujourd'hui un plan mondial d'austérité extrêmement sévère qui, de la Grèce jusqu'à la Californie, entraîne une perte de droits et de valeurs pour une grande partie de la population, le tout associé à l'absorption prédatrice par la dynamique capitaliste de populations jusqu'ici marginalisées. Vivant avec moins de deux dollars par jour, ces populations, qui représentent plus de deux milliards d'humains, sont considérées par la microfinance comme les cibles potentielles de « *prêts à haut risque les plus risqués de tous les prêts à haut risque* »: il s'agit en un mot de dépouiller ces populations de leur richesse pour mettre du marbre dans les palais des riches. C'est exactement ce qui s'est passé sur le marché immobilier des États-Unis

avec la politique prédatrice des prêts hypothécaires à haut risque (*subprimes*), immédiatement suivie de saisies. Les communs environnementaux ne sont pas moins en danger: pour s'en convaincre, il suffit de comprendre que les solutions envisagées, comme les échanges de droit d'émission de carbone ou le développement des nouvelles technologies environnementales, reviennent à proposer de sortir de l'impasse en se servant des outils mêmes qui nous y ont acculés, à savoir l'accumulation du capital et la spéculation. Malheureusement, c'est là une vieille, très vieille histoire: toutes les initiatives majeures qui ont vu le jour depuis 1945 pour résoudre le problème de la pauvreté mondiale ont maintenu l'usage exclusif de moyens – l'accumulation du capital et le marché – qui sont à l'origine de la pauvreté relative, et parfois de la pauvreté absolue. Ce n'est par conséquent pas une grande surprise qu'il y ait encore des pauvres, ni même qu'il y en ait toujours davantage.

Le démantèlement des cadres régulateurs et des outils de contrôle destinés à brider – sans grand effet, avouons-le – le penchant de l'accumulation du capital aux pratiques prédatrices a rendu possible la mise en pratique d'une logique du type « après moi, le déluge », c'est-à-dire une spéculation financière et une accumulation du capital devenues folles, et qui se sont aujourd'hui transformées en un véritable fléau. Les dommages qui s'en suivent ne peuvent aujourd'hui être limités que par la socialisation de la plus-value associée à la production et à la répartition, c'est-à-dire par l'établissement d'une nouvelle communauté de biens accessible à tous.

Ce qui importe ici, ce n'est pas tant une combinaison spécifique d'arrangements institutionnels – une enclosure par ci, l'extension de droits de propriété collectifs par là – que la somme des effets désignant le capital comme seul responsable de la détérioration galopante des ressources communes en terre et en travail (y compris les ressources rattachées à la « seconde nature » de l'environnement construit). Dans cette optique, le « *savant mélange de moyens* » qu'Ostrom a commencé à identifier – des moyens non seulement publics et privés, mais aussi collectifs et associatifs, hiérarchiques et horizontaux, exclusifs et ouverts à tous – va bientôt être amené à jouer un rôle central dans la recherche de nouvelles manières d'organiser la production, la distribution, l'échange et la consommation capables de répondre aux besoins humains. L'idée, ici, ce n'est pas de satisfaire aux exigences d'accumulation du capital, au seul nom de l'accumulation du capital, pour le bien de la classe qui s'approprie le commun aux dépens de celle qui le produit. C'est bien plutôt de tout changer, d'inventer de nouvelles manières d'utiliser la puissance du travail collectif pour le bien commun. ■

(Traduit de l'anglais par Aurélien Blanchard.)

## NOTES

- 1. Elinor Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 182 [*La Gouvernance des biens communs*, révision scientifique de L. Baechler, Bruxelles, De Boeck, 2010].
- 2. Jacques Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995, p. 34-35.
- 3. NdT: Sans équivalent en français, les *gated communities* sont, pour reprendre la définition d'Edward J. Blakely, « *des quartiers résidentiels dont l'accès est contrôlé, et dans lesquels l'espace public est privatisé. Leurs infrastructures de sécurité, généralement des murs ou des grilles et une entrée gardée, protègent contre l'accès des non-résidents* ».
- 4. NdT: Les « zones d'amélioration commerciale » (*business improvement district*), nées aux États-Unis dans les années 1970, mais qu'on retrouve également en Angleterre, en Irlande ou en Allemagne, sont des quartiers de la ville dans lesquels les commerçants payent des taxes supplémentaires, en échange de quoi des sociétés privées se chargent de nettoyer les rues, d'en assurer la sécurité, etc.
- 5. Michael Hardt et Antonio Negri, *Commonwealth*, Cambridge, The Belknap Press, 2009, p. 350.
- 6. Henri Lefebvre, *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
- 7. Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, section 1, trad. J. Roy, Paris Maurice Lachâtre, 1872, p. 31.
- 8. *Ibid.*, Livre I, section 4, p. 218.

# LE CENTENAIRE D'UNE AUTRE AMÉRIQUE: WOODY GUTHRIE, 1912-2012

## À PROPOS DE

Joe Klein, *Woody Guthrie, A Life*, New York, Delta Book, 1980, 512 p., 13,60 \$; Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life and Times of Woody Guthrie*, New York, W. W. Norton & Company, 2004, 512 p., 29,95 \$; Robert Santelli et Emily Davidson (dir.), *Hard Travelin': The Life and Legacy of Woody Guthrie*, Hanovre, Wesleyan University Press, 1999, 280 p., 22,95 \$; et Will Kaufman, *Woody Guthrie, American Radical*, Champaign, University of Illinois Press, 2011, 304 p., 29,95 \$.

\* Laurent Lévy est l'auteur du *Spectre du communautarisme* (Éditions Amsterdam, 2005) et de *La « Gauche », les Noirs et les Arabes* (La Fabrique, 2010). Il est membre du comité de rédaction de la *RdL*.

Le chanteur, chroniqueur et romancier Woody Guthrie aurait eu cent ans en 2012. À l'occasion de ce centenaire, Laurent Lévy présente cette personnalité majeure de la culture populaire et de la politique radicale américaine, à travers la lecture de quelques ouvrages qui lui ont été consacrés, dont le plus récent, *Woody Guthrie, American Radical*, de Will Kaufman, s'attache à l'aspect politique du personnage. Par LAURENT LÉVY\*

Woody Guthrie est mort dans une Amérique dont il n'était déjà plus le témoin. Ce sont les sixties agitées et militantes, l'époque des grandes luttes pour les droits civiques, contre la guerre du Vietnam, pour l'émancipation de la jeunesse. L'époque où la « nouvelle gauche » remplace déjà la « vieille »<sup>1</sup>. C'est le temps de la grande renaissance de la *folk song* et de sa fusion avec les cultures issues du rock et de la *country music*. Bientôt Woodstock. Certaines des idoles de ce temps – Bob Dylan, Joan Baez, Tom Paxton, Phil Ochs – ont elles aussi une idole : Woody Guthrie, qui meurt après quinze ans de silencieuse agonie, victime de la maladie de Huntington, dégénéres-

cœur s'est arrêté de battre. Qu'aucun livre en français ne soit à ce jour disponible sur cette figure essentielle est un indice du degré d'insularité de notre culture ; on peut espérer qu'entre le centenaire de sa naissance et le cinquantenaire de sa mort, certains éditeurs prendront le risque de faire mieux connaître – voire de faire connaître – cette grande voix de l'autre Amérique.

« Il était, écrit de lui son ami Studs Terkel, un rude morceau de cuir, et un plus rude encore, plus gros morceau d'homme. » La vie de Woody Guthrie est un roman : cela ne simplifie pas le travail des biographes. D'autant moins que, d'une part, Guthrie a lui-même publié un roman partielle-

---

Qu'aucun livre en français ne soit à ce jour disponible sur cette figure essentielle qu'est Woody Guthrie est un indice du degré d'insularité de notre culture.

---

cence neurologique génétique qui l'a petit à petit privé de ses fonctions motrices, jusqu'à l'empêcher de faire autre chose que répondre « oui » ou « non » d'un geste imprécis aux questions que lui posent les quelques proches qui ne l'ont pas oublié.

Dire à quel point cette Amérique en ébullition est son héritière, dans sa grandeur comme dans ses contradictions, c'est énoncer une évidence méconnue. Les deux grandes biographies qui lui ont été consacrées (Joe Klein, *Woody Guthrie, A Life*, 1980 et Ed Cray, *Ramblin' Man, The Life And Times Of Woody Guthrie*, 2004) permettent d'en prendre la mesure. On n'aura fait le tour, ni du personnage, ni de sa bibliographie si l'on n'ajoute à ces livres *Hard Travelin', The Life and Legacy of Woody Guthrie* (1999), dirigé par Robert Santelli et Emily Davidson, et *Woody Guthrie, American Radical* (2011), par Will Kaufman, qui inaugurent sans doute le flot attendu des publications du centenaire.

Woody Guthrie est en effet né il y aura cent ans le 14 juillet 2012, le *Bastille Day* comme disent les Américains ; il est mort cinquante-cinq ans plus tard, le 3 octobre 1967, si tant est que sa mort si longue puisse être assignée au seul jour où son

ment autobiographique (*Bound for Glory*, dont une traduction avait été publiée par les éditions 10/18 sous le titre *En route pour la gloire* et dont Hal Ashby a tiré un film où David Carradine joue le rôle de Guthrie) qui – il s'agit après tout d'un roman ! – prend quelques libertés avec le déroulement réel des choses ; et que, d'autre part, il existe une image d'Épinal sur la vie de Guthrie. Et l'on sait qu'aux États-Unis, c'est un principe général, exprimé dans sa perfection dans le grand film de John Ford, *L'Homme qui tua Liberty Valence* : si elle vous semble plus belle que la vérité, *Print the legend!*, imprimez la légende ! Or Guthrie est d'abord une légende. Comme souvent les légendes, elle n'est pas sans support dans la réalité, et c'est ce qui la rend fascinante. Commençons donc par elle.

La première identification du Guthrie de la légende est celle de ce qu'il appelle lui-même *son peuple* : celui des « Okies », les réfugiés, exilés, migrants des grands espaces des États du sud – Oklahoma, Texas, Tennessee, Kansas, Géorgie – chassés par la misère, les vents de poussière et les spéculateurs de leurs terres, et qui devaient prendre la route pour la Californie, au cœur de la crise des années 1930. Ceux-là mêmes dont John

Steinbeck a écrit l'épopée dans *Les Raisins de la colère*. Dans une scène du film tiré de ce roman, on voit ces migrants dans un camp de réfugiés chanter au feu de camp *Goin' Down This Road (J'descends c'te route)* l'une des nombreuses chansons par lesquelles Woody Guthrie a illustré cet exode.

*I'm goin' down this road a-feellin' bad  
And I ain't gonna be treated this a-way.*

J'descends c'te route et je m'sens mal  
Et j'vais pas m'laisser traiter comme ça !

La légende de Guthrie, celle qui a fait de lui l'idole de la Beat Generation, est donc celle selon laquelle il avait lui-même été l'un de ces Okies, qu'il avait lui-même vécu cette épopée dont il a été le chantre majeur. Son premier album enregistré par un studio commercial comprend les plus grandes chansons du cycle des *Dust Bowls*, des vents de poussière. Le producteur lui avait demandé d'y ajouter une chanson qui rappelât le roman de Steinbeck ; ce sera la ballade de *Tom Joad*, dans laquelle on retrouve chaque épisode, et presque chaque détail du film. Steinbeck, qui avait rencontré Guthrie et dont il restera l'ami, écrira : « *J'ai mis trois ans à écrire ce foutu bouquin, et cet enfant de salaud en a fait autant en dix-sept couplets !* » Encore ignorait-il que la chanson avait été écrite en une nuit.

Guthrie aimait jouer son rôle d'Okie, de plouc,

que des centaines de pages. La raison n'est pas seulement à chercher dans son talent ; elle est aussi dans l'empathie profonde qu'il éprouve à partir de cette époque pour les déshérités. Le chemin de Damas qui fera de lui un communiste commence ainsi sous les vents de poussière. Lorsque, en Californie, il découvrira les bidonvilles où s'entassent les réfugiés, ces villes baptisées Hoover Towns en hommage singulier au président d'alors, il dira crânement qu'il ne supporterait pas, lui, que son nom soit associé à pareilles choses.

Ne résumons pas le roman de sa vie : il est à lire. Le livre de Joe Klein est celui d'un journaliste ; le livre d'Ed Cray, celui d'un universitaire. S'ils ne sont pas parfaitement interchangeables, les deux sont également recommandables – et mériteraient une traduction française. L'un comme l'autre font bien la part de la légende et de la vérité biographique. L'un comme l'autre peignent un Guthrie aussi attachant que parfois irritant, un homme complexe et tourmenté, dont la vie est scandée par les malheurs, les échecs et les déconvenues, mais qui laissera à toutes celles et tous ceux qui l'auront connu le sentiment d'avoir eu de la chance d'approcher ce mélange de sainteté et de damnation, d'avoir croisé la route de cet extraordinaire être humain.

À Los Angeles, Woody est engagé dans une station de radio, et se fait connaître pour son impres-

---

*Guthrie aimait jouer son rôle d'Okie, de plouc, de cul-terreux un peu perdu  
dans la grande ville, qu'il regarde avec surprise et ingénuité.*

---

de cul-terreux un peu perdu dans la grande ville, qu'il regarde avec surprise et ingénuité. C'est le rôle qu'il jouera d'abord à Los Angeles, comme animateur de radio. C'est le rôle que, déjà auréolé par sa légende, il jouera plus tard à New York.

La vérité est plus complexe. S'il a connu la pauvreté, c'est à la suite des déboires économique de son père ; mais il est issu d'une famille de la *middle class* du Sud. Le père Guthrie, entre plusieurs situations, a été agent immobilier, et aussi représentant du parti Démocrate – ce qui, à cette époque et surtout dans le Sud, était une posture réactionnaire et volontiers raciste. Le nom sous lequel est connu Woody est d'ailleurs le diminutif de Woodrow Wilson Guthrie : il avait été baptisé du nom du candidat à la primaire démocrate, qui devait devenir président des États-Unis – et engager son pays dans la Première Guerre mondiale. S'il a bien connu les « *dust storms* », les tempêtes de poussière qui ont ravagé des régions entières de l'Oklahoma et du Texas, c'est la ferme des autres qu'il a vue disparaître, et non la sienne. Plus qu'acteur de cette histoire, il en est le simple témoin ; mais quel témoin ! Deux ou trois chansons de Guthrie permettent d'en comprendre plus

sionnant répertoire de chansons populaires, qu'il agrmente de ses propres compositions – pour les besoins desquelles il emprunte souvent la mélodie au vieux fond folklorique qu'il connaît si bien – et qu'il agrmente surtout de longs commentaires, de délires verbaux, de remarques ironiques et souvent politiques.

Assez vite, il se lie avec des radicaux, en particulier des militants du parti communiste américain, le CPUSA, dont il restera toute sa vie un proche compagnon. Il fait sensation lors d'un meeting pour la libération du vieux militant syndicaliste injustement enfermé depuis des années, Tom Mooney, en chantant une chanson spécialement composée pour l'occasion, et en y entraînant une assistance qui s'attendait à tout sauf à voir un type un peu crasseux et la guitare en bandoulière les faire reprendre en chœur un refrain nouveau. Il se lie avec le comédien communiste Will Geer, qui lui présente un John Steinbeck impressionné par la connaissance intime que ce petit gars peut avoir de la vie des gens de rien. Avec Geer, il hante les piquets de grève et va soutenir les luttes des ouvriers agricoles, en chanson, mais aussi à l'occasion avec ses poings.

C'est encore Geer qui le convainc de venir à New York. À l'issue d'un concert mémorable pour les Okies réfugiés, Guthrie fait connaissance avec deux jeunes passionnés de musique populaire, Alan Lomax, qui deviendra le grand archiviste du folklore des États-Unis et de quelques autres régions du monde, et qui lui fait réaliser pour la bibliothèque du Congrès ses premiers enregistrements, et Pete Seeger, qui deviendra dans les décennies suivantes le pape de la *folk song*, l'interprète du plus vaste répertoire de ce genre, des classiques anonymes aux compositions des jeunes auteurs des années 1960.

Avec eux, Woody collationne un recueil de chansons consacrées à la vie des humbles et aux luttes populaires, ajoutant à celles recueillies par Lomax quelques-unes de son propre cru ; ce sera *Hard Hitting Songs for Hard Hit People* (*Des chansons qui cognent pour ceux qui s'en prennent plein la gueule*), recueillies par Lomax, transcrites par Seeger, et préfacées par Guthrie. L'histoire de ce livre, commencé en 1940 et qui ne paraîtra pas avant 1967, est à elle seule tout un roman...

Nous sommes en plein New Deal, et même en plein Front Populaire. Avec ses nouveaux amis, et souvent dans le cadre d'un groupe aux contours flous, aussi séminal qu'informel (le seul groupe, dira l'un d'entre eux, qui répète ses spectacles directement sur la scène...), les Almanac Singers, dont le noyau est constitué de Pete Seeger et de Lee Hayes, Guthrie chante et enregistre des chansons syndicalistes, antifascistes, ou traditionnelles. Tout se fait là de façon collective, des textes aux arrangements musicaux, en passant même, durant un temps, par la vie quotidienne.

Quand l'administration des grands travaux qui commencent sur la côte Pacifique (des barrages sur la rivière Columbia) veut y réaliser un film, Woody est pressenti pour en faire la musique. Mais son dossier au FBI est déjà trop chargé pour qu'on puisse l'embaucher directement : sa mission est réduite à un mois. Et comme il n'y a pas de ligne budgétaire pour un gratteur de guitare, il sera réputé aide-caméraman. N'empêche : au cours de ce mois, il va composer un cycle de vingt-huit chansons, dont de nombreuses deviendront

des classiques, et qui seront la matière de son deuxième disque commercial. D'autres suivront.

Guthrie rentre à New York au moment où l'on vient d'apprendre l'invasion de l'URSS par les armées nazies. Les Almanac Singers qui, sous l'influence du pacte germano-soviétique, venaient d'enregistrer en l'absence de Woody – mais il est peu douteux qu'il y aurait participé s'il avait été présent – un album pacifiste et anti-interventionniste, mettent cet album au pilon et reprennent leur fonds de chansons antifascistes, enregistrent celles de la Brigade Lincoln (les Américains de la guerre d'Espagne) pour qui Guthrie compose une chanson sur la défaite de la Jarama, et militent activement pour l'entrée en guerre des États-Unis. Les communistes savent qu'ils sont de ce point de vue devenus les alliés de Roosevelt contre le puissant lobby non interventionniste.

New York est le cœur du CPUSA, qui y compte la moitié de ses membres – soit quelque vingt mille militantes et militants. Les Almanac y jouent un rôle marginal, mais chargé d'avenir : toute la génération «folk» des sixties et seventies sera ses héritiers directs, et leurs vieux disques seront des objets de collection recherchés. Tous les groupes *folk* à venir y trouveront un modèle, soit directement, soit à travers les Weavers, constitué à la fin des années 1940 lui aussi autour de Pete Seeger et Lee Hayes, avec Ronnie Gilbert et Fred Hellerman, et qui diffusera largement, entre autres, le répertoire de Woody Guthrie.

Quoi qu'il en soit, lorsque la guerre survient, Guthrie ne se contente pas d'écrire des chansons destinées à mobiliser le peuple – telle *Round Hitler's Grave* (*Autour de la tombe d'Hitler*), qui sera diffusée à la radio dans des programmes officiels, chantée par l'ensemble de tous les Almanac Singers accompagnés d'un grand orchestre. Il s'engage dans la marine marchande, avec son ami Cisco Houston, lui-même brillant chanteur et guitariste folk.

Le choix de la marine marchande s'explique par sa volonté de contribuer à l'effort de guerre, en assumant les risques, mais sans prendre les armes.

C'est aux victimes d'un navire de la marchande coulé par les Allemands qu'est consacrée l'une

#### EXTRAIT / I AIN'T GONNA KILL ANYBODY

La guerre est un jeu dans lequel des barjots essayent de s'entre-tuer. C'est le meurtre étudié, préparé et planifié par des esprits déments, eux-mêmes suivis de toute une bande de voleurs.

On ne peut pas à la fois croire dans la vie et porter l'uniforme de la mort.

Il y a certains hommes qui ne pensent jamais à rien d'autre qu'au massacre. Ce sont ces bouchers trempés de sang que nous prenons pour des héros.

Les trois cinquièmes de la population décident d'assassiner les deux autres cinquièmes. Il faut bien que ces derniers s'y mettent à leur tour, s'ils veulent survivre.

Trouvez l'homme qui profite de la guerre, supprimer son profit, et il n'y aura plus de guerre.

Woody Guthrie, *Woody Sez*, «I ain't gonna kill anybody», New York, Grosset and Dunlap, 1975, p. 62-63.

de ses plus belles chansons de l'époque, *The Sinking of The Ruben James* (*Le naufrage du Ruben James*). Pour leur rendre hommage, Guthrie avait pensé donner dans le refrain leurs noms, mais ses amis des Almanac trouvent un meilleur refrain qui donne une dimension universelle à la chanson en demandant :

*What were their names, tell me,  
What were their names,  
Did you have a friend on the good  
Ruben James?*

C'était quoi leurs noms, dis-moi,  
C'était quoi leurs noms  
Avais-tu un ami sur ce bon *Ruben James*?

Le processus de composition de cette chanson illustre bien ce qu'est une chanson folklorique, puisque plusieurs auteurs dont certains restent anonymes y contribuent – un nouveau couplet étant même ajouté après-guerre par les Weavers :

*Many years have passed and still I wonder why  
The worst of men must fight and the best of  
men must die.*

Bien des années ont passé et je me demande  
encore pourquoi  
Les pires des hommes doivent se battre  
et les meilleurs doivent mourir.

L'idée des noms que l'on cite sera reprise par Guthrie dans une autre de ses chansons, une de ses dernières, mise en musique bien plus tard, où à propos d'un accident d'avion dans lequel des dizaines d'ouvriers mexicains expulsés avaient trouvé la mort, Guthrie se révolte en entendant une dépêche de radio disant « *ce n'étaient que des expulsés* ». Il leur donne alors des noms :

*Goodbye my Juan, goodbye Roselita,  
Adios mis amigos Jesus y Maria.*

*You won't have a name when you ride  
the big airplane  
And all they will call you will be  
Deportees.*

Adieu mon Juan, adieu Roselita,  
Adios mis amigos Jesus y Maria.  
Vous n'aurez pas d'nom quand vous prendrez  
l'gros avion  
Et ils ne vous appelleront que des  
Expulsés.

Woody marin reste Woody. Il embarque avec sa guitare sur laquelle est écrite à jamais la célèbre phrase, qui résume l'art de Woody Guthrie, ou plutôt la conception qu'il s'en faisait : « *This machine kills fascists* » (« Cet engin tue les fascistes »). Et avec Cisco, il chante pour les marins, sur tous les entreponts. Le bateau est touché par un bombardement, et Woody chante encore pour maintenir le moral des hommes. Mais il refuse de chanter devant un auditoire exclusivement blanc, alors que les Noirs doivent rester à l'extérieur : il faudra violer le règlement, et Woody obtiendra du capitaine le droit exceptionnel de chanter devant tout le monde, Blancs et Noirs confondus.

Après la victoire, il vit une brève période de bonheur avec sa nouvelle compagne et deuxième épouse, Marjorie, une danseuse élève de Martha Graham. Il compose pour ses enfants, et surtout pour sa petite fille Cathy, des chansons inoubliables, que l'on chante encore aux enfants dans les écoles américaines, sans toujours savoir le nom de leur auteur. Et puis Cathy meurt dans un incendie accidentel, comme la grande sœur de Woody lorsqu'il était enfant. Il plonge alors dans la dépression et dans l'alcool.

C'est aussi la période où, en duo avec Cisco Houston, et parfois avec les légendaires musiciens noirs Sonny Terry et Huddie Ledbetter, dit Lead Belly, il enregistre pour Moses Ash, patron des éditions Folkways, des centaines de titres dont la

---

*C'est aux victimes d'un navire de la marchande coulé par les Allemands qu'est consacrée l'une de ses plus belles chansons de l'époque, The Sinking of The Ruben James.*

---

**EXTRAIT I'VE BEEN A TRAVELIN' ON**

**J**e suis fauché, ce matin, j'ai pas un sou en poche. Ça arrive à tout le monde d'être dans une mauvaise passe. Des fois, quand je pense à tout l'argent qu'il y a dans le monde, je ne comprends vraiment plus comment on peut se retrouver fauché. Fait un froid de canard là où j'écris ce matin, alors vous étonnez pas si j'en pousse une petite. J'imagine qu'il y a plein de trucs qu'ils jouent jamais, ici, à Washington. Ouais, bon, j'ai lu le *Daily Worker*, j'imagine que vous allez

bientôt être au courant. Il y a un chien et une femme sur la pelouse. On ne sait pas lequel des deux mène l'autre. La femme veut s'arrêter, mais le chien la laisse pas faire. Je suis sûr qu'elle fait vérifier la pression sanguine de son clébard avant de voter, et puis qu'elle engage trois docteurs pour revérifier après, tout ça pour savoir si les résultats des élections conviennent au chien. Je vais voir Leadbelly, aujourd'hui. Il va chanter pour les réfugiés espagnols au Cafe

Society. Il s'est acheté une bonne grosse guitare à douze cordes, la meilleure dont j'ai jamais entendu parler... Bon sang, je pourrais rester toute la nuit à l'écouter jouer *Bourgeoise Blues* ...

Woody Guthrie, *Woody Sez*, « I've been a travelin' on », New York, Grosset and Dunlap, 1975, p. 117-118.

plupart resteront longtemps inédits et que l'on n'a pas encore fini d'exhumer. Il en écrira des centaines d'autres, qui demeurent aujourd'hui dans les cartons de la fondation créée par ses enfants. Certaines ont été mises en musique par Billy Bragg, le chanteur progressiste britannique contemporain.

Mais l'intempérance croissante de notre héros masque l'arrivée des premiers symptômes de la maladie de Huntington, que l'on sait alors à peine diagnostiquer : c'est pour démence que sa mère avait officiellement été internée dans l'hôpital où elle était morte.

Guthrie doit une grande part de sa célébrité à l'une de ses chansons qui constitue presque un

de guitare, les paroles sont simplement scandées, comme une anticipation du rap d'aujourd'hui.

Son immense répertoire n'est toutefois pas limité à ses propres chansons, et il est parfois difficile de faire le tri entre la reprise de chansons traditionnelles et les productions nouvelles, dans la mesure où Guthrie procède toujours à des arrangements, à des adaptations diverses, voire à des subversions de textes recueillis dans le folklore.

Ainsi, sa version de la vieille chanson de cow-boys *Buffalo Skinners* (*Les Écorcheurs de buffles*), transfigure-t-elle l'histoire en parabole de l'exploitation et de la lutte des classes ; ainsi ajoute-t-il au genre des chansons rendant hommage aux bandits d'honneur, comme *Jesse James*, son propre *Pretty*

---

*Mais l'intempérance croissante de notre héros masque l'arrivée des premiers symptômes de la maladie de Huntington, que l'on sait alors à peine diagnostiquer : c'est pour démence que sa mère avait officiellement été internée dans l'hôpital où elle était morte.*

---

hymne officieux des États-Unis : *This Land Is Your Land* (*Ce pays est ton pays*). Lors des cérémonies d'investiture de Barak Hussein Obama à la présidence des États-Unis, Bruce Springsteen a chanté cette chanson – aux côtés d'un invité de marque, le nonagénaire Pete Seeger lui-même. Des centaines de milliers de gens reprenaient le refrain, et le Président fredonnait avec eux. La plupart ignoraient sans doute que l'auteur avait voulu composer un pendant progressiste à la chanson *God Bless America* (*Dieu bénisse l'Amérique*), dont le refrain serait « *God bless America for you* » (« Dieu bénisse l'Amérique pour toi »), devenu dans la version définitive « *This land was made for you and me* » (« Ce pays a été fait pour toi et moi »). Et la plupart auront été surpris de trouver parmi les couplets les plus connus vantant la beauté des paysages étasuniens ceux, plus rares, qui s'en prennent à la propriété et aux propriétaires...

Mais il s'en faut de beaucoup que l'œuvre de Guthrie soit réductible à tel ou tel de ses titres de chansons. On a évoqué les cycles des *Dust Bowl Ballads* et celui des grands travaux de la rivière Columbia. Il y a également celui, en deux albums, des chansons pour enfants. On pourrait ajouter le cycle des chansons consacrées à Sacco et Vanzetti, un extraordinaire album qui mobilise, pour parler de ses héros, tous les genres de la chanson populaire, de la ballade à la chanson épique, en passant par l'hymne et la chanson à refrain, ou encore un cycle inachevé sur les grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier, qu'illustrent en particulier deux grandes chansons, *1913 Massacre* et *Ludlow Massacre*, entrées dans le répertoire folk par les interprétations de Ramblin' Jack Elliott, qui fut l'un des derniers compagnons de voyage du troubadour. Guthrie a également donné ses lettres de noblesse à un genre particulier, le *talking blues*, blues parlé, dans lequel, sur un accompagnement

*Boy Floyd*, consacré à un bandit du xx<sup>e</sup> siècle – là encore avec un solide fond de critique sociale :

*As through this world I wondered,  
I've seen lots of funny men.  
Some will rob you with a six-gun  
And some with a fountain pen.*

*But as through this world you travel,  
As through this world you roam,  
You won't never see an outlaw  
Drive a family from their home.*

En errant dans c'monde,  
J'ai vu toutes sortes de gens curieux.  
Y'en a qui vous braqueront avec un six-coups  
D'autres avec un stylo-plume.

Mais en voyageant dans c'monde,  
En vous y baladant,  
Vous n'verrez jamais un bandit  
Expulser des pauvres gens.

Quant à la musique, la richesse de Guthrie est celle du répertoire dans lequel il puise. Rares sont ses chansons où l'on ne reconnaisse pas, pour peu qu'on tende un peu l'oreille, tel ou tel air popularisé par la Famille Carter, ce groupe essentiel de la chanson folklorique dans les années 1930. Mais les mélodies ainsi empruntées sont – comme les chansons traditionnelles – transfigurées, adaptées, arrangées, métabolisées par l'art de l'interprète, qui en fait de nouveaux originaux, qui serviront parfois, à lui-même ou à d'autres, pour de nouvelles chansons, et ainsi de suite : c'est l'ensemble des mécanismes du folklore qui sont à l'œuvre dans le travail de Guthrie.

Son legs, cela dit, n'est pas fait que de chansons. Peut-être même que, si elle ne se trouvait pas à

l'ombre de sa guitare, son œuvre de prosateur ou de poète apparaîtrait comme la plus essentielle. Non seulement pour son premier roman *Bound For Glory (En route pour la gloire)* ou pour le second, inachevé, *The Seeds Of Man (Les Semences de l'homme)*, mais aussi pour ses chroniques, écrits autobiographiques ou politiques, ses poèmes ou ses textes inclassables, caractérisés par une prose chatoyante et foisonnante, dont le lyrisme souvent profond est mâtiné d'idiotismes divers, de trouvailles langagières, d'orthographe phonétique et d'invention lexicale.

Woody Guthrie était un radical. Et c'est tout le mérite du livre de Kaufman que d'approfondir la connaissance que l'on peut avoir de cet aspect du personnage. Qu'il ait été un homme de gauche très actif et très investi, son répertoire en témoigne. Mais à quel point il l'était, voilà ce qu'il est facile de sous-estimer. On sait que son ami Pete Seeger avait été membre du CPUSA de la fin des années 1930 au début des années 1950 et sans doute au-delà. S'agissant de Woody, il n'existe pas de trace précise permettant d'en décider. Les historiens tendent à mettre en doute le témoignage de ceux qui, membres du parti, affirment y avoir connu

apprenant l'expulsion vers l'Allemagne du grand compositeur Hans Eisler, auteur de nombreuses chansons avec Bertolt Brecht et frère de l'ancien agent du Komintern Gerhardt Eisler, il écrit l'un des poèmes que Billy Bragg mettra en musique cinquante ans plus tard :

*Eisler on the go and what would I do?*

Eisler qui s'en va, et moi, qu'est-ce que je ferais ?

Incapable de mener une vie stable, Woody Guthrie fut un personnage picaresque, tour à tour et parfois simultanément chanteur, «*hobo*», c'est-à-dire vagabond, homme de radio, journaliste, peintre en lettres, romancier, syndicaliste, pornographe, agitateur, ivrogne, blasphémateur, guitariste, philosophe, graphiste, animateur de radio et de concerts, orateur, chroniqueur, gratteur de mandoline et de violon, conteur, clown, dessinateur, coureur de filles, graphomane, mémorialiste, archiviste de la chanson populaire, poète, militant, caricaturiste, souffleur d'harmonica, éditorialiste, écornifleur, révolutionnaire, athée, chrétien, juif, menteur, joueur, voleur, cœur généreux, militant, immora-

---

*Woody Guthrie était un radical. Qu'il ait été un homme de gauche très actif et très investi, son répertoire en témoigne. Mais à quel point il l'était, voilà ce qu'il est facile de sous-estimer.*

---

Guthrie. Mais là n'est pas la véritable question : qu'il ait formellement ou non donné son adhésion au Parti communiste, il apparaît qu'il en aura à tout le moins été un «*compagnon de route*» fidèle et permanent, s'intéressant à ses débats internes, et écrivant des années son billet *Woody Sez (C'que dit Woody)*, dans le *People's World*, le journal des communistes de Californie. La fidélité à la classe des travailleurs aura pour lui été essentielle, mais l'admiration pour l'URSS, le pays des travailleurs, l'aura aussi été, sans interrogation ou critique particulières. En 1945, il rend hommage à Roosevelt pour avoir serré la main de Staline, comme pour avoir aidé les syndicats. Et si l'image d'un Woody syndicaliste est bien connue, celle d'un Woody stalinien l'est sans doute moins. Il déclarait qu'il suffisait de parler vingt minutes avec une personne normale pour la convaincre de devenir communiste.

Lorsque, aux heures noires du maccarthysme, il sera lui-même confiné dans un hôpital psychiatrique, il s'écriera non sans un lucide humour devant ses amis venus le visiter : «*C'est l'endroit le plus libre d'Amérique ! Ici, je peux crier « Je suis communiste ! » sans que personne n'y trouve à redire ! »*

S'il échappe à la chasse aux sorcières, elle ne lui échappe pas. Sans doute ne représentait-il pas un risque pour les inquisiteurs, sa carrière étant largement derrière lui au bon temps de McCarthy. Mais

liste, saint, réprouvé, prodigue, internationaliste, étasunien, citoyen du monde et de l'Oklahoma, et du Texas, et de la Californie, et de New York, séducteur, consommateur de femmes et d'alcool, révolté, clochard, vedette, étoile filante, enfant, vieillard, raté, amoureux plus ou moins infidèle, idole pour des millions, maudit pour quelques-uns, ignoré des autres, auteur de centaines et de centaines de chansons, parfois chantées une seule fois, sur un piquet de grève, dans une salle de concert, sur un chantier, dans un meeting, à la radio, au fond d'un bistrot mal famé où l'on chante pour un sandwich ou devant ses enfants, ou ceux des autres, auteur aussi de deux romans, de pensées, de centaines de poèmes, de centaines d'articles, de milliers de pages perdues au fil de ses errances, laissées ici sur la table d'une inconnue, là sur celle d'un ami ou d'un hôte de rencontre, pour peu qu'il ait trouvé une machine à écrire à portée de sa main et peut-être une bouteille de bière dans le frigo, homme brisé et homme vivant, tellement vivant, jusqu'à sa lente agonie, qui est aussi celle d'une autre Amérique. ■

## NOTES

■ 1. Sur le passage de l'une à l'autre, voir Maurice Issermann, *If I Had A Hammer*, dont le titre utilise significativement celui d'une chanson de Pete Seeger et Lee Hayes.

# SARTRE, UN « SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

## À PROPOS DE

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, trad. É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, 414 p., 18 €.

\*Michel Kail a été membre du Comité de rédaction de la revue *Les Temps Modernes* de 1986 à 2007, il est codirecteur de la revue *L'Homme et la société*. Son dernier ouvrage paru est *Jean-Paul Sartre, conscience et subjectivité* (Paris, SCÉRÉN, 2011).

L'engagement politique de Sartre ayant fait l'objet de nombre de travaux, analyses et autres études, le sujet semble épuisé. En proposant de rouvrir ce dossier que l'on pouvait penser clos, Ian Birchall propose dans *Sartre et l'extrême gauche française* un projet ambitieux alliant approches historique et philosophique. Michel Kail nous en offre ici une lecture qui met l'accent sur la question de la séparation entre œuvre et engagement, et celle de l'opposition entre contexte et situation, et qui analyse l'approche méthodologique que mobilise Ian Birchall pour réexplorer le personnage de Sartre. Les concepts sartriens sont-ils applicables à l'analyse du parcours politique de leur auteur ? Par **MICHEL KAIL\***

Dans *Sartre et l'extrême gauche française*, Ian Birchall a choisi de s'intéresser au Sartre politique. Ignore-t-il qu'un tel intérêt a depuis longtemps été invalidé ? N'a-t-il pas été prévenu que la question a définitivement été réglée par la sentence « avoir tort avec Sartre, avoir raison avec Aron » si complaisamment répétée ? Soit on se range du côté sartrien et, empruntant la voie de l'erreur, on se condamne à l'impuissance, soit on retient l'option aronienne, et, la voie étant toute tracée, il n'y a plus qu'à la suivre. Une telle appréciation – et sans doute est-ce là sa vocation – n'offre d'alternative qu'en apparence car, dans les deux cas, celui de la politique confondue avec une comédie des erreurs

Sartre alors qu'il en existe déjà tant et que le philosophe déclarait sans ambages qu'il n'avait jamais rien appris dans les ouvrages écrits sur lui. Mais il s'empresse de surmonter ce découragement en invoquant la richesse de l'œuvre qui offre ainsi la possibilité de découvertes à un lecteur attentif et empathique, également soucieux de rectifier certaines erreurs trop souvent reproduites.

Lecteur attentif et empathique, Birchall l'est incontestablement en délimitant strictement l'objet de son analyse, à savoir retracer toute l'évolution politique de Sartre, en s'attachant particulièrement aux rapports qu'il a entretenus avec le stalinisme en général, et son représentant

---

*N'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?*

---

ou celui d'un réalisme soumis aux impératifs de l'objectivité de l'expert, l'engagement politique est frappé d'inanité.

Aussi pouvons-nous mieux comprendre l'acharnement mis à « ringardiser » Sartre qui écrivait : « Car c'est en changeant le monde qu'on peut le connaître. Ni la conscience détachée qui survolerait l'univers et ne pourrait prendre de point de vue sur lui, ni l'objet matériel qui reflète un état du monde sans le comprendre ne peuvent jamais « saisir » la totalité de l'existant dans une synthèse – fût-elle purement conceptuelle. Seul le peut un homme en situation dans l'univers, totalement écrasé par les forces de la nature et qui les dépasse totalement par son projet de les capter<sup>1</sup>. » L'engagement politique ne vient pas en plus de l'activité de connaissance, il en est un élément constitutif. L'indignation n'est pas seulement une vertu morale, mais épistémologique.

### **Toute l'activité politique de Sartre, rien que l'activité politique**

Ian Birchall avoue qu'il ne peut s'empêcher d'éprouver une forme de culpabilité au moment de s'engager dans la rédaction de son ouvrage : un commentaire de plus consacré à l'œuvre de

français le PCF en particulier, ainsi qu'avec la gauche antistalinienne. Concentrant son analyse sur l'attitude politique de Sartre, constituée en objet propre, Birchall nous prévient que les références à l'œuvre n'interviendront que pour autant qu'elles concernent spécifiquement l'engagement politique. Cette précision ne manque pas de susciter une objection qui se voudrait de principe : comment prendre en compte les engagements politiques d'un auteur à l'œuvre abondante et reconnue tout en la tenant à distance et en faisant comme si elle ne jouait pas un rôle décisif dans l'orientation de ses engagements ? Plus encore, n'y a-t-il pas quelque légèreté à accéder à l'œuvre par le biais des prises de position politiques, comme s'il s'agissait d'éclairer celle-là par celles-ci ?

La lecture de l'ouvrage nous a convaincus que l'objection méritait d'être levée. En effet, Birchall donne un exposé *complet* de l'activité politique de Sartre et fournit ainsi un ensemble fiable à qui serait tenté d'examiner systématiquement les rapports entre Sartre écrivain et Sartre politique. On peut ajouter à cet argument que la conclusion ne saurait être directe de la philosophie à la politique, si bien que cette dernière jouit pour le moins



d'une certaine autonomie vis-à-vis de la première et mérite une étude spécifique.

#### Un point de vue trotskiste

« *L'un des tout premiers souvenirs politiques de Sartre était la Révolution russe de 1917 et il est mort juste avant la naissance de Solidarnosc en Pologne en 1980. Sa vie a donc embrassé la naissance et la chute du bloc communiste d'Europe de l'Est. Après avoir assisté aux premiers temps du régime hitlérien, il a vécu le Front populaire, l'occupation allemande et les années de crise des guerres coloniales françaises désastreuses en Indochine et en Algérie, avant de participer à la renaissance de la gauche en 1968* » (p. 15).

Telles sont les grandes étapes, marquées par Birchall, de l'itinéraire politique de Sartre, dont l'énumération conduit en effet à penser que celui-ci a été largement commandé par la question du stalinisme – comme l'avance d'ailleurs nettement le titre de l'édition anglaise de l'ouvrage, *Sartre Against Stalinism*. Le stalinisme, soviétique et français, ordonne donc la configuration du « contexte » – nous reviendrons plus loin et de manière critique sur cette notion dont usent et abusent les analyses historiques – dans lequel Sartre prend position, et quels que soient les aléas de ses engagements,

Sartre mérite aux yeux de Birchall le brevet de « *socialiste révolutionnaire* » : « *Mais si beaucoup d'ambiguïtés et de confusions persistèrent, Sartre demeura clairement un socialiste révolutionnaire* » (p. 336). Ce qui vaut à Sartre cette appréciation flatteuse, sous la plume de Birchall, c'est qu'il a toujours maintenu un lien avec la gauche à la gauche du PCF, et ce même lorsqu'il se fera « *compagnon de route* », entre 1952 et 1956. « *Les quatre ans que durèrent l'idylle de Sartre avec le PCF, de 1952 à 1956, ne sont pas la période la plus glorieuse de sa vie et sont sans doute ceux qui ont donné le plus d'armes à ses détracteurs anticommunistes. La plupart des critiques de sa conduite politique pendant cette période sont pleinement justifiées. Mais sa position était complexe et contradictoire. Pour l'apprécier véritablement, il est nécessaire de la replacer dans son contexte. Son évolution politique pendant les années 1950 est souvent présentée comme un simple dialogue entre deux protagonistes: Sartre et le PCF stalinien. Ce dialogue a bien eu lieu, mais il était accompagné d'un second dialogue, entre Sartre et les diverses tendances de la gauche antistalinienne* » (p. 205).

Cette citation, qui ouvre le chapitre XI intitulé « *Liaison dangereuse* », dans lequel Birchall raconte précisément le compagnonnage sartrien

---

*Disons une fois de plus que l'originalité de l'étude menée par Birchall réside dans sa vocation à embrasser l'ensemble de la pratique politique de Sartre.*

---

avec le parti communiste, mérite que nous nous y arrêtions car elle permet de caractériser assez justement la méthode d'analyse développée dans l'ouvrage. Quel est le mouvement de l'argumentation ? Une stigmatisation du choix sartrien – légitime, même assénée par les anticommunistes – pondérée par la mise en évidence de la méconnaissance de la complexité, voire de la contradiction de la position sartrienne. Une fois reconnue, cette complexité oblige à un cadrage contextuel alors que la dépréciation initiale paraissait se suffire à elle-même ; cette contextualisation, qui procède en l'occurrence à un élargissement de l'angle de vue de l'analyste, révèle que le compagnonnage de Sartre avec le PCF ne l'a pas empêché de cultiver le dialogue avec la gauche antistalinienne.

On l'aura compris, Ian Birchall ne prétend pas aborder son sujet sous couvert de neutralité objectiviste, il revendique son parti pris envers la gauche du PCF, plus précisément envers la gauche trotskiste. Faut-il le lui reprocher ? Nous ne le pensons pas.

Ce n'est en effet pas ici l'affaire d'une adhésion partisane, mais plutôt d'efficacité méthodologique. Ce parti pris, loin de rétrécir le champ de vision, l'élargit et permet à Birchall de mettre, par exemple, en évidence le rôle non négligeable joué par Colette Audry (1906-1990) dans l'éducation politique de Sartre et de Beauvoir. Agrégée de lettres classiques, Audry rencontre Beauvoir

dans les années 1930, au lycée de Rouen où elles enseignent toutes les deux. Militante syndicale à la Fédération unitaire de l'enseignement, elle écrit dans son journal, *L'École émancipée* (elle y publiera notamment, en 1934, un article consacré à Heidegger sous le titre, « Une philosophie du fascisme allemand »), adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, rejoint la SFIO en participant à la tendance animée par Marceau Pivert (la « gauche révolutionnaire », qui radicalise les revendications du Front populaire), et dénonce la politique de non-intervention en Espagne et les procès de Moscou. Dans ses mémoires, Beauvoir la fait membre d'un groupe trotskiste, mais aucun élément ne vient confirmer que Colette Audry ait jamais été membre d'une telle organisation. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que « sur toutes les grandes questions des années 1930 – l'antifascisme, le gouvernement de Front populaire, l'Espagne et les procès de Moscou – Audry était clairement dans le camp des antistaliniens qui s'opposaient au PCF » (p. 42). Confiant son témoignage à John Gerassi en 1973, Colette Audry précise : « Sartre ne comprenait pas bien la politique en 1936. Il ne pouvait pas comprendre que me disant communiste, je ne sois pas au Parti communiste. Il était même d'une naïveté si maladroite à ce sujet que mes amis me demandaient tout le temps pourquoi je prenais la peine de parler avec lui. (Je me rappelle avoir répondu à l'un d'eux que je préparais l'homme

## EXTRAIT L'INFLUENCE DE COLETTE AUDRY SUR SARTRE

**M**ais de toutes les amitiés politiques de Sartre, la plus importante fut celle de Colette Audry (1906-1990). Audry rencontra pour la première fois Simone de Beauvoir en octobre 1932 au lycée de Rouen où elles enseignaient toutes les deux. Audry était déjà une militante d'extrême gauche. Elle avait été bouleversée par la lecture de *Ma vie* de Trotsky, qui l'avait amenée à dépasser ses sympathies premières pour le PCF. En tant qu'enseignante, elle s'était engagée dans la Fédération unitaire de l'enseignement, un syndicat de gauche plutôt dominé par les antistaliniens, et elle écrivait dans son hebdomadaire, *L'École émancipée*. Elle y côtoya des personnalités de diverses tendances, des anarchistes aux trotskistes. Elle rejoignit ensuite la SFIO et devint, comme Daniel Guérin, un membre de la « gauche révolutionnaire ». Audry était tout le contraire du Sartre « non engagé ». C'était une militante syndicale et elle vendait

régulièrement le journal de la SFIO, *Le Populaire*, à la criée.

Dans ses mémoires, Beauvoir écrit qu'Audry était membre d'« une fraction d'oppositionnels trotskistes » et beaucoup de commentateurs se sont contentés de répéter cela comme un fait établi. Mais rien ne permet d'affirmer qu'Audry ait jamais été membre d'une organisation trotskiste. Elle resta à la SFIO lorsque les trotskistes en furent exclus en 1935 et, pendant la guerre civile espagnole, elle soutint le POUM (en publiant l'édition française de son journal), qui était très critiqué par Trotsky. Mais si ces subtilités doctrinales avaient échappé à Beauvoir, pour l'essentiel elle avait raison. Sur toutes les grandes questions des années 1930 – l'antifascisme, le gouvernement du Front Populaire, l'Espagne et les procès de Moscou – Audry était clairement dans le camp des antistaliniens qui s'opposaient au PCF. [...]

Audry est restée une grande amie de Sartre après-guerre et elle écrivait

régulièrement dans *Les Temps Modernes*. Elle publia deux livres sur Sartre et se présentait toujours comme l'une de ses proches. Cependant, malgré l'abondance de preuves, les commentateurs ont systématiquement sous-estimé l'influence d'Audry sur l'évolution des opinions politiques de Sartre. [...]

De toute évidence, Sartre n'apprenait pas vite et Audry avait développé un sens et une culture politiques dont il était encore très loin. Mais il est inconcevable que Sartre n'ait rien tiré de ces discussions. C'est à cette occasion notamment qu'il a dû se familiariser avec les idées, courantes dans l'extrême gauche de l'époque, sur la nature de classe de l'URSS – on trouve des échos de ces débats dans ses écrits des années 1940 et 1950.

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, trad. É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, p. 41-42.

de l'avenir.) Mais cette innocence politique ne concernait que la tactique. Sur le fond, nous étions d'accord. À mon retour de Catalogne, quand je lui ai décrit la situation là-bas, il était clairement favorable à l'intervention des démocraties, du côté de la République.<sup>2</sup>» Ce dernier point permet de relativiser le prétendu apolitisme intégral de Sartre et de Beauvoir avant la guerre, que certaines de leurs déclarations ont pourtant entériné. S'il est vrai que leur engagement public date principalement de l'après-guerre, ils ne sont pas pour autant nés à la politique de façon soudaine et, pourrait-on dire, miraculeuse : on n'entre pas en politique comme si on se déportait d'un lieu à un autre, comme si on passait d'un état à un autre.

Ils sont au contraire impliqués dès les années 1930, par leur réseau de relations, dans la politique. Ian Birchall rappelle ainsi que la nouvelle *Le Mur*, écrite en 1937 et publiée en 1939, a été inspirée à Sartre par la guerre civile espagnole : « *Quand j'ai écrit Le Mur, je n'étais pas en rapport avec les thèses marxistes, j'étais simplement en révolte totale contre le fait du fascisme espagnol, et par conséquent, comme à ce moment-là, nous étions sur le plan de la défaite espagnole, je me trouvais beaucoup plus sensible à l'absurdité de ces morts qu'aux éléments positifs qui pouvaient se dégager d'une lutte contre le fascisme, etc.*<sup>3</sup> » Convient-il de surinterpréter, à la manière de Birchall, le fait que Sartre ait choisi un anarchiste comme héros, et non un partisan du Front populaire ? Certainement pas. Mais il n'en reste pas moins qu'écrire une telle nouvelle est loin d'être le fait d'un auteur indifférent ou imperméable aux événements politiques de son temps.

L'angle ouvert par le parti pris trotskiste de Birchall lui permet également de jeter une lumière sur un autre personnage que des analyses consacrées à Sartre n'évoquent en général que rapidement : Pierre Naville. Surréaliste, communiste, trotskiste, membre du PSU première et deuxième manière, Naville est l'auteur d'une œuvre importante, tendue par une exigence matérialiste dont la source se trouve chez Marx et Engels, comme il le rappelle dans la « Préface à la nouvelle édition » du premier volume de l'ouvrage *Le Nouveau Léviathan* (Anthropos, 1970). Il est, à ce titre, un interlocuteur stimulant pour Sartre, lui-même en quête d'un matérialisme fidèle à l'inspiration première de cette posture philosophique, la liberté.

### Quel bilan ?

Disons une fois de plus que l'originalité de l'étude menée par Birchall réside dans sa vocation à embrasser l'ensemble de la pratique politique de Sartre, au point qu'il n'est guère possible d'en rendre compte de manière détaillée en totalité. Un chapitre, « Le spectre de Trotsky », est consacré à la discussion par Sartre, dans les *Cahiers pour une morale* (Gallimard, 1983), du livre de Trotsky, *Leur Morale et la nôtre* (1938), et plus

spécifiquement de la question de l'articulation des fins et des moyens, de la morale et de la politique, ainsi qu'à l'interprétation de la pièce *Les Mains sales*. Si des éléments sont avancés, l'analyse mériterait ici d'être approfondie. En revanche, le chapitre VIII rapportant l'expérience du RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire, qui tenta de définir un socialisme démocratique) est très solidement documenté, ainsi que le chapitre XV sur l'importance du soutien que Sartre a apporté à la lutte des Algériens pour leur indépendance. Trois chapitres centraux traitent « classiquement » (parce que ce sont les moments de l'engagement sartrien qui ont le plus retenu l'attention des commentateurs, Birchall insistant cependant, ici encore, sur le lien non rompu avec la gauche antistalinienne) du rapprochement avec le PCF, de la rupture en 1956, du débat avec l'extrême gauche – en particulier avec Claude Lefort et *Socialisme ou Barbarie* – et des discussions sur la nature de l'URSS, « *État ouvrier dégénéré* » ou « *État dominé par la nouvelle classe bureaucratique* ». L'analyse se fait en revanche plus rapide lorsqu'il s'agit d'évoquer l'opposition de Sartre à l'intervention militaire états-unienne au Vietnam et sa présidence du Tribunal Russell, ou concernant sa présence lors des événements de Mai et son « compagnonnage » avec les maoïstes de la *Cause du peuple*.

Au terme de cette étude fouillée et toujours intéressante, Birchall établit, dans la logique de son parti pris, un bilan de l'action politique de Sartre, distribuant bons et mauvais points. À son actif : la création de la revue *Les Temps Modernes*, lieu de débats et d'échanges accueillant les différentes composantes de la gauche et lieu d'expression pour des penseurs dissidents voués sans cela aux publications marginales ; son opposition inébranlable au racisme sous toutes ses formes ; ses efforts pour créer un courant de gauche indépendant du stalinisme et de la social-démocratie (RDR) ; son anti-impérialisme intransigeant ; sa contribution à la renaissance du marxisme (avec *Questions de méthode*, 1957, repris au début de la *Critique de la raison dialectique*) ; son influence sur la génération de 1968 ; sa défense de la gauche révolutionnaire après 1968. À son passif : sa défense, pendant la période de 1952-1956, des régimes réactionnaires et autoritaires du bloc de l'Est ; l'inachèvement de la *Critique de la raison dialectique*, signe d'une incapacité à remplir le programme annoncé dans le premier tome ; son impuissance à orienter stratégiquement la gauche révolutionnaire au cours des années 1960 et 1970.

Une première remarque, à la vue de ce bilan : si certaines appréciations positives ou certains reproches, justifiés ou non, s'adressent bien à l'intellectuel engagé que Sartre revendiquait être, d'autres visent un leader politique qu'il n'a jamais prétendu incarner. Une seconde, qui voudrait retenir le couperet sanctionnant l'échec de la *Critique de la raison dialectique* : si l'inachèvement est la

---

*Birchall ne prétend pas aborder son sujet sous couvert de neutralité objectiviste, il revendique son parti pris envers la gauche du PCF, plus précisément envers la gauche trotskiste. Faut-il le lui reprocher ? Nous ne le pensons pas.*

---

marque de l'échec dans le cadre de l'œuvre de Sartre, alors la sévérité du jugement ne doit pas être réservée à la seule *Critique de la raison dialectique*, mais à une grande partie de son œuvre non seulement philosophique, mais également romanesque. Ce critère de l'inachèvement relève sans doute d'un autre registre d'appréciation que celui de l'échec dans lequel Birchall l'inscrit. L'inachèvement ne serait-il pas plutôt le signe d'une recherche exigeante, peu encline au dogmatisme ?

#### Une question de méthode

« Mais il souligna aussi fréquemment que la liberté s'exerçait toujours en situation. On ne peut comprendre pleinement la complexité de l'engagement de Sartre pendant la période 1952-1956 qu'en le replaçant dans son contexte » (p. 212). Ayant rendu compte du contenu de l'ouvrage de Birchall, nous voudrions profiter de l'occasion qu'il nous offre

Ce contexte est construit par l'analyste comme un ensemble organisé de conditions extérieures dans lequel il installe les sujets qu'il étudie ; le présupposé étant que cet environnement « détermine », à des degrés divers, ce que sont et ce que font ces sujets. Ces conditions, dont on assure qu'elles sont déterminantes, sont en ce sens confondues avec les raisons d'être et de faire des sujets, lesquels sont alors offerts tout en extériorité au regard de l'analyste. La contextualisation offre ainsi une position de surplomb (c'est le but de l'opération) à l'historien ou au chercheur, du haut des conditions déterminantes qui sont autant de pièces d'un décor dans lequel il fait entrer tour à tour les acteurs ; position qui lui permet, comme le veut l'expression, de « dominer son sujet ».

Autant dire que les notions de situation et de contexte obéissent l'une et l'autre à deux logiques différentes. La notion de « situation », qui ne

---

*Lorsque Sartre se projette dans l'entreprise du compagnonnage, il ne découvre pas, ni ne se dissimule le stalinisme en soi, il accorde au PCF la valeur ou la signification de représenter la classe ouvrière, seule force à même de réaliser le programme socialiste qu'il appelle alors de ses vœux.*

---

pour tenter une remarque de méthode. Cette citation qui rapproche « situation » et « contexte » et qui, en vérité, les identifie, est particulièrement opportune. Comme on le sait, et comme le rappelle Birchall ici, le concept de « situation » est central dans l'argumentation philosophique de Sartre qui maintient et met à l'épreuve tout au long de sa réflexion la thèse paradoxale (entendons, revendiquée comme telle) d'une liberté à la fois absolue *et* située. L'absolu ici ne doit pas être confondu avec un absolu d'être (Dieu), il est un absolu d'existence ; en d'autres termes : l'être libre *n'est pas*, mais *a à être*. Ou encore : l'être libre ne possède aucune nature humaine, car si tel était le cas il serait fait ou déterminé par cette nature, et n'aurait donc pas à être. Donc l'être libre n'est non pas fait par la nature humaine, mais se fait être à la mesure de la condition humaine. L'un des éléments constitutifs de cette condition humaine est la situation, au même titre, par exemple, que la mortalité de l'être libre. Aussi, être situé ne signifie pas seulement être confronté à des conditions extérieures comme à des limites, puisque le fait de se rapporter à ces conditions est un fait humain. Autant dire que pour l'être libre, ne pas être situé serait équivalent au cercle carré.

Si nous nous tournons maintenant vers la notion de contexte, quelle est la logique qui lui donne sens ? Pour rendre compte d'un discours, d'une attitude, d'un comportement, qu'ils soient individuels ou collectifs, il est particulièrement de bon ton, dans les sciences sociales en général et en histoire en particulier, de faire appel au « contexte », censé recéler la clef de compréhension.

ménage aucune position confortable d'extériorité, interdit en effet de jouir du privilège de la contemplation car elle conduit à penser que l'observateur et l'observé sont inscrits dans une relation qu'il n'est pas possible de délier. Cela ne condamne nullement au relativisme, à n'entrevoir la réalité que de son point de vue : la « situation » ouvre, au contraire, sur une réalité plus riche, faite de la relation elle-même, celle de l'observateur et de l'observé.

Dans son livre, Birchall voudrait pouvoir concilier l'inconciliable, la logique de la situation et celle de la contextualisation. Il suit d'abord la première en affichant son parti pris : qui prend parti assume pleinement le fait d'appartenir à une situation, dans laquelle, nous l'avons vu, il n'y a aucun point d'appui pour se mettre en surplomb. Puis il l'abandonne pour suivre la seconde qui transforme le parti pris en vérité. En l'occurrence, il s'agit de la vérité trotskiste du stalinisme, un « stalinisme en soi », point d'appui nécessaire à l'observateur au-dessus de la mêlée, et autour duquel Birchall construit un scénario qui le mène à dévoiler, dans un premier temps, toute la complexité du contexte dont il peut faire bénéficier Sartre, et, dans un deuxième temps, à décrire celui-ci comme disposant du contact possible avec la gauche antistalinienne tout en se rapprochant du Parti communiste.

Mais le stalinisme en soi n'existe pas. Lorsque Sartre se projette dans l'entreprise du compagnonnage, il ne découvre pas, ni ne se dissimule le stalinisme en soi, il accorde au PCF la valeur ou la signification de représenter la classe ouvrière, seule force à même de réaliser le programme socialiste qu'il appelle alors de ses vœux. C'est notamment



à la lumière de ce projet qu'il donne sens au stalinisme. Convient-il que l'historien substitue à ce sens le sens de l'histoire ?

Conformément à la thèse sartrienne de l'entremêlement du cognitif et du politique, cette distinction conceptuelle entre contexte et situation pourrait concerner la définition même du projet politique, pour autant qu'on la rapporte à l'une des intuitions philosophiques centrales de Sartre, la critique du volontarisme. « *Mais il y a plus: loin que la volonté soit la manifestation unique ou du moins privilégiée de la liberté, elle suppose au contraire, comme tout événement du pour-soi [de la conscience], le fondement d'une liberté originelle pour pouvoir se constituer comme volonté. La volonté, en effet, se pose comme décision réfléchie par rapport à certaines fins. Mais ces fins, elle ne les crée pas.*<sup>4</sup> » Le volontarisme consiste à ignorer cette dépendance de la volonté vis-à-vis de la liberté et son statut de simple gestionnaire des moyens, et de s'en remettre à des fins déjà données.

Ce cas de figure est parfaitement illustré par l'économisme dominant qui pose la réalité économique comme un ensemble autonome régi par des lois réputées naturelles, au regard duquel l'activité politique est assimilée quasi unanimement à un activisme volontariste (qu'il s'agisse de sa caricature

sarkozyste ou de la dénonciation par l'opposition de gauche de « *l'absence de volonté politique* »), qui en vérité condamne la politique à l'impuissance: celle-ci gère les moyens en fonction des fins que lui assigne l'économie. Aussi, au mieux, la politique se propose-t-elle de « réguler ». Cette naturalisation de l'économie installe le « contexte » dans lequel s'exerce la volonté. En revanche, l'être en situation n'est pas confronté à un « contexte », à une réalité extérieure pourvue d'une valeur absolue, mais à une réalité dont la signification est relative au projet d'un tel être, aux fins qu'il projette sur elle. Et tel est peut-être pour nous l'enseignement principal, indissociablement philosophique et politique, des engagements de Sartre. Une situation est contestable parce qu'elle est contestée. ■

#### NOTES

- 1. Jean-Paul Sartre, « Matérialisme et révolution » (1946), in *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 220-221. ■ 2. John Gerassi, *Sartre, conscience haïe de son siècle* (1992), cité par Ian Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française, op. cit.*, p. 43 [nous soulignons, M. K.]. ■ 3. Jean-Paul Sartre, *Œuvres romanesques*, Paris, Gallimard, 1981, p. 1828. ■ 4. Jean-Paul Sartre, *L'Être et le néant*, Paris, Gallimard, 1976, p. 497 [Nous soulignons, M. K.].

# SAINT GEORGES ET LE DRAGON

## REJETER LA LANGUE COLONIALE

### À PROPOS DE

Ngugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit*, trad. S. Prudhomme, Paris, La Fabrique, 2011, 168 p., 15 €.

\*Pascale Casanova enseigne la littérature à Duke University. Elle est l'auteure de *Beckett l'abstracteur. Anatomie d'une révolution littéraire* (Seuil, 1997) et de *La République mondiale des lettres* (Seuil, 2008 [1999]) qui a été traduit dans une douzaine de langues. Dernières publications : *Des littératures combattives. L'internationale des nationalismes littéraires* (dir., Raisons d'agir, 2011) et *Kafka en colère* (Seuil, 2011)

Vingt-cinq ans après sa parution, *Decolonizing the Mind* de Ngugi wa Thiong'o est enfin traduit en France. Dans ce texte, devenu une référence dans de nombreux pays, l'auteur, écrivain et universitaire anglophone, explique son choix définitif pour la langue kikuyu dans ses écrits fictionnels et son abandon de l'anglais, instrument ultime de la colonisation. Opposant le choix politique radical de Ngugi aux parcours littéraires de grands auteurs francophones de la Négritude, comme Césaire et Senghor, Pascale Casanova affirme l'actualité et la nécessité du projet ngugien dans un contexte francophone où cette question brille par son absence. Par **PASCALE CASANOVA\***

« **À** la conférence sur la littérature du Commonwealth, écrit ironiquement Salman Rushdie, j'ai parlé avec le poète australien Randolph Stow, l'Antillais Wilson Harris, le Kenyan Ngugi wa Thiong'o, Anita Desai de l'Inde et la romancière canadienne Aritha Van Herk. J'ai été convaincu qu'il était impossible de dire ce que pouvait raisonnablement signifier la "littérature du Commonwealth". Van Herk parla avec éloquence du problème posé par la nécessité de tracer des cartes imaginaires du grand vide canadien, Wilson Harris s'élança dans de grands envols de lyrisme métaphysique, Anita Desai parla en murmures de son roman, et je me demandai ce qu'on pouvait bien lui trouver en commun avec le marxiste engagé Ngugi, un écrivain ouvertement politique, qui exprima son rejet de la langue anglaise en lisant son œuvre en swahili, avec une version en suédois lue par son traducteur, ce qui nous laissa complètement abasourdis<sup>1</sup>. » Si Rushdie ignore le kikuyu, comme (presque) tout le monde, il comprend le rejet de l'anglais. Ngugi est le premier écrivain africain qui ait refusé la règle tacite du jeu colonial : la domination linguistique. L'un des premiers qui ait à la fois pointé l'évidence de l'usage des langues européennes comme langues littéraires africaines et qui l'ait courageusement et explicitement refusé. Le seul (jusqu'ici) qui ait écrit un livre d'adieu à l'anglais, en anglais, pour s'expliquer sur son choix, politique autant que littéraire. Ngugi n'écrit plus de fictions en anglais depuis l'écriture de ce livre il y a vingt-cinq ans (1986). Il écrit désormais dans sa langue maternelle : le kikuyu.

C'est une révolution symbolique que, nous Français, nous n'avons pas perçue. *Decolonizing the Mind* est aujourd'hui un classique partout dans le monde, et nous sommes les derniers en date à le traduire. Nous n'y avons rien compris. Quoi ? Ils voudraient écrire en langues africaines ? Mais ils seraient fous – quand nous leur avons fait un si beau cadeau ! Un peu forcé il est vrai, mais enfin, cela en valait la peine ! Senghor l'a dit lui-même dans son fameux article « Le français, langue de culture » qui, une fois encore, faisait quelques variations sur le français langue de l'universel, et dans lequel il affirmait qu'il préférerait « pour tout dire, la syntaxe de la raison à celle de l'émotion<sup>2</sup> ».

Il y avait l'in vraisemblable étendue de sa dépendance : « Je pense en français, je m'exprime mieux en français que dans ma langue maternelle<sup>3</sup>. » Comme s'il était entendu que Senghor et Césaire aient été aveuglés par la langue, soumis de façon évidente devant l'instrument par excellence de la violence coloniale. Benjamin Péret écrivait ainsi à propos de ce dernier : « J'ai l'honneur de saluer ici le premier grand poète noir qui a rompu ses amarres et s'élança, sans se préoccuper d'aucune étoile polaire, d'aucune croix du Sud intellectuelle, avec pour seul guide son désir aveugle<sup>4</sup>. » Curieuse façon de rompre les amarres... Comme si écrire en français était une si belle chose qu'il était tacitement entendu qu'« ils » dussent « nous » en remercier. Tout se passe comme si, chez « nous », la question de la langue d'écriture imposée aux colonisés ne se posait pas. Césaire « s'est senti Africain » mais il est soigneusement resté dans le giron français...

Comme l'a magnifiquement dit Wole Soyinka, critiquant l'intellectualisme de la Négritude : « Le tigre ne proclame pas sa tigritude. Il bondit sur sa proie et la dévore. » Le *Cahier d'un retour au pays natal* et plus encore le *Discours sur le colonialisme* – dans lequel Césaire affirme notamment que « la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral », et qu'« Au bout [...] de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès, lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent<sup>5</sup> » – sont, certes, de magnifiques protestations, de grandioses refus, des malédictions apparemment beaucoup plus virulentes que celles de Ngugi, mais comparés à ses actions concrètes, ce ne sont que des imprécations rhétoriques, de la « Poésie » qui a fini au Panthéon.

Ngugi tient à souligner la contradiction politique dans laquelle étaient pris les poètes francophones : « en récompense de ses loyaux services, Senghor s'est vu gratifier d'une place d'honneur à l'Académie française », écrit-il (p. 43). « Nous » sommes le Prospero de la pièce de Shakespeare qui s'écrie : « je t'ai pris en pitié, je me suis donné la peine de t'apprendre à parler ; alors que toi-même – sauvage

– tu ne connaissais pas ta propre pensée, alors que tu allais jacassant comme une brute, j’ai doté tes intentions de vocables qui les pussent exprimer [...] Je fournis à tes idées des mots qui les firent connaître», et à qui Caliban-Ngugi répond, plein de rage et de colère : « Vous m’avez appris à parler, et tout le profit que j’en ai tiré, c’est de savoir maudire : que la peste rouge vous emporte pour m’avoir enseigné votre langage<sup>6</sup>. » Caliban rechignait à parler l’anglais et Senghor et Césaire étaient agrégés de français. Voilà la différence !

Ngugi est plus sérieux, en un sens, plus cohérent avec lui-même, moins « littéraire », moins narcissique aussi, plus préoccupé d’un « peuple » qui, à certaines conditions, pourrait devenir un « public ». « La composition du public décida du choix de la langue et le choix de la langue décida du public » (p. 80). On trouve bien dans *Décoloniser l’esprit* quelque chose de l’ordre d’une idéalisation, d’une mythification des « ouvriers et des paysans » figurant les volontés simples et bonnes du peuple, d’une croyance naïve dans un public idéal et actif, mais qu’importe puisqu’elles donnent à tout le texte son souffle et son indéniable puissance critique.

Sartre avait bien souligné le problème dans « Orphée noir », sa préface à *l’Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française* de Senghor (1948), lorsqu’il écrivait : « ce qui risque de freiner dangereusement l’effort des Noirs pour rejeter notre tutelle, c’est que les annonceurs de la négritude sont contraints de rédiger en français<sup>7</sup> leur évangile [...] Ils doivent avoir recours aux mots de l’opresseur [...] C’est dans cette langue à chair de poule, pâle et froide comme nos cieux [...], c’est dans cette langue pour eux à demie morte que Damas, Diop, Laleau, Rabéarivelo vont verser le feu de leurs ciels et de leurs cœurs [...] Et comme les mots sont des idées,

quand le nègre déclare en français qu’il rejette la culture française, il prend d’une main ce qu’il repousse de l’autre ; il installe en lui comme une broyeuse, l’appareil-à-penser de l’ennemi<sup>8</sup>. »

Selon Ngugi, la colonisation des cerveaux est une colonisation qui s’ignore, bien pire que la première, insidieuse, invisible : « Le principal moyen par lequel ce pouvoir nous fascina fut la langue. Il nous soumit physiquement par le fusil ; mais ce fut par la langue qu’il subjuguera nos esprits » (p. 28). Il poursuit plus loin : « La langue de l’enfant africain scolarisé était étrangère. La langue des livres qu’il lisait était étrangère. La langue dans laquelle il réfléchissait était étrangère. La moindre de ses pensées se coulait dans le moule d’une pensée étrangère » (p. 28). Ngugi décrit très précisément la domination symbolique et son inexorable reproduction : « Il n’apprenait pas seulement à associer la langue de son peuple à l’infériorité sociale, à l’humiliation, aux châtiments corporels, à des formes d’intelligence et d’aptitude foulées aux pieds, voire purement et simplement à la bêtise, l’incohérence, et la barbarie » (p. 40-41).

Il évoque comme un moment fondateur le fameux colloque des « écrivains africains de langue anglaise » organisé en 1962 par l’université de Makerere en Ouganda, auquel étaient invités tous les créateurs de langue anglaise ainsi que des représentants de la Négritude, mais dont, par extraordinaire, étaient exclus les écrivains en langues africaines. Par quelle aberration les Africains se sont-ils aliénés eux-mêmes ? Étaient-ils symboliquement si dominés, si dépendants, si faibles que l’idée d’avoir recours à leurs ressources propres leur ait été à ce point étrangère ? Que Ngugi fût le premier écrivain kikuyu, hors les écrits et traditions populaires, voilà bien ce qu’il y a de plus étrange... « Comment a-t-il été possible que nous, écrivains africains, fassions preuve de tant de faiblesse, se demande Ngugi, dans la défense de nos

---

Les Africains étaient-ils symboliquement si dominés, si dépendants, si faibles que l’idée d’avoir recours à leurs ressources propres leur ait été à ce point étrangère ?

---

**EXTRAIT LA CONFÉRENCE DES ÉCRIVAINS AFRICAINS DE LANGUE ANGLAISE, UNIVERSITÉ DE MAKERERE, 1962**

Fallait-il appeler littérature africaine la littérature qui parlait de l’Afrique et de la vie en Afrique ? La littérature qu’écrivaient les Africains ? Que fallait-il faire d’un non-Africain qui écrivait sur l’Afrique ? Écrivait-il de la littérature africaine ? Qu’advenait-il si un écrivain africain décidait de situer son intrigue au Groenland ? Était-ce de la littérature africaine ? Ou était-ce la langue qui servait de critère ? Qu’en était-il alors de l’arabe, parlé par certains Africains ? Que faire du français et de l’anglais, devenus à leur façon des langues

d’Afrique ? Que se passait-il si un Européen décidait d’écrire sur l’Europe en langue africaine ? Qu’advenait-il si... et si... et si... ? Sans que personne aborde à aucun moment cette question : la domination de nos langues et de nos cultures par celles de l’Europe.

Aucun Fagunwa, aucun Shaaban Robert, aucun écrivain de langue africaine n’était là pour faire redescendre l’assemblée sur terre. Et à aucun moment la question ne fut posée : ce que nous écrivions était-il de la littérature africaine ? La nature du public touché

par les œuvres, le rôle décisif de la langue dans la détermination d’un lectorat d’une certaine classe et d’une certaine nationalité, rien de tout cela ne fut abordé. Le débat portait sur le thème des œuvres, le pays d’origine des auteurs et l’endroit où ils vivaient. L’anglais, au même titre que le français et le portugais, était implicitement accepté comme langue naturelle de la littérature, y compris africaine.

Ngugi wa Thiong’o, *Décoloniser l’esprit*, trad. S. Prudhomme, Paris, La Fabrique, 2011, p. 22-23.

*propres langues et de tant d'avidité dans la revendication de langues étrangères, à commencer par celle de nos colonisateurs [...] Peut-on rêver meilleur exemple de haine de soi, et déférence plus servile, envers tout ce qui, même mort, provient de l'étranger?»* (p. 27-28).

---

Ngugi wa Thiong'o  
serait-il, par ce  
changement de langue,  
devenu un écrivain  
plus politique que narratif,  
un écrivain qui simplifierait  
des problèmes complexes ?

---

On comprend, à la lecture du récit de son arrestation et de son année en prison après qu'il ait écrit et monté une pièce en kikuyu dans son village kenyan, à quel point ce choix relève, aujourd'hui encore, d'une forte subversion politique. Il rapporte le choix fondateur, magnifique, d'un peuple, les Kikuyus, auquel l'écrivain appartient (plutôt que les Kenyans ou les Anglais), dont il parle la langue et pour lequel il veut écrire, comme aurait pu le faire Kateb Yacine, s'il en avait eu la force, avec les Berbères (plutôt que les Algériens ou les Français).

Les deux écrivains ont en commun leur conversion consécutive au théâtre – le théâtre étant apparu comme une évidence, conciliant à la fois l'idée de littérature proprement nationale et de public spécifique. Ce domaine est de surcroît plus proche des visées révolutionnaires de Ngugi, quoiqu'elles ne fussent pas absentes des préoccupations de Kateb Yacine non plus : le théâtre est le genre politique et populaire par excellence. C'est une littérature qui reste au plus près des réalités des classes populaires pour peu qu'on en change – ce qu'ils ont tous deux fait – les modes de production et les moyens de la mise en scène. Mais, alors que Yacine se consacrait tout entier à l'oralité du théâtre en langue amazigh (Ngugi parle d'«oraliture») dans l'Algérie des années 1960 et décidait d'arrêter d'écrire, ce n'est qu'après son arrestation par le pouvoir kenyan en 1977, alors qu'il passait un an dans les geôles kenyanes, à Kamiti, une prison de haute sécurité, que Ngugi opta de façon définitive pour la langue kikuyu. Il tenta alors d'écrire

un roman dans cette langue. «*Je me devais d'écrire dans la langue qui m'avait valu d'être incarcéré*» (p. 114). Comme il n'avait pas droit au papier, il écrivit sur le papier toilette de la prison.

Il eut tout à inventer : c'était en effet «*le premier roman écrit en kikuyu*» (p. 104). Celui qui avait étudié la sophistication des récits de Joyce ou de Faulkner à l'Université, qui avait publié plusieurs romans afro-européens, devait-il en revenir à la linéarité de la narration ? Comment s'accorder sur une norme orthographique ? Quelle histoire raconter ? Avec quels moyens narratifs ? À l'aube de la naissance de la littérature, les problèmes sont légion. La cellule 16 se transfigure et devient une «*chambre à lui*», une *camera oscura* presque à la façon de Virginia Woolf, qui lui permet de se retirer et de réfléchir, hors de l'agitation du monde et d'où sortiront une création et un engagement nouveaux. Le problème majeur qui se posait à Ngugi était celui du «*langage fictionnel*» approprié au «*roman africain*» par opposition au roman qu'il appelle «*afro-européen*». «*J'étais plus inquiet de mon lecteur qu'avant*» dit-il (p. 122), ajoutant : «*Je me décidai pour une intrigue plus simple, une ligne narrative plus claire, un matériau narratif plus frappant – sans traiter pour autant avec condescendance le lectorat ouvrier et paysan pour lequel je voulais écrire*» (p. 122-123).

Bien sûr, Ngugi ne représente qu'une des solutions les plus extrêmes qui s'offrent aujourd'hui aux écrivains africains qui refusent de reproduire la langue coloniale, et qui forment un éventail large qui va de l'anglais pourri (*rotten English*) de Ken Saro-Wiwa, à l'anglais cassé (*broken English*) de Amos Tutuola, de la réappropriation africaine de l'anglais normatif (Chinua Achebe) à l'anglais étrange (*weird English*) d'Evelyn Ch'ien... Il ne faut pas imaginer une planète littéraire africaine manichéenne ; le refus de l'anglais s'est fait subtil

## EXTRAIT INVESTIR LES LANGUES AFRICAINES

L'avenir du roman africain dépend donc de la volonté d'écrivains prêts à investir leur temps et leur talent dans les langues africaines ; de traducteurs prêts à investir leur temps et leur talent dans les traductions d'une langue africaine vers une autre ; d'éditeurs prêts à investir leur temps et leur argent ; d'un État progressiste capable de revoir les choix culturels et linguistiques néocoloniaux actuels et de recréer la possibilité d'un débat démocratique ; enfin et surtout de lecteurs de plus en plus nombreux. De tous ces acteurs, l'écrivain est le mieux placé pour redonner place aux langues

africaines. L'auteur de fiction peut et doit montrer la voie. C'est arrivé au cours de l'histoire, dans d'autres pays comme la Russie et la Finlande. Le jour où l'écrivain africain, pour ses œuvres de fiction, se tournera spontanément vers les langues africaines, le roman africain deviendra réellement ce qu'il est appelé à être, s'appropriant aussi bien les caractéristiques développées par les littératures des différents peuples d'Afrique que les formes romanesques les plus novatrices mises en œuvre en Asie, en Amérique latine, aux États-Unis, en Europe et dans le monde. Il est encore trop tôt

pour tirer la moindre conclusion sur la forme singulière qu'il prendra. Mais je suis convaincu qu'elle s'appuiera sur l'évocation de la résistance des peuples africains à l'impérialisme et puisera aux richesses des traditions orales paysannes. Et qu'ainsi le roman africain contribuera de façon décisive à la quête de sens et de pertinence qui traverse aujourd'hui le continent.

Ngugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit*, trad. S. Prudhomme, Paris, La Fabrique, 2011, p. 135-136.

et beaucoup ont travaillé à conserver l'anglais comme grande langue de communication tout en la minant de l'intérieur. Et Ngugi a été très critiqué au moment de la sortie de son livre, pour de multiples raisons : notamment pour n'admettre comme littérature proprement africaine que les textes écrits en langues africaines, mais aussi pour avoir privilégié une langue régionale comme le kikuyu et non pas un grand idiome de communication africain comme le swahili (et nombreux sont ceux qui se demandent s'il est lu en Afrique même, en dehors du lectorat kikuyu, lui-même plus restreint que le public kenyan). Amos Tutuola – qui a été traduit chez Gallimard par Raymond Queneau en 1953 – a pu diffuser l'imaginaire yoruba, avançait-on, ce que n'avait pas fait avant lui D. O Fagunwa qui avait écrit en yoruba ; de même, argue-t-on autour de Ngugi, les écrits de Achebe, Soyinka, Farah, Okri, etc. qui ont tous choisi l'anglais comme langue d'écriture, ont permis au monde de connaître la culture africaine. On s'interroge aussi sur la plus grande simplicité de ses écrits en kikuyu par rapport à ses autres livres. Il est même accusé par certains de tricher puisqu'il publie plus d'essais en anglais pour expliquer son travail narratif, que de fictions en kikuyu. Serait-il, par ce changement de langue, devenu un écrivain plus politique que narratif, un écrivain qui simplifierait des problèmes complexes ?

En choisissant d'écrire en langue africaine, Ngugi affronte deux hydres gigantesques d'un seul coup : le néocolonialisme du Royaume-Uni (et d'autres, bien sûr) qui prend désormais des formes économiques, d'une part ; et le néocolonialisme des dirigeants africains qui miment l'indépendance pour mieux se soumettre, d'autre part. « *Comment faire, en tant qu'écrivain, pour frapper votre lecteur en lui révélant cette soumission des dirigeants, quand les esclaves-dirigeants eux-mêmes ne se privent pas de la crier sur les toits ? Comment faire pour frapper votre lecteur en dénonçant les massacres, les pillages, les détournements de fonds, les abus de biens [...]. Plus je considérais la réalité néocoloniale du Kenya et plus je me demandais sous quelle forme la dépeindre* » (p. 127). Mais tel est le choix décidé de Ngugi. La tâche qu'il s'est assignée. Écrire en kikuyu. Saint Georges si fragile confronté au dragon si énorme et si terrifiant. Il attend du renfort. Mais nous qui ne pouvons combattre dans cette lutte à ses côtés, nous connaissons la fin de l'histoire. Nous savons que saint Georges finit par terrasser le dragon. ■

## NOTES

- 1. Salman Rushdie, *Patries imaginaires*, trad. A. Chatelin, Paris, Christian Bourgois éditeur, 1993 [1991], p. 78-79. ■ 2. Léopold Sédar Senghor, « Le Français, langue de culture », *Esprit*, novembre 1962, p. 840. ■ 3. *Ibid.*, p. 842. ■ 4. Benjamin Péret, « Préface à *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire », in *Œuvres complètes*, 7, Paris, éditions José Corti, 1969, p. 67. ■ 5. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1969 [1950], p. 12. ■ 6. William Shakespeare, *La Tempête*, Acte 1, Scène 2, trad. P. Leyris et E. Hollan, Paris, Gallimard, Coll. « La Pléiade », 1959. ■ 7. Souligné par l'auteur. ■ 8. Jean-Paul Sartre, « Orphée Noir » in *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française*, Paris, PUF, 1948, p. xviii.



# ANÍBAL QUIJANO

## ET LA COLONIALITÉ DU POUVOIR

À travers la figure de Quijano, toute une trajectoire de la gauche intellectuelle latino-américaine se dessine. Tandis que les approches classiques des formations sociales d'Amérique latine inscrivaient les réalités indigènes et la spécificité des projets de développement dans un cadre marxiste, ou encore dans une sociologie de la dépendance, Quijano incarne, à l'orée des années 1990, une refonte des savoirs sur l'histoire de l'Amérique latine et des luttes indigènes. Critique de l'emprise eurocentrique sur les savoirs et les formes de vie existantes, il propose de (re)penser la hiérarchie raciale comme dimension constitutive du projet de la modernité capitaliste occidentale, à travers le prisme du concept de « colonialité du pouvoir ». Un groupe de chercheurs et de chercheuses s'est progressivement cristallisé autour de la notion pour lui donner toute son ampleur, et procéder à la critique des savoirs eurocentriques.

Par **EMMANUEL DELGADO HOCH\*** et **FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE\*\***

\*Emmanuel Delgado Hoch est éditeur.

\*\*Félix Boggio Éwanjé-Épée est étudiant et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Le caractère eurocentrique du capitalisme comme système mondialisé n'est pas un problème nouveau : on sait depuis les travaux d'Immanuel Wallerstein que l'émergence du capitalisme supposait une polarisation entre centre et périphérie et que l'expansion coloniale européenne était une dimension constitutive des premières phases de l'accumulation capitaliste. Mais il est possible de montrer une coïncidence plus profonde encore entre l'eurocentrisme, la naissance du capitalisme et la modernité occidentale. Elle consiste à saisir la découverte européenne des Amériques et le rôle qu'y a joué l'impérialisme ibérique comme

milieu des années 1950, cet intellectuel péruvien commence par publier une sélection des écrits de José Carlos Mariátegui, connu pour son analyse marxiste hétérodoxe de la réalité péruvienne.

Il faut noter ici que ce geste fondateur n'a rien d'anodin dans la carrière intellectuelle de Quijano. On peut dire que l'essentiel de son travail autour de la colonialité du pouvoir consista à pousser jusqu'à leurs ultimes conséquences certaines intuitions déjà présentes dans l'œuvre de Mariátegui, qui était à l'époque l'une des références invoquées par tous les marxistes latino-américains. Mais, dans ses écrits des années 1970, le pas est

---

*L'asymétrie entre les nations, le fait que certaines nations soient dépendantes des autres ou dominées par d'autres au travers de l'« échange inégal », l'endettement ou l'occupation militaire, sont à la fois les produits et les conditions nécessaires du développement capitaliste à l'échelle mondiale.*

---

éléments fondateurs de la matrice intellectuelle de l'Europe moderne, comme points de départ d'un développement capitaliste eurocentré. Dans cette perspective, la race et le racisme ne sont pas des conséquences funestes venant légitimer un ordre international inégalitaire : elles font partie de la colonialité du pouvoir (moderne), qui ne saurait se réduire aux structures coloniales telles qu'elles se sont formalisées entre le XVIII<sup>e</sup> et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La colonialité est l'autre face de la modernité, son « côté obscur » : dans cette perspective, les mutations socio-économiques ainsi que les sédimentations cognitives et épistémiques de la Renaissance puis des Lumières européennes sont lues à la lumière de 1492, du monde qui s'édifie à compter de cette date.

### De la sociologie de la dépendance à l'américanité

Le parcours d'Aníbal Quijano ne semble pas, au départ, se distinguer de celui des intellectuels critiques latino-américains de sa génération. Au

loin d'être franchi : son approche de la question de la composante indigène du pays exprime plus l'engagement d'un marxiste classique se confrontant à la réalité indigène que l'élaboration d'un nouveau paradigme qui ferait de la race une dimension centrale des rapports sociaux de pouvoir. Quijano est à l'époque célèbre pour son *Nationalism and Capitalism in Peru*, paru en 1971, dans lequel on peut certes trouver une analyse des formes du capitalisme, des multinationales, de l'impérialisme et de la stratification des classes qui en découle, mais où la question indigène n'est, elle, quasiment jamais abordée. Quijano est alors un partisan, et ce jusqu'aux années 1990, d'une sociologie de la dépendance.

Ce courant, issu du marxisme, qui comprend des figures aussi variées qu'Immanuel Wallerstein, Samir Amin ou André Gunder Frank, envisage le capitalisme comme partie prenante d'un système-monde auquel il est coextensif<sup>1</sup>. On a parfois pu dire que ce système-monde représente le « capitalisme réellement existant ». Il s'agit de

considérer les dimensions du capitalisme qui ne se réduisent pas à l'exploitation du travail salarié et à un conflit de classe « hors sol » : l'asymétrie entre les nations, le fait que certaines nations soient dépendantes des autres ou dominées par d'autres au travers de l'« échange inégal », l'endettement ou l'occupation militaire, sont à la fois les produits et les conditions nécessaires du développement capitaliste à l'échelle mondiale. Les théories de la dépendance font de l'impérialisme (au sens large) un aspect essentiel dans l'histoire mondiale de l'accumulation du capital.

À bien des égards, le travail ultérieur de Quijano conservera la marque de cet engagement. Dans la théorie de la dépendance, le racisme et la race sont des constructions sociales qui institutionnalisent la division inégalitaire du travail que le capitalisme organise à l'échelle mondiale, ainsi que les hiérarchies entre travailleurs libres et travailleurs contraints qui découlent des nouvelles formes d'exploitation auxquelles le capital donne naissance. Mais, à partir des années 1990, Quijano commence à envisager l'imbrication entre race et capitalisme de façon bien plus profonde. Ce tournant, qui l'éloigne des approches dépendantistes classiques, est souvent associé – paradoxalement – à un article publié avec l'un des principaux représentants de la théorie du système-monde : Immanuel Wallerstein.

Dans cet article, « De l'américanité comme concept<sup>2</sup> », Quijano posait, aux côtés de Wallerstein, les jalons de son approche à venir. Il y soulignait le rôle central de la conquête des Amériques dans la genèse du capitalisme moderne ; y décrivait les formes de propriété et d'exploitation de la force de travail selon les régions ; y spécifiait le rôle que jouait la racialisation dans l'élaboration et le maintien de cette stratification et des disciplines de travail. Cette approche comparative annonçait l'élaboration d'un nouveau paradigme unitaire. Elle préfigurait une analyse de la modernité capable de saisir en un seul regard unifiant l'ensemble de ses dimensions pourtant hétérogènes. Cette unification prendrait le nom de « colonialité du pouvoir ».

### **Qu'est-ce que la colonialité du pouvoir ?**

Selon cette analyse, le processus de conquête des Amériques par les Européens a conduit à une reconfiguration de l'ensemble des structures productives, familiales, politiques et subjectives dans le Nouveau Monde. L'esclavage, le salariat libre, la petite production marchande, sont par exemple des formes de travail qui existaient avant l'émergence du capitalisme mondialisé. Les Européens ont eux-mêmes souvent imposé ces rapports de production, dans les territoires conquis, contre des formes de production communautaires qui prévalaient avant leur arrivée. Ces formes de production hétérogènes allaient se subordonner au marché mondial.

On a donc là les deux ingrédients décisifs de ce que Quijano appelle désormais la « colonialité

du pouvoir ». Il y a d'abord l'introduction par les Européens et l'imbrication de rapports sociaux féodaux, esclavagistes, de travail libre et de petite propriété. Il y a ensuite la subordination de ces rapports sociaux à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. L'idée de race allait tout simplement « coder » cet agencement.

En effet, cette articulation complexe, hybride, avait pour corollaires une division stricte du travail et une concentration des richesses, de la terre et du pouvoir entre les mains du colonisateur – et de ses supplétifs. Suite à la conquête des Amériques par les Européens, l'une des hiérarchies de pouvoir qui s'était installée était la « couleur » : pour la première fois, aussi étonnant que cela puisse paraître, celle-ci était liée à l'identité raciale, en devenant son marqueur externe principal ; c'était alors le caractère phénotypique qui distinguait les vainqueurs des vaincus. Il n'était dès lors pas étonnant que la race acquît une place de choix dans les formes de division et d'articulation des travaux subordonnés au marché mondial. C'est en tenant compte de la complexité et des impératifs de cette division qu'on comprend la complexification de la raciologie, qui a souvent différencié Indiens, Noirs, *Mestizos* (issus de couples mixtes indo-américains et européens) et Blancs, en y associant toujours un statut dans la stratification sociale et la répartition des travaux contraints ou libres.

L'idée de Quijano est donc d'aller au-delà de la théorie de la dépendance, qui faisait de la race une simple justification idéologique de la polarisation entre un centre économique et sa périphérie. Pour Quijano, dès lors que la conquête du Nouveau Monde impliquait d'exploiter les populations conquises ou d'en réduire d'autres en esclavage, la race était consubstantielle aux institutions que l'Europe avait mises en place pour articuler ces formes de travail et leur reproduction. Quijano mentionne les institutions suivantes :

- L'entreprise capitaliste pour le contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits.
- La famille bourgeoise pour le contrôle de la sexualité.
- L'État-nation comme contrôle de l'autorité.
- L'eurocentrisme comme contrôle de l'intersubjectivité.

Il serait trop long de détailler ici la manière dont la colonialité du pouvoir façonne ces institutions. Nous voudrions souligner combien le concept de colonialité du pouvoir a pu ouvrir un très large champ de recherche. En effet, à partir de celui-ci, il devient possible d'observer comment la colonialité a effectivement structuré la division du travail d'une société à l'autre ; de comprendre comment l'Europe a reconfiguré la sexualité et la famille dans les sociétés auparavant non développées – c'est-à-dire étrangères à la notion moderne de « développement » ; d'analyser les failles et les apories que

---

*Dès lors que la conquête du Nouveau Monde impliquait d'exploiter les populations conquises ou d'en réduire d'autres en esclavage, la race était consubstantielle aux institutions que l'Europe avait mises en place pour articuler ces formes de travail et leur reproduction.*

---

---

Il convient dès lors de préciser que les intellectuels de la colonialité sont eux aussi pris dans les contradictions de l'académisation des pensées critiques. Certains d'entre eux vivent, travaillent et militent en Amérique latine, mais beaucoup d'autres vivent et enseignent aux États-Unis, écrivent leurs articles et leurs livres en anglais.

---

la notion eurocentrique d'État-nation a apportées avec elle à des sociétés de plus en plus divisées par des clivages de race. Il est également possible, enfin, de se pencher sur les dominations culturelles et la production asymétrique du savoir entre les sociétés colonisées et les sociétés colonisatrices.

#### Postcolonialité et/ou décolonialité ?

La problématique de la colonialité du pouvoir est venue répondre à une lacune des marxismes eurocentriques, révolutionnaires ou non. Elle répond aussi au caractère incontournable de la question indigène, posée dans plusieurs pays d'Amérique latine qui sont entrés d'une manière ou d'une autre, depuis les années 2000, dans une nouvelle phase d'un processus de transformation sociale. Pour autant, les outils analytiques forgés par Quijano, puis élaborés par Walter Mignolo, Santiago Castro-Gómez ou encore Arturo Escobar, sont loin d'être hégémoniques dans la réflexion stratégique et théorique des intellectuels latino-américains ou des mouvements de gauche et indigènes de la région.

Il convient dès lors de préciser que les intellectuels de la colonialité sont eux aussi pris dans les contradictions de l'académisation des pensées

critiques. Certains d'entre eux vivent, travaillent et militent en Amérique latine (souvent en Colombie ou au Pérou), mais beaucoup d'autres vivent et enseignent aux États-Unis, écrivent leurs articles et leurs livres en anglais. Quijano lui-même, après avoir enseigné à l'université de San Marcos, enseigne depuis les années 1980 dans l'État de New York. Les intellectuels de la colonialité occupent dès lors une position ambivalente du point de vue de l'adresse de leurs textes et de leur recherche. L'une des ambitions des théories de la colonialité du pouvoir est en effet de déconstruire la géopolitique hiérarchisée des savoirs que l'on appelle communément « eurocentrisme ».

Or cette déconstruction doit y compris s'attaquer à une certaine version académique de la critique des savoirs occidentaux. John Beverley met en lumière l'une des lignes de fracture qui traverse le champ d'études que l'on considère grossièrement comme relevant du « postcolonial ». Il évoque ainsi deux groupes et leurs « politiques de localisation » respectives : « L'un dénommé "latino-américanistes non latino-américains", regroupés autour des études subalternes et postcoloniales et qui écrivent principalement en anglais et appartiennent à l'université nord-américaine. L'autre

### EXTRAIT « RACISME » ET « RACE »

Le « racisme » dans les rapports sociaux quotidiens n'est pas la seule manifestation de la colonialité du pouvoir, mais il en est sans doute la plus perceptible et la plus omniprésente. Pour cette même raison, il n'a cessé d'être le principal champ de conflit. En tant qu'idéologie, il a même prétendu se présenter au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle comme une théorie scientifique. C'est par cette même prétention qu'il en est venu à appuyer, un siècle plus tard, le projet national-socialiste (nazi) allemand de domination mondiale.

La défaite de ce projet dans la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) a contribué à la délégitimation du racisme pour une grande partie de la population mondiale, en tout cas en tant qu'idéologie formelle et explicite. La pratique du racisme n'a pas manqué pour autant de s'étendre à l'échelle mondiale. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, l'idéologie et les pratiques de domination sociale ont même réussi à produire un racisme plus intensif et plus explicite. Cependant, même dans ces pays, l'idéologie raciste a dû céder du terrain,

notamment face aux luttes des victimes, mais aussi en raison de la condamnation universelle dont elle a été l'objet, ce qui a rendu possible l'élection de candidats « noirs ». Dans des pays comme le Pérou, la pratique de la discrimination doit aujourd'hui se dissimuler, souvent mais pas toujours avec succès, derrière des codes sociaux qui se réfèrent aux différences d'éducation et de revenus, lesquelles sont précisément une des conséquences les plus claires des rapports sociaux racistes.

Ce qui est réellement remarquable, en revanche, c'est que pour la majorité écrasante de la population mondiale, y compris les adversaires et les victimes du racisme, l'idée même de « race », comme un élément de la « nature » ayant des implications pour les rapports sociaux, se maintient, quasiment intacte, depuis ses origines. Dans des sociétés fondées sur la colonialité du pouvoir, les victimes se battent pour établir des rapports d'égalité entre les « races ». Celles qui ne le sont pas, du moins directement, peuvent admettre volontiers que les rapports entre les « races » soient démocratiques même si ce ne sont pas

exactement des rapports entre égaux. Cependant, si l'on examine le débat à ce sujet, y compris dans les pays où le problème s'est posé avec le plus d'intensité, aux États-Unis ou en Afrique du Sud, c'est seulement à titre exceptionnel et très récemment qu'on trouve des chercheurs ayant remis en question, au-delà du racisme, l'idée même de « race ».

La notion selon laquelle la « race » est un phénomène de la biologie humaine ayant des implications nécessaires pour l'histoire naturelle de l'espèce et donc pour l'histoire des rapports de pouvoir, est bien enracinée, persistante et quasiment universelle. C'est ainsi qu'on pourrait expliquer l'exceptionnelle efficacité de cet instrument moderne de domination sociale. Néanmoins, il s'agit d'une construction idéologique nue, qui n'a, littéralement, rien à voir avec la structure biologique du genre humain et tout à voir, en revanche, avec l'histoire des rapports de pouvoir dans le capitalisme mondial, colonial/moderne et eurocentré.

Aníbal Quijano, « "Race" et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n° 51, 2007, p. 112-113.

dénoté «latino-américanistes latino-américains» qui écrivent essentiellement en espagnol ou en portugais. Ces derniers voient dans l'hégémonie de la théorie critique ou des «études culturelles» une nouvelle forme d'impérialisme culturel et invalident leur prétention à représenter de façon adéquate la spécificité historique et culturelle de l'Amérique latine<sup>3</sup>.» C'est cette position critique à l'encontre des corpus théoriques élaborés dans les universités du Centre que l'on retrouve sous la plume de Nelly Richard lorsqu'elle qualifie les *cultural studies* de «métadiscours globalisant soutenu par un circuit de garanties métropolitaines qui réinstitutionnalise – par voie académique – plusieurs nouvelles formes de domination internationale<sup>4</sup>». Les études postcoloniales se voient aussi reprocher d'avoir, hormis quelques rares exceptions, exclu l'Amérique latine de ses réflexions sur le colonialisme; ceci expliquant «l'irritation de nombreux spécialistes de la culture latino-américaine face [...] à l'exclusion systématique de l'expérience coloniale ibéro-américaine de la part de Saïd, Bhabha et d'autres théoriciens postcoloniaux<sup>5</sup>».

Cette césure inscrit le projet modernité/(dé)colonialité – l'une des désignations du champ d'élaboration lié à la notion de colonialité du pouvoir – dans une critique de la critique de l'Occident telle qu'elle est menée par une certaine tradition académique.

#### Quel projet décolonial ?

Il va de soi que les intellectuels qui travaillent la notion de colonialité aujourd'hui soutiennent et contribuent à des mouvements décoloniaux. L'actualité des mouvements et des gouvernements en Amérique latine pose pourtant des problèmes auxquels les tenants du projet modernité/(dé)colonialité parviennent difficilement à répondre. Dans un article récent de Quijano, l'intellectuel péruvien pose la question suivante à propos de la Bolivie depuis la victoire d'Evo Morales : «*La redistribution multiculturelle et/ou multinationale du contrôle de l'État peut-elle avoir lieu sans une redistribution du contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits, et sans des changements de même nature dans les autres domaines cruciaux de la matrice de pouvoir<sup>6</sup>?*»

Cette question vient directement interroger le projet de développement national-social proposé, entre autres, par l'intellectuel et dirigeant bolivien Alvaro García Linera. La proposition qu'il fait d'un développement capitaliste spécifique, un capitalisme andin, suppose une alliance entre les masses populaires, en particulier les masses indigènes, et une certaine oligarchie nationale qui conserverait la propriété des moyens de production. Selon Quijano, c'est faire fi de l'analyse toujours actuelle de Mariátegui sur l'incapacité des oligarchies bourgeoises à participer à la décolonisation des instances de pouvoir et, surtout, leur incapacité à promouvoir et faire prendre son essor à un véritable projet national. L'État-nation eurocentrique serait un objectif que les mouvements décoloniaux latino-américains ne peuvent pas reprendre à leur compte.

Ces remarques restent à un niveau de généralité très élevé. S'il y a effectivement aujourd'hui une crise de la colonialité du pouvoir, comme le dit Quijano, les enjeux politiques soulevés par une telle crise sont difficilement discernables dans les textes des auteurs inspirés par l'idée de la colonialité du pouvoir.

Le projet modernité/(dé)colonialité a apporté un point de vue unitaire sur le caractère racial des institutions liées à l'expansion et à l'institutionnalisation du capitalisme à un niveau mondial; il a permis de rendre compte de la centralité des Amériques dans l'invention de la race; il a ouvert de nouveaux champs qui contestent la géopolitique dominante du savoir. La contribution d'Aníbal Quijano aux pensées critiques contemporaines est donc importante. Elle est aussi à évaluer à l'aune de ses héritiers directs, qui ont très rapidement constitué leur propre programme de recherche. Les questions qui restent en suspens sur le statut de cette contribution ont trait aux concepts stratégiques qui traversent la théorie décoloniale: État-nation, pouvoir, démocratisation, décolonisation. L'élaboration d'un nouvel agenda politique demandera, indéniablement, que ces dimensions soient précisées. ■

#### NOTES

- 1. Le dépendantisme, dans sa déclinaison latino-américaine, s'est fortement institutionnalisé, notamment à travers la CEPAL (Comisión Económica para América Latina) et le réseau latino-américain des FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales). Le dépendantisme, du moins certaines de ses tendances, a cristallisé autour d'institutions paratitiques un ensemble d'intellectuels/techniciens/experts du «développement» qui ne rejettent pas tous le terme en tant que tel.
- 2. Immanuel Wallerstein et Aníbal Quijano, «De l'américanité comme concept, ou les Amériques dans le système mondial moderne», *Revue internationale des sciences sociales*, n° 134, 1992.
- 3. John Beverley, «Deconstrucción y latinoamericanismo: Notas sobre *The Exhaustion of Difference* de Alberto Moreiras», *Actual Marx intervenciones – La Deconstrucción y el retorno de lo político*, n° 3, 2005, p. 71.
- 4. Nelly Richard, «Intersectando Latinoamérica con el latinoamericanismo: discurso académico y crítica cultural», in Santiago Castro-Gómez et Eduardo Mendieta (dir.), *Teorías sin disciplina (latinoamericanismo, poscolonialidad y globalización en debate)*, Mexico, Miguel Ángel Porrúa, 1998, p. 247.
- 5. «Introducción: la translocalización discursiva de "Latinoamérica" en tiempos de globalización», in Santiago Castro-Gómez et Eduardo Mendieta (dir.), *Teorías sin disciplina*, op. cit., p. 20.
- 6. Aníbal Quijano, «Estado-nación y "movimientos indígenas" en la región Andina: cuestiones abiertas», *Observatorio Social de América latina*, n° 19, 2006.

---

**POUR VOUS ABONNER À LA RDL**  
**RENDEZ-VOUS SUR**  
**WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

---

# LE TRAVAIL DES ENFANTS : LES ENJEUX D'UNE CONTROVERSE

L'opposition de principe au travail des enfants semble *a priori* faire l'unanimité. Loin de créer la polémique en Occident, ce refus est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît dans d'autres régions du monde. Des syndicats d'enfants travailleurs se sont constitués et appellent ainsi à une législation définissant la notion de travail appliquée aux enfants et encadrant leurs conditions de travail et de rémunération, afin d'empêcher toute forme d'exploitation. Certains revendiquent même l'obtention d'une reconnaissance de leur droit au travail. La mise en place d'une législation interdisant le travail des enfants contribuerait à leur précarisation en niant la réalité de leurs besoins et de leurs contextes sociaux-économiques. Il s'agit donc ici, à la lumière de la situation réelle, de travailler à inventer une nouvelle définition du statut juridique et politique de l'enfant. Par **AURÉLIE LEROY\***

\*Aurélie Leroy est historienne et chargée d'études au Centre tricontinental (Belgique). Elle a coordonné l'ouvrage *Contre le travail des enfants ?* (Syllepse/CETRI, « Alternatives Sud », 2009).

## Contre le travail des enfants ?

Parler du travail des enfants n'est pas chose facile. Certes, plus de vingt ans après l'adoption de la convention des droits de l'enfant par l'Assemblée générale des Nations unies, la lutte contre le travail des enfants a considérablement gagné en puissance et en visibilité. Mais, malgré des résultats significatifs, comme l'adoption de la convention 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants et l'émergence d'un mouvement mondial contre le travail des enfants, la charge émotionnelle et morale attachée à cette question tend à masquer la complexité du problème. Le travail des enfants est souvent considéré comme une pratique archaïque et indigne, qu'il faudrait condamner par principe. Or, si il inclut effectivement des zones d'exploitation qui récla-

et de « mauvaises » formes de travail. Mais alors, où tracer la ligne de partage ?

## Un concept situé historiquement et géographiquement

À envisager le phénomène d'un peu plus près, le consensus autour de l'opposition de principe au travail des enfants pourrait rapidement s'effriter. En effet, condamner par principe ce phénomène en le considérant comme une réalité unifiée revient à universaliser un concept qui a pourtant une origine précise et doit pour beaucoup sa définition à son histoire. Le concept de travail des enfants est un concept *made in Europe* qui a connu son « heure de gloire » au moment de la Révolution industrielle. L'enfant était alors un acteur clé de la sphère productive, doté d'une valeur économique et soumis

---

*Le concept de travail des enfants est un concept made in Europe qui a connu son « heure de gloire » au moment de la Révolution industrielle. L'enfant était alors un acteur clé de la sphère productive, doté d'une valeur économique et soumis à des travaux dangereux.*

---

ment une condamnation immédiate, ce n'est pas là le tout de sa réalité. Le travail des enfants recouvre une variété infinie de situations singulières qui s'inscrivent dans des contextes spécifiques à telle ou telle société ou communauté, et qui appellent donc des jugements et des actions différents.

Le travail des enfants n'est pas homogène, mais se décline de bien des façons : contraint ou choisi, réalisé au sein de la famille ou pour un tiers, rémunéré ou non, visible ou caché, partiel ou à temps plein. L'enfant peut être scolarisé ou non, isolé ou dans sa famille, travailler à son compte ou pour celui d'un employeur, être exploité ou au contraire bien traité.

Dès lors, se dire « opposé au travail des enfants » ne suffit pas : il s'agit de préciser ce qu'on entend par là. Vise-t-on l'interdiction de toutes les formes de travail des enfants, ou seulement de celles qu'on considère comme « inacceptables » ? Dans ce dernier cas, on estime donc qu'il existe de « bonnes »

à des travaux dangereux. La crainte de bien des familles était alors moins la surcharge que la pénurie de travail pour l'enfant. Ce n'est qu'ensuite que le mouvement en faveur de l'éducation obligatoire a contribué à faire reculer le phénomène du travail des enfants dans les pays industrialisés.

Cette mise en perspective n'est pas inutile, en ce qu'elle nous rappelle que nos conceptions de l'enfance et du travail sont situées dans le temps et l'espace. Dans les sociétés occidentales, l'enfance est désormais perçue comme une période à haut risque, qui nécessite la protection de la part du monde adulte. L'enfance est considérée comme une période d'insouciance et d'absence de contraintes, ainsi que comme un temps d'apprentissage. C'est sur cette base que le travail des enfants apparaît comme un fléau et l'enfant travailleur comme une victime. L'école et la famille sont en effet devenues les seuls lieux de socialisation valorisés, les seuls supposés structurants. Le fait

que des concepts ou des normes aient été constitués dans un contexte historique précis ne suffit évidemment pas à invalider *a priori* leur extension, mais cela impose néanmoins de s'interroger sur leur application à des réalités très différentes.

En effet, malgré son caractère très « relatif », cette construction sociale tend à s'imposer depuis plusieurs décennies comme une référence à caractère universel, ce qui ne va pas sans susciter des résistances. Cette opinion dominante, répercutée par les grandes conventions internationales, apparaît comme un « produit d'importation<sup>1</sup> », parfois très éloigné des réalités locales. La technicité, la langue et, plus profondément, l'esprit des textes ayant trait au travail des enfants créent un décalage abyssal entre les législations en vigueur, les codes du travail et la réalité des individus. Les traités ont beau être signés par la majorité des nations – en tout cas par leurs hauts représentants –, ils ne font pas l'unanimité. Or ces résistances ne sont pas simplement des réactions à l'imposition de principes « étrangers », ils expriment aussi la conscience d'une distance profonde entre ces principes et les réalités diverses du travail des enfants.

#### Un concept mal défini

On estime que le monde compte à ce jour 215 millions d'enfants travailleurs. Mais ce chiffre est en réalité une sous-estimation, du fait du manque de précision de l'expression « travail des enfants ». Les sciences sociales ne se sont que tardivement intéressées à la question et ce sont donc des organisations comme l'OIT ou l'Unicef qui ont tenté de se donner une définition opératoire du travail des enfants afin

ici en jeu la fausse idée que le travail familial en milieu rural ne pouvait être néfaste aux enfants. Or, c'est justement là, dans l'agriculture – essentiellement familiale – que se trouve la majorité (70 %) des enfants travailleurs.

Ensuite, de façon à être « efficaces », les législateurs ont défini des « critères », tels que l'âge ou la dangerosité du travail, pour identifier les enfants qui devaient être protégés. L'OIT a estimé également que, pour « rentrer dans les conditions », l'enfant devait réaliser une « activité économique » rémunérée. Or la légitimité de ce critère est contestable. Dans les faits, il conduit à négliger une masse innombrable d'enfants qui réalisent des tâches domestiques au sein de la famille, ou qui sont actifs – sans pour autant être rémunérés – dans l'entreprise ou l'agriculture familiale, ou encore tous ceux qui travaillent dans le secteur informel. Les tâches que les enfants réalisent sont ainsi considérées légalement comme répondant à des exigences familiales, et non comme du travail. La sphère familiale protégerait-elle les enfants des effets néfastes du travail ? On aimerait le croire, mais l'exploitation intrafamiliale n'est malheureusement pas une exception. Sur ce point, l'attitude de l'OIT semble en fait exprimer plus un aveu d'impuissance face à des réalités intrafamiliales qui ne lui sont pas inconnues, mais sur lesquelles elle a peu de prise, qu'un véritable aveuglement.

Trop étroit, parce qu'il tend à négliger les travaux agricoles et plus particulièrement le travail non rémunéré au sein de la famille, le concept de « travail des enfants » qui sous-tend les débats et

---

*La technicité, la langue et, plus profondément, l'esprit des textes ayant trait au travail des enfants créent un décalage abyssal entre les législations en vigueur, les codes du travail et la réalité des individus.*

---

de pouvoir mettre en œuvre leurs politiques respectives. Or cette définition a le tort de laisser échapper de nombreux enfants en situation d'exploitation en raison à la fois de son caractère européocentrique et de son souci de « fonctionnalité ». Par ailleurs, du fait de son caractère englobant, elle ne favorise pas la prise en considération de la diversité et de l'ambiguïté des réalités qu'elle recouvre.

Tout d'abord, la perception du travail des enfants défendue par l'OIT reste très urbaine et industrielle. Elle est en cela marquée par le souvenir (imprécis) de l'expérience européenne de lutte contre le travail des enfants au XIX<sup>e</sup> siècle. On suppose ainsi souvent que la main-d'œuvre infantile se concentre essentiellement dans les entreprises tournées vers l'exportation, dans les *maquiladoras* et autres *sweatshops*. De là découle que le travail des enfants en milieu agricole a été longtemps négligé ou mal appréhendé, d'autant plus qu'entraî-

les politiques actuelles est également trop large, ou plutôt trop englobant. Il suppose une réalité unifiée, alors que, comme nous l'avons déjà dit, le travail des enfants est une réalité très complexe : le travail peut tuer, blesser, il peut avoir des effets psychosociaux négatifs considérables, mais il peut aussi aider les filles et les garçons à réaliser leur droit à la survie et au développement. Le revenu des enfants peut servir à acheter de la nourriture et à payer des soins de santé, leurs frais scolaires ou ceux de leurs frères et sœurs plus jeunes. Le travail peut renforcer le respect de soi, quand les enfants savent qu'ils contribuent au revenu des ménages, ou encore être à la source d'une identité valorisée, même si elle est parfois en rupture avec le reste de la société. Comme le déclarait l'ONG Save the Children : « Si certaines formes de travail sont effectivement en violation avec les droits de l'enfant, d'autres ne le sont pas. » Et, dans la plupart des cas – ce qui complique évidemment

l'élaboration des solutions – le travail des enfants comporte des aspects positifs et d'autres négatifs, de sorte qu'il peut être à la fois nuisible et bénéfique au développement de l'enfant.

À partir de là, prétendre à une vision globale de l'enfance et apporter des solutions « clés en main » paraît déraisonnable au regard de la complexité du phénomène et des contextes dans lesquels il se manifeste. Il faudrait ainsi distinguer, par exemple, « *la mise au travail de l'enfant dans le cadre d'un processus d'éducation et de formation à la vie adulte, où la finalité économique et la finalité sociale sont indissociables, et la mise au travail contrainte par la nécessité marchande qu'impose le libéralisme, où le gain monétaire escompté est déterminant*<sup>2</sup> ». L'interdiction de principe ne peut dès lors plus apparaître comme une véritable solution. Une approche circonstanciée qui apporte « *des réponses différentes [...] adaptées à des formes différentes de travail et à des enfants différents*<sup>3</sup> » ne pourrait-elle pas constituer une alternative crédible ?

### De la protection de l'enfance à la reconnaissance de l'enfant comme sujet politique ?

Le discours officiel défendu par les principales organisations et l'ensemble de la communauté internationale semble en décalage avec la situation existante. Les textes légaux et les politiques d'intervention proposées se révèlent inadéquats et les « résultats », pour reprendre la terminologie de l'OIT, insuffisants. Le travail réalisé par l'Organisation internationale du travail ces dernières décennies a certes été considérable. Il a permis des avancées et a dressé de puissants garde-fous pour protéger les travailleurs. Néanmoins, malgré ces progrès, et en contradiction avec le discours parfois triomphaliste de l'OIT ces dernières années, la situation reste inquiétante, et encore plus en ces temps de crises. Sur les 1,586 milliards d'enfants de 5 à 17 ans que compte le monde, 215 millions sont des enfants travailleurs selon les critères établis par l'OIT. En Afrique subsaharienne où la situation est la plus alarmante, un enfant sur quatre travaille. De 2004 à 2008, on constate un ralentissement

#### EXTRAIT L'INTERVENTION D'UN MOUVEMENT D'ENFANTS TRAVAILLEURS DANS L'ÉLABORATION DE LA CONSTITUTION BOLIVIENNE

La nouvelle constitution politique de l'État de Bolivie, approuvée par référendum national le 25 janvier 2009, mentionne spécifiquement l'interdiction du travail forcé et de l'exploitation des enfants, mais n'interdit pas qu'ils exercent volontairement des travaux rémunérés. Initialement, encore à l'état de projet, l'article 61 établissait pourtant l'interdiction de tout type de travail infantile, mais il fut modifié au terme d'un efficace travail d'incidence politique mené par les organisations d'enfants travailleurs.

C'est déjà en décembre 2007 que des représentants de l'Union des enfants et adolescents travailleurs de Bolivie (UNATsBO) protestèrent près de la Place Murillo pour exiger l'élimination de l'article 61 du projet de la nouvelle constitution. « *Nous proposons l'élimination de l'article 61 paragraphe 2, qui interdit le travail des enfants. En Bolivie, il y a beaucoup de mineurs qui sont comme des parents pour leurs frères et sœurs.* », déclara l'un des dirigeants. Le texte de l'article incriminé fut alors adapté : « *Le travail forcé et l'exploitation des enfants sont interdits. Les activités que mènent les enfants et adolescents*

dans le cadre familial et social sont orientées vers leur formation intégrale en tant que citoyens, et auront une fonction de formation. Leurs droits, garanties et mécanismes institutionnels de protection seront l'objet d'une législation spéciale », rapporte l'Agence bolivienne d'information.

Elizabeth Patiño, coordinatrice en Bolivie de l'ONG Terre des hommes et ancienne vice-ministre de la famille et de la jeunesse en 2004, raconte ce processus d'incidence politique des mouvements sociaux. « *Le vendredi 30 novembre 2007, les délégués de l'UNATsBO m'appelèrent, très préoccupés [...]. Ils me demandèrent de leur arranger rapidement un rendez-vous avec la présidente de l'Assemblée et d'autres parlementaires clés. Leur travail à La Paz (où étaient rassemblés les membres de l'Assemblée pour réviser les derniers détails) fut intense : ils se réunirent avec Silvia et d'autres membres de l'Assemblée ; ils expliquèrent clairement et avec force leur position à de nombreux médias ; ils se réunirent avec des conseillers et la commission chargée de ce sujet. Finalement, la rédaction proposée par l'UNATsBO fut adoptée.* »

Dans le débat au sein de la Commission, une réflexion fut menée sur le fait que le travail devait être considéré comme un droit et une forme de réalisation de l'être humain, en interaction harmonieuse de son milieu. Il doit pour cela être protégé de toute forme d'exploitation. La Bolivie devra dès lors passer outre les conventions internationales de l'OIT, principalement les conventions n° 132 et 182 qui prônent une interdiction absolue et arbitraire du travail des enfants, en l'assimilant aux situations d'exploitation et de délinquance telles que la prostitution infantile, la pornographie, la traite et le trafic. Ces « *pires formes de travail infantile* » doivent nécessairement être distinguées de ce qu'est le travail des enfants dans la majorité des cas. Dans les communautés indigènes par exemple, l'activité agricole est pour les enfants la principale école de vie et de transmission festive et rituelle des savoirs d'une génération à l'autre.

Cristiano Morsolin, « *Protagonisme* » des mouvements d'enfants travailleurs en Amérique latine », in Aurélie Leroy (dir.), *Contre le travail des enfants ?*, Paris, Syllepse/CETRI, « Alternatives Sud », 2009, p. 171-172.

dans le rythme global de la baisse du travail des enfants tandis que, en Afrique subsaharienne, il est en augmentation. Les normes internationales en matière de travail des enfants ont donc contribué à faire reculer le phénomène, mais leur efficacité est limitée par deux ordres de problèmes. Bien que contraignantes, les législations sont souvent inappliquées : pas de volonté politique, pas de budget, pas d'inspection du travail. Ensuite, faute d'adéquation avec la réalité et pour des raisons opératoires, elles excluent une majorité d'enfants travailleurs de leur champ d'application.

Pour autant, on ne peut pas dire que l'OIT ne soit pas consciente de ces problèmes. Cette institution est au fait de la réalité du terrain et tente, avec les moyens qui sont les siens, d'apporter des ajustements à sa politique. Elle s'intéresse ainsi de près à des problématiques comme l'extension de son champ de compétence à l'économie informelle, à la prégnance du travail des enfants dans l'agriculture, à la mise sur pied de nouveaux indicateurs pour tenter d'évaluer l'impact du travail des enfants au sein des familles, etc.

L'OIT est donc une institution capable de se remettre en question et de réviser ses positions. Toutefois, elle reste peu perméable aux idées et propositions défendues par des acteurs qui n'évoluent pas dans la même sphère idéologique qu'elle. Le débat sur le travail des enfants reste ainsi polarisé entre deux écoles : celle des « abolitionnistes », dont l'OIT est la tête de file et qui prône la fin du travail des enfants, et celle des « régulationnistes », représentés notamment par les mouvements d'enfants et d'adolescents travailleurs, dont la tendance générale est de rejeter « l'interdiction totale et indiscriminée du travail, considérant que certaines formes peuvent être bénéfiques aux droits de l'enfant<sup>4</sup> ».

Pour les abolitionnistes, l'enfant travailleur est une victime devant être protégée. Du coup, l'enfant travailleur n'est défendu que comme *enfant* et non pas comme *travailleur* : on cherche à le protéger du travail plutôt qu'au travail. En conséquence, aussi, les actions en matière d'éducation menées en faveur des jeunes travailleurs existent certes, mais elles ont davantage pour but de les extraire du travail que de leur permettre de concilier école et travail (notamment par la formation professionnelle ou des écoles informelles).

C'est contre cette absence de reconnaissance des droits de l'enfant au travail que se sont développées les organisations d'enfants et de jeunes travailleurs, dont la plupart sont apparues dans les années 1980 en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Constituées en mouvement international depuis 1996, elles représentent aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers d'enfants à travers le monde. Leur charte fondatrice énonce : « *Nous sommes contre l'exploitation de notre travail, mais nous sommes pour le travail digne, avec des horaires adaptés à notre éducation et nos loisirs.* »

La crainte de la banalisation et même de la légitimation du travail des enfants ont conduit les organisations internationales, mais aussi certaines ONG, à qualifier ces organisations de « *dange-reuses* » dans les années 1990. En 2004, lassées de ne pas être entendues, les organisations d'enfants et de jeunes travailleurs se sont adressées directement à l'OIT, pour dénoncer sa politique abolitionniste dont elles estiment qu'elle est une « *atteinte à [leur] dignité et une menace pour [leurs] droits* ». Marginalisé à ses débuts, le mouvement a acquis progressivement le soutien d'acteurs certes minoritaires, mais qui disposent d'une certaine influence, comme des « experts », des chercheurs en sciences sociales, des ONG, des syndicats locaux et des réseaux associatifs comme l'International Working Group on Child Labour. Ces « régulationnistes » estiment globalement que, souvent, les enfants choisissent de travailler ou sont obligés de travailler pour assurer leur survie ou leur apprentissage, et que, dans certains cas, le travail peut être dans l'intérêt de l'enfant.

Si des divergences existent au sein du mouvement – notamment sur la question de savoir s'il s'agit de faire reconnaître les droits de l'enfant travailleur, ou un véritable « droit au travail » de l'enfant –, il repose sur un renversement radical de la perspective. L'idée est que la considération de « *l'intérêt supérieur de l'enfant* » évoqué dans la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, ne peut se faire indépendamment de la prise en compte de la voix des enfants eux-mêmes. Plus précisément, ceux-ci revendiquent non pas simplement d'être « écoutés » – c'est-à-dire cantonnés au témoignage, comme le voudraient souvent les grandes organisations internationales – mais d'être parties prenantes des décisions qui les concernent, et que leur soit reconnue une capacité d'autodétermination et d'auto-organisation.

Sans aller jusqu'à défendre un « droit » au travail (un pas franchi, à certaines conditions, par des organisations d'enfants et de jeunes travailleurs), il s'agit de reconnaître que le travail – même si cela n'est pas un « premier choix » – peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des droits des enfants. Mais cela implique de bousculer le paradigme dominant de l'enfance, et plus précisément des modes de participation politique des enfants. C'est ce que font les mouvements d'enfants travailleurs en articulant leur lutte « *aux luttes plus générales en faveur d'un monde plus juste et plus solidaire*<sup>5</sup> ». Face à l'opinion dominante et aux positions de l'OIT, qui estime qu'un avenir sans travail des enfants est une condition indispensable à la défense d'un « travail décent », ces mouvements posent une question fondamentale : la condition indispensable à la fin de l'exploitation des enfants n'est-elle pas plutôt le travail décent pour tous, hommes et femmes ? ■

---

*La considération de « l'intérêt supérieur de l'enfant », évoqué dans la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, ne peut se faire indépendamment de la prise en compte de la voix des enfants eux-mêmes.*

---

## NOTES

- 1. Michel Bonnet, *Le Travail des enfants : terrain de luttes*, Lausanne, éditions Page deux, 1999.
- 2. Bernard Schlemmer, « Propositions de recherche sur l'exploitation des enfants au travail faites aux sciences sociales qui, en France, ignorent encore la question... », in *Recherches internationales*, vol. 50, 1997.
- 3. Save the Children, *Position de Save the Children sur les enfants et le travail*, Londres, International Save the Children Alliance, 2003.
- 4. *Contre le travail des enfants ?*, Paris, Syllepse/CETRI, « Alternatives Sud », 2009.
- 5. Michel Bonnet, Karl Hanson, Marie-France Lange et Bernard Schlemmer, *Enfants travailleurs. Repenser l'enfance*, Lausanne, éditions Page deux, 2006.

# SCIENCES : LE SACRE DU CITOYEN ?

On annonce de toute part « le sacre de l'amateur », l'avènement de la « démocratie technique » et des « sciences citoyennes »... Est-ce de l'optimisme béat ? Qu'en est-il réellement de la place des citoyens dans la production des savoirs légitimes aujourd'hui ? Et comment cette place s'est-elle négociée et renégociée dans l'histoire ? Voici un état des recherches sur la question.

Par **CHRISTOPHE BONNEUIL\***

\* **Christophe Bonneuil** est historien des sciences au CNRS. Il est l'auteur de *Gènes, pouvoirs et profits* (avec Frédéric Thomas, Quae-FPH, 2009) et de *Science, politique et société* (avec Pierre-Benoît Joly, La Découverte), à paraître en 2012.

Le XXI<sup>e</sup> siècle sera-t-il le siècle d'un nouvel amateurisme dans les sciences et de l'avènement d'une démocratie technique ? Nombre de travaux récents mettent l'accent sur l'affirmation d'une « recherche de plein air », d'une « science citoyenne », de l'« innovation distribuée », de « patients sentinelles », de « pro-am » (« professionnel-amateur »), d'un « mode 2 » de la production des savoirs. À la faveur d'un retour de l'incertitude (risques, environnement, avenir...) qui déstabiliserait les anciennes hiérarchies et délégations de savoir, et grâce aux formidables potentialités des nouvelles technologies de l'information et de

devoir du citoyen. La « *qualité de savant* » constitue une figure de la citoyenneté, non une profession, et la justification civique d'une science citoyenne cultivée par chacun prime sur la justification fonctionnelle de la spécialisation<sup>1</sup>. Pourtant dès l'époque de Kant, la place de l'amateur recule déjà. En cette même année 1784, l'Académie royale de médecine de Paris condamne les cures magnétiques des médecins mesméristes. Cette affaire, étudiée par le grand historien Robert Darnton met au jour ce qu'il n'hésite pas à nommer « *la fin des Lumières* », à savoir une facette autoritaire, disciplinaire, de la science institutionnalisée (Darnton, 1984). Après

---

*Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la « qualité de savant » constitue une figure de la citoyenneté, non une profession, et la justification civique d'une science citoyenne cultivée par chacun prime sur la justification fonctionnelle de la spécialisation.*

---

la communication (NTIC), nous entrerions enfin dans une « société de la connaissance », un nouvel âge des Lumières. Entre prophéties béates et recherches serrées, les travaux historiques et sociologiques se sont multipliés ces dernières années sur la diversité des façons de produire des connaissances, sur les tensions politiques entre celles-ci, sur la place des praticiens et des citoyens dans la production des savoirs légitimes aujourd'hui et dans l'histoire.

## L'autre face des Lumières

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, seuls quelques académiciens étaient fonctionnaires et l'amateur incarnait une figure noble et désintéressée du rapport au savoir. Comme l'a montré Daniel Roche dans *La France des Lumières*, l'amateurisme scientifique, pratique principalement aristocratique, fleurissait d'un vaste réseau de sociétés savantes et de salons qui se dotaient de leurs propres hiérarchies de prestige.

Répondant en 1784 à la question *Qu'est-ce que les Lumières ?* Emmanuel Kant prône l'émancipation humaine par la recherche active du savoir. Pour sortir de l'« état de minorité », il propose « que le public s'éclaire lui-même » par la généralisation de l'usage public de la raison. *Sapere aude* : ose savoir par toi-même sans t'en remettre aux autorités. La recherche du savoir devient un droit et un

le magnétisme, ce seront l'hypnose puis la phytothérapie qui seront exclus du champ de la science médicale tandis que l'agriculture biologique sera disqualifiée par l'agronomie officielle du XX<sup>e</sup> siècle. L'historienne environnementale féministe Carolyn Merchant date cette intolérance scientifique de la Révolution scientifique elle-même, en montrant comment celle-ci s'accompagna de l'exclusion du champ de la connaissance légitime de certaines formes populaires de connaissance et des personnes qui les portaient : sages-femmes, herboristes ou guérisseuses (Merchant, 1980). Outre l'horizon de la vérité, c'est aussi l'horizon des objets dignes d'attention, de la curiosité légitime, qui se déplace : alors qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, les « merveilles » et autres événements locaux, étranges et singuliers, avaient capté l'attention des philosophes naturels et alimenté la sensibilité empirique de la Révolution scientifique, les savants du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles privilégient l'étude de phénomènes obéissant à des lois générales, délaissant à des amateurs disqualifiés l'étude des phénomènes singuliers (Daston et Park, 1998).

## Des Lumières au fordisme : la déchéance de l'amateur

Mais c'est à partir du XIX<sup>e</sup> siècle que la figure de l'amateur est profondément disqualifiée, réduite à



une forme subalterne et anecdotique de production de connaissance. Sciences et techniques sont saisies par le mouvement général de montée des professions qui accompagne l'affirmation de l'État et du capitalisme industriel.

L'histoire des sciences et des techniques du XIX<sup>e</sup> siècle est largement une entreprise de pénétration cognitive et d'annexion des pratiques techniques par la rationalisation scientifique. Ingénieurs et scientifiques (le terme n'émerge qu'au XIX<sup>e</sup> siècle), imprégnés de l'idéal d'un savoir généralisable et reproductible, entreprennent de pénétrer, décomposer et codifier les savoir-faire artisanaux et paysans, afin de les réagencer et les réinscrire dans des échanges marchands de longue distance, des pouvoirs étatiques et des rapports industriels de production mécanisée (Conner, 2011 ; Carnino, 2011). C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où ce processus est largement avancé et où « la science » parachève sa victoire sur d'autres connaissances, que naît la « vulgarisation scientifique », qui consacre finalement la frontière entre science et public (Bensaude-Vincent, 2000). À l'aube d'une société de masse régie par des modèles organisationnels magistraux, délégatifs et tayloristes, le concept de « vulgarisation » l'emporte sur celui des « Lumières » actives de Kant ou de « science

populaire » d'Arago. L'utilisation de ce terme indique que le public de la science ne joue plus qu'un rôle de récipiendaire passif ; il est renvoyé à la notion de *vulgus*, foule indistincte et inculte.

Ce mouvement de division du travail entre concepteurs, exécutants et usagers s'est accompagné de la perte d'un grand nombre de savoirs populaires et pratiques. Alors qu'il existait de multiples pratiques populaires (herboristes et artisans férus de botanique, agriculteurs conduisant leur sélection végétale, etc.), provinciales (les sociétés naturalistes locales) ou aristocratiques (Darwin) de connaissance en histoire naturelle, les nouveaux professionnels de la biologie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle vont rejeter les amateurs et leur connaissance de terrain aux marges en mettant en avant un savoir de laboratoire, un savoir expérimental.

Pourquoi ce processus social et historique de délégitimation de l'amateur ? Une première explication a été proposée par les analyses marxistes de la division du travail, selon lesquelles la disqualification des producteurs favorise l'extraction d'une plus-value pour le capitaliste. Une seconde approche, liée à la sociologie des professions, s'est penchée sur le travail de démarcation des scientifiques pour construire, renforcer et légitimer une

---

Dans les années 1980, l'activisme du mouvement de lutte contre le sida prolonge celui du mouvement féministe en affirmant à son tour que les malades sont des spécialistes de leur maladie.

---

frontière sociale séparant leur activité (comme institutions, méthodes, énoncés, valeurs, etc.) des autres activités, posées comme « extérieures » et moins rigoureuses, à des fins « d'acquisition d'une autorité intellectuelle et d'opportunités de carrières<sup>2</sup> ». Une troisième explication est proposée par Bruno Latour dans *La Science en action* (1989), ouvrage dans lequel il décrit la science comme une dynamique d'accumulation : les scientifiques accumulent dans leurs laboratoires des objets rapportés de leurs « terrains », mais aussi des ressources matérielles (instruments, animaux modèles, réactifs, etc.) et humaines (assistants, doctorants, techniciens) qu'ils s'efforcent de convertir en publications, donc en « crédibilité » et, par suite, en de nouveaux financements pour leur laboratoire, qui seront convertis en nouvelles publications, et ainsi de suite. À travers ces cycles, les chercheurs constituent leurs laboratoires en « place forte » et rendent plus difficile aux autres de réfuter leurs assertions et découvertes. Dans cette lecture de la dynamique de la science, prouver, c'est exclure. La marginalisation des amateurs ne serait alors qu'un effet collatéral d'une logique plus profonde de la science moderne : une lutte de tous contre tous pour accumuler un capital symbolique.

### Un retour du profane ?

Apogée du fordisme, les années 1960 voient aussi monter une critique de la dépossession démocratique opérée par cette division du travail de production des savoirs, portée notamment par de nouveaux mouvements sociaux, tels le féminisme ou l'écologie. Né alors que seuls 7 % des étudiants aux États-Unis étaient des femmes et que presque tous les gynécologues étaient de sexe masculin, le « Women Health Movement » va jouer un rôle majeur dans la modification des relations entre les femmes et le milieu biomédical. Un groupe de femmes se réunit à Boston en 1969 en ateliers d'échange et d'enquêtes sur la sexualité, la contraception, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, etc. Ce travail conduit à la publication d'un best-seller intitulé *Our Bodies Ourselves*. Un autre groupe féministe ouvre à Chicago, la même année : une première structure illégale permettant aux femmes d'avorter dans de bonnes conditions. Ce mouvement de désobéissance civile s'étend, entre autres, au reste des États-Unis et à la France : des militantes devenues expertes réalisent des milliers d'avortements illégaux, permettant sa légalisation (1973 aux États-Unis, 1974 en France) mais aussi, comme l'a montré Ilana Löwy, de « démystifier le pouvoir de la profession médicale<sup>3</sup> ». C'est aussi dans ces centres que naît

## EXTRAIT ÉVALUATION ET CONTRÔLE DES BIENS-CONNAISSANCE PAR LE CAPITALISME

Dans le capitalisme cognitif, la ressource fondamentale, hégémonique dans le procès de travail, tient à l'implication, à l'attention du travail vivant ainsi qu'à la coopération des cerveaux reliés par l'Internet au moyen d'ordinateurs personnels. Or, le salariat s'est édifié au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sur la séparation entre une prestation définie par une organisation du travail dictée par les machines, pour un horaire de travail défini, et la personne libre. L'implication dans des processus cognitifs et coopératifs fait intervenir les affects, le cerveau dans son ensemble. La richesse de l'entreprise, son potentiel d'innovation réel, correspond de moins en moins à la convention comptable qui a été élaborée en deux siècles.

La question, pour le cadre comptable de la firme, tourne autour des problèmes d'identification des immatériels [...]

L'évaluation de la force-invention est étroitement liée à son contrôle. En témoignent quelques domaines où la norme marchande et salariale se traduit

par une financiarisation croissante parce qu'elle cherche à enregistrer les transformations du mode de production et à en gouverner les effets. Que valent la connaissance, la renommée d'une firme, ses réseaux clients, fournisseurs, ses réseaux internes non institutionnalisés et, plus difficile à évaluer encore, son potentiel innovant, si ce dernier se trouve largement en dehors de son enceinte géographique et de son périmètre juridique ? Dans une firme fordienne, c'était à la valeur dépensée en publicité que l'on pouvait mesurer la renommée de la firme (encore que ce critère soit imparfait car il ne garantit absolument pas une équivalence entre le montant de la dépense publicitaire et la performance commerciale). Cette oscillation des prix entre des valeurs astronomiques et des valeurs quasiment nulles est un facteur d'instabilité. Dans les secteurs qui produisent des biens-connaissance ou des biens-information, cette instabilité – qui provient d'une absence d'accord sur les fondamentaux tels qu'ils sont établis de façon

convergente sur des entreprises de la vieille économie – accentue le recours aux mécanismes d'évaluation et de prise de décision tels que les marchés financiers ont pu les mettre en œuvre à partir de l'informatisation des Bourses. Si la valeur des actifs à évaluer est complexe et instable, l'investisseur demandera à ne pas être engagé de façon irréversible, à pouvoir se désengager très vite. C'est la nature de ce qui fait l'objet de la transaction – à savoir un bien-information ou connaissance dont l'évaluation ne peut se faire sur la base du capital fixe accumulé, mais sur une capitalisation vivante de connaissance et de savoir et qui oscille de tout à rien – qui explique le tâtonnement instable et de nature spéculative (au sens d'André Orléan) que seul peut offrir la finance pour déterminer son prix actuel...

Yann Moulier Boutang, *Le Capitalisme cognitif. La Nouvelle Grande Transformation*, nouvelle édition augmentée, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, p. 206-208.

la pratique de l'auto-examen gynécologique : des femmes apprennent à observer leur col de l'utérus au moyen de spéculums ou à utiliser un « appareil à extraction menstruelle ».

Après ce premier cycle de réappropriation des savoirs, une deuxième phase s'engage avec la lutte contre les effets toxiques de certaines molécules (pilules à fort dosage, diéthylstilbestrol) puis dans la mobilisation des malades du cancer du sein. Cette mobilisation, relayée par le mouvement des consommateurs, connaît un grand retentissement aux États-Unis. Le National Women Health Network est créé en 1974 pour rassembler les forces de contre-expertise, de recours juridiques, de campagnes médiatiques et de lobbying auprès des agences gouvernementales. Dans les années 1980, l'activisme du mouvement de lutte contre le sida

prolonge celui du mouvement féministe en affirmant à son tour que les malades sont des spécialistes de leur maladie, et se dote d'une solide expertise pour débattre avec les scientifiques, médecins, responsables des politiques de santé et entreprises pharmaceutiques. À la différence des anciennes associations et fondations de lutte contre ce genre de maladie qui existaient depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle et qui restaient dirigées par des cliniciens, ces mouvements ont imposé la figure d'un patient activiste, politisé, refusant l'acceptation aveugle de l'autorité professionnelle des experts.

Ces évolutions illustrent un mouvement plus vaste de mise en crise du modèle délégitif de production des savoirs. Patients et militants devenus experts du problème qui les concerne et s'imposant dans les discussions techniques, usagers

## BIBLIOGRAPHIE

### Les travaux récents analysant/annonçant le retour de l'amateur et la démocratie technique

Callon M., Lascoumes P. et Barthe Y., *Agir dans un monde incertain.*

*Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

Cardon D., *La Démocratie Internet*, Paris, Seuil, 2010.

Charvolin F., Micoud A. et Nyhart L.K. (dir.), *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Éditions de l'Aube, 2007.

Felt, U. et al., *Taking European Knowledge Society Seriously*, Rapport à la Commission Européenne, 2007.

Flichy P., *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil, 2010.

Hippel E. von, *Democratizing Innovation*, MIT Press (téléchargeable gratuitement en ligne), 2005.

Leadbeater C. & Miller, P., *The Pro-Am Revolution: How Enthusiasts are changing our Economy and Society*, Londres, Demos, 2004.

Nowotny H., Scott P. et Gibbons M., *Repenser la science. Savoir et société à l'ère de l'incertitude*, Paris, Belin, 2003.

Oudshoorn N. et Pinch T. (dir.), *How Users Matter: The Co-Construction of Users and Technology*, Cambridge, MIT Press, 2003.

Tapscott D., Williams A. D., *Wikinomics: How Mass Collaboration Changes Everything*, New York, Penguin, 2007.

### Les travaux pionniers sur l'âge des Lumières

Darnton R., *La Fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution*, Paris, Perrin, 1984.

Roche D., *La France des Lumières*, Paris, Fayard, 1993.

### La disqualification de l'amateur à l'âge industriel

Carnino G., *L'Invention de « la science » dans le second XIX<sup>e</sup> siècle. Épistémologie, technologie, environnement, politique*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, EHESS, 2011.

Conner C., *Histoire populaire des sciences*, Paris, L'échappée, 2011.

Bensaude-Vincent B., *L'Opinion publique et la science. À chacun son ignorance*, Paris, Sanofi-Synthelabo (Les empêcheurs de penser en rond), 2000.

Fressoz J.-B., *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Seuil, 2012.

### Quand les militants se mêlent de savoirs médicaux...

Irwin A., *Citizen Science: A Study of People, Expertise and Sustainable Development*, London, Routledge, 1995.

Akrich M., Méadel C. et Rabeharisoa V., *Se mobiliser pour la santé. Des associations de patients témoignent*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2009.

Brown P. et Mikkelsen E. J., *No Safe Place: Toxic Waste, Leukemia, and Community Action*, Berkeley, University of California Press, 1990.

Dodier N., *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2003.

Dalgalarondo S., *Sida, la course aux molécules*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.

### Sur le pair à pair et l'innovation collaborative

Baldwin C. Y. et Hippel E. von, "Modeling a Paradigm Shift: From Producer Innovation to User and Open Collaborative Innovation", MIT Sloan Research Paper No. 4764-09, 2009.

Benkler, Y., *The Wealth of Networks: How Social Production Transforms Markets and Freedom*, New Haven, Yale University Press (téléchargeable gratuitement en ligne), 2006.

Kelty C., *Two Bits: the Cultural Significance of Free Software*, Durham, Duke University Press, 2008.

Lessig, Lawrence, *Remix: Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*, New York, Penguin Press, 2008.

Raymond E., *The Cathedral and the Bazaar: Musings on Linux and Open Source by an Accidental Revolutionary*, O'Reilly and Associates, Sebastopol, 1999.

innovateurs, réseaux d'innovation en pair à pair, «geeks» et autres «hackers»: de nouvelles figures de l'amateur ont émergé depuis quelques décennies. Ces nouveaux collectifs revendiquent un rôle dans la *régulation* de la recherche, de l'innovation et de l'expertise, mais aussi dans la *production* des savoirs. Dans un champ aussi réservé que le nucléaire, des associations ont rompu le monopole étatique de l'expertise en effectuant elles-mêmes des mesures de radioactivité ou en élaborant des scénarios énergétiques alternatifs au nucléaire. Dans le domaine biomédical, depuis l'expérience clé du mouvement féministe et de lutte contre le sida, d'autres groupes de malades ont développé des pratiques d'investigation, de production et des forums d'échange de savoirs, conduisant à de nouvelles bases de partenariats avec les institutions biomédicales (Akrich, Méadel et Rabeharisoa, 2009). Pour le meilleur et pour le pire, l'Associa-

fréquence inutilisée de la bande radio et une technologie capable de l'utiliser (le Wi-Fi) pour faire partager un haut débit que les industriels de l'accès internet tardaient à proposer. Ce sont également des militants altermondialistes qui ont développé les outils les plus originaux de coordination et de communication planétaire multilingue. S'est également développé un vaste ensemble d'innovation «pair à pair» autour des «logiciels libres», tels le système d'exploitation GNU/Linux et l'explorateur Firefox, l'un des plus utilisés dans le monde.

#### **Profane, amateur, hacker ou militant ?**

Si le modèle délégatif tendait à unifier l'ensemble des non-scientifiques en un «public» indifférencié, c'est la multiplicité des publics actifs engagés dans des formes variées d'implication qui frappe aujourd'hui. Michel Callon, pour souligner cette fragmentation, a proposé de remplacer le terme de

---

*Si le modèle délégatif tendait à unifier l'ensemble des non-scientifiques en un «public» indifférencié, c'est la multiplicité des publics actifs engagés dans des formes variées d'implication qui frappe aujourd'hui.*

---

tion française contre les myopathies collecte et distribue des sommes supérieures au budget de fonctionnement (hors salaires) de l'INSERM, polarisant ainsi fortement les directions prises par la recherche publique. Face aux polluants chimiques, une foule de collectifs de victimes mène un travail d'investigation, parfois en lien avec des médecins et des chercheurs, pour mesurer les expositions et établir des causalités épidémiologiques que contestent souvent la science établie ou les industriels. Cette «épidémiologie populaire» ou «science citoyenne», cette production de savoirs par les mobilisations a joué un rôle majeur dans l'essor récent de la santé environnementale comme champ de l'action publique et comme champ de recherche.

Dans le domaine de l'environnement, l'expertise des ONG est également devenue incontournable. Il est significatif que ce soit une chercheuse du WWF qui ait joué un rôle central dans la mise à jour du phénomène de perturbation endocrinienne par les polluants chimiques. La conservation et l'utilisation de la biodiversité, considérées il y a quelques décennies comme une affaire de professionnels (scientifiques, gestionnaires de parcs et de banques de gènes), a ainsi donné une place croissante aux ONG, aux communautés locales, à des collectifs de paysans, de jardiniers ou de citoyens, d'ailleurs désormais reconnus comme acteurs de la gestion de la biodiversité. Dans le domaine agronomique ou dans celui des NTIC, nombre d'innovations majeures ne sortent pas des laboratoires de recherche et des entreprises, mais de réseaux d'usagers actifs. Ce sont ainsi des militants associatifs américains qui ont cherché une

«public» par celui de «groupes concernés» (Callon *et al.* 2001). En se mobilisant, les groupes concernés construisent conjointement des identités collectives, des savoirs et des objets politiques (problèmes publics) qui sont propres à chaque collectif. D'ailleurs, la multiplication des dénominations témoigne de l'hétérogénéité et de la richesse du répertoire de l'engagement non professionnel dans la production des savoirs et des innovations: faut-il parler d'«amateur»? De «pro-am»? De «profane»? De «militant-expert»? De «hacker»? D'«usager innovateur»? De groupe concerné? De science citoyenne? De création «pair à pair»? Le vocable d'amateur n'est que rarement invoqué aujourd'hui, en dehors des sciences naturelles et de l'astronomie. Celui de profane est plus politique. Le profane est celui qui n'est pas passé par les rites initiatiques des détenteurs officiels du savoir (le doctorat, etc.) et qui, pourtant, entreprend de mettre son nez dans les affaires du temple: «*profaner, c'est restituer à l'usage commun ce qui a été séparé dans la sphère du sacré*<sup>4</sup>». Le terme de «pro-am», contraction de professionnel-amateur, souligne l'hybridité des postures et des statuts. Par exemple, parmi les contributeurs à la programmation de logiciels libres, s'il y a une écrasante majorité de personnes n'y consacrant que quelques heures par semaine, il reste qu'une grande partie des lignes de codes sont le fait d'une minorité surinvestie d'informaticiens de profession. Il n'y a donc pas d'indifférenciation généralisée, pas de disparition du professionnel, mais de nouveaux agencements, de nouvelles circulations, de nouveaux objets-frontières reliant diverses formes d'implication. Comme le terme de «savoir populaire» ou de «hacker», le terme de



«science citoyenne» était initialement porteur de l'idée d'une contestation et d'une contre-expertise<sup>5</sup>. Il est cependant aujourd'hui repris dans un sens largement aseptisé par les institutions pour désigner tout projet scientifique ou technologique associant des non-professionnels.

### Un modèle alternatif de production de savoirs et d'innovations ?

Ce retour de l'amateur a conduit les sociologues et économistes à revoir leurs théories de l'innovation. Eric von Hippel, professeur de management de l'innovation au MIT, a analysé ces nouvelles dynamiques d'«innovations par l'usage» dans l'instrumentation médicale, les NTIC ou le matériel de sport. Il introduit la notion d'«adhérence» («*stickiness*») entre besoin et innovation. Le modèle «fordiste» de l'innovation, avec un concepteur industriel qui développe une solution standard à un besoin standardisé (qui fonctionne encore dans un grand nombre de cas, du hamburger à l'automobile), montre ici ses limites. Il existe en effet un nombre croissant d'innovations, de produits et de services où l'utilisateur est amené à co-produire l'innovation pour qu'elle réponde véritablement à son besoin. Les innovations par l'usage partent souvent de ses besoins et une dynamique d'invention

soutenue devient possible si les usagers, qui ne sont plus simples récepteurs, s'engagent collectivement dans une arborescence d'innovations incrémentales répondant à une multitude de besoins différenciés.

Certains économistes et sociologues ont entrepris d'étudier dans quels cas et dans quelles conditions le modèle «pair à pair» de production de savoirs et d'innovation apporte une efficacité supérieure au modèle marchand (où la coordination s'opère par les prix) ou au modèle hiérarchique (où la coordination s'opère par le commandement). Leur conclusion est que si les projets sont aisément décomposables en sous-tâches (modularité), si différents perfectionnements peuvent s'additionner les uns aux autres (additivité et incrémentalité) et si la circulation d'objets intermédiaires entre co-concepteurs est aisée et massive, alors le modèle pair à pair peut faire mieux que les modèles classiques d'innovation. Une première raison en est que l'attribution de la tâche la plus adaptée à chaque personne se fait à un coût de transaction minimal puisque chacun, en connaissance des différentes facettes du projet, s'auto-attribue la tâche qui répond à ses compétences et sa motivation<sup>6</sup>. Une seconde raison est la puissance, et le faible coût de l'exploration tous azimuts en des directions multiples par des milliers

de co-concepteurs bénévoles animés par une même éthique du bien commun, non appropriable par un intérêt privé. Von Hippel, loin d'être un gauchiste, était initialement acquis à l'idée d'une nécessaire récompense des efforts inventifs par l'octroi d'un monopole (brevet, droit d'auteur, etc.). Estimant que la productivité américaine dépend désormais des innovations en réseau, il est cependant devenu partisan de la sortie du régime «dur» actuel de propriété intellectuelle.

Certains voient aussi dans les réseaux de pair

désormais l'«innovation ouverte», dont un gourou est Henry Chesbrough. Il s'agit d'économiser sur les dépenses de Recherche et Développement (R&D) internes à l'entreprise en captant les savoirs et innovations produits à l'extérieur de celle-ci, qu'ils viennent des concurrents, de start-up ou des usagers<sup>9</sup>. Cette forme d'externalisation, distribuée et à grande échelle, de la recherche («crowdsourcing») est notamment intermédiée par la plateforme «InnoCentive». Celle-ci propose ainsi à plus de 250.000 «solutionneurs» ins-

---

*Certains voient aussi dans les réseaux de pair à pair des dispositifs encourageant des comportements citoyens plus vertueux et altruistes, qui enrichissent la démocratie en créant de nouveaux espaces et biens publics.*

---

à pair des dispositifs encourageant des comportements citoyens plus vertueux et altruistes, qui enrichissent la démocratie en créant de nouveaux espaces et biens publics. On pousse parfois l'optimisme jusqu'à voir dans ce modèle de nouveaux producteurs associés pour faire front aux enclosures néolibérales du capitalisme cognitif, le germe d'une «société holoptique», où chacun aurait accès à la vision d'ensemble (contrairement au panoptisme), et même d'une nouvelle «civilisation participative généralisée<sup>7</sup>».

#### **Capter l'intelligence des foules, nouvel esprit du capitalisme ?**

À contre-courant de ceux qui annoncent béatement une démocratie (technique) enfin à portée de main, d'autres travaux mettent l'accent sur la persistance (ou l'apparition) d'asymétries permettant de sous-traiter une partie du travail d'innovation à des usagers et amateurs... tout en capturant la majeure partie de la valeur ajoutée des innovations produites. Ces travaux prennent alors pour objet de nouvelles stratégies, de nouveaux dispositifs, pour gouverner, capturer et valoriser les savoirs disséminés.

Étudiant la collaboration entre amateurs et professionnels en biologie, les sociologues Star et Griesemer ont développé la notion d'«objet-frontière» à propos des spécimens zoologiques: ceux-ci jouent un rôle clé de coordination entre les deux groupes pour un bénéfice réciproque, alors même qu'amateurs (souci taxonomique ou biogéographique) et professionnels (recherches évolutives et écologiques) ont des pratiques et des systèmes de valeurs et de signification presque incommensurables<sup>8</sup>. Cette question des «objets-frontières», des interfaces, se pose aujourd'hui aux organisations publiques et privées qui entendent mobiliser les amateurs: comment concevoir des dispositifs qui attirent et motivent des foules bénévoles pour générer des savoirs robustes (publications scientifiques) ou des innovations profitables?

Le néomanagement de la connaissance prône

crits (bénévoles sauf le vainqueur récompensé par un prix) de résoudre des questions technologiques posées par des entreprises (chimiques, pharmaceutiques, etc.), des institutions publiques ou des ONG.

Dans cette logique, en 1999, l'université de Berkeley appelle des internautes à prêter un peu de la puissance de calcul inutilisée de leur ordinateur personnel pour former cinq ans plus tard, avec quatre millions de contributeurs, un hyper-ordinateur deux fois plus rapide le plus gros ordinateur du monde (projet SETI@home). Une deuxième étape a consisté à inciter ces internautes à consacrer non seulement un coin de leur ordinateur, mais aussi une partie de leur temps et de leur intelligence à des projets de traitement de signaux et d'images de l'espace (Einstein@home; Nasa Clickwatchers, etc.), de biologie synthétique (genome@home) ou de recherche pharmaceutique contre des maladies majeures (fightaids@home, malariacontrol.net, etc.). Certains projets motivent les internautes avec une interface ludique, comme le jeu Foldit, dans lequel il s'agit d'optimiser le repliement des protéines. Les meilleurs joueurs ont développé des mécanismes et des compétences de résolution de problème que les chercheurs essaient ensuite d'inculquer aux ordinateurs; ils participent à la conception de nouvelles protéines optimisées comme médicaments potentiels et sont co-auteurs de publications. Dans ces projets, le travail bénévole de ces amateurs démultiplie le travail des salariés de la Recherche & Développement public comme privée et, de la revue *Nature* au Centre européen de recherche nucléaire, les plus hautes autorités scientifiques se font désormais les chantres de cette «cyberscience citoyenne<sup>10</sup>».

Dans le domaine de la génétique humaine, l'implication d'amateurs dans cette «science 2.0» va encore plus loin, mettant en jeu le corps biologique. Avec la plateforme Do It Yourself Genomics, l'entreprise 23andMe propose aux milliers de personnes lui ayant acheté un génotypage de leur génome (envoi de salive à l'entreprise) pour détecter des susceptibilités à des dizaines de

maladies, de participer à des projets de recherche. Les données brutes du génotypage sont mises en ligne sur une sorte de facebook génomique. Les contributeurs peuvent alors participer à des enquêtes en renseignant leur phénotype (du type de cheveux à leurs problèmes médicaux, voire à des analyses biologiques). Cette génétique participative parvient à recruter des milliers de personnes qui s'engagent simultanément dans de multiples études, et renseignent d'autant plus activement leur profil qu'une restitution rapide et personnal-

avec des dépressions et suicides à la clé comme on l'a constaté dans de grandes entreprises en France. Et quand bien même de nombreux dispositifs de la « technoscience 2.0 », tels les réseaux pairs à pair, sont moins propriétaires et plus holoptiques que celui de Do It Yourself Genomics, certains auteurs, tel Jean-Paul Gaudillière, y voient une nouvelle utopie technophile qui fabrique le sujet du capitalisme contemporain : « numérique, créatif, autonome, flexible et connecté<sup>13</sup> ».

Le débat qui traverse les sociologues quant au

---

*De la revue Nature au Centre européen de recherche nucléaire,  
les plus hautes autorités scientifiques se font désormais les chantres  
de cette « cyberscience citoyenne ».*

---

sée des résultats leur est faite<sup>11</sup>. L'enrôlement par le fun de milliers de bénévoles très impliqués permet d'atteindre à moindre coût une significativité statistique des résultats, contrairement à la rigidité et au coût des enquêtes traditionnelles (recrute-ment par protocole avec rémunération de partici-pants). En même temps que des publications scienti-fiques, ce dispositif produit une nouvelle forme de citoyens, de nouvelles formes de subjectivités chez les participants, qui redéfinissent leur identité à partir de leurs gènes et de la mise en commun de l'information génétique. Ces individus s'adonnant volontairement à la confession génétique et médi-cale alimentent une base de données médicale et génétique qui est propriété de l'entreprise, un actif immatériel monnayable en dollars sonnants et trébuchants.

Résumons-nous. Le modèle fordiste de production des savoirs cède bien la place à une société de la connaissance disséminée. C'est du savoir vivant, plutôt que du seul savoir codifié et propriétaire, et c'est de tous les pores de la société plutôt que des seules institutions spécialisées de Recherche & Développement, qu'émergent aujourd'hui les savoirs et les innovations qui font la richesse éco-nomique et sociale de nos sociétés. À côté de la recherche publique et du secteur privé émerge ainsi un tiers secteur de la connaissance ouverte et de l'innovation en pair à pair.

Mais faut-il voir dans ces évolutions l'avènement de la « démocratie technique » et de la « science citoyenne », le « pouvoir des malades » ou des « cer-veaux en réseaux » ? Il est évident qu'ayant inté-gré la nouvelle donne, les pouvoirs économiques et scientifiques dominants ont appris à créer de nouvelles interfaces captatives pour ces essais de cerveaux bénévoles en réseaux, et, ainsi, à « s'enri-chir grâce à ceux qui travaillent gratuitement<sup>12</sup> ». C'est au nom du mot d'ordre de l'« innovation ouverte » que l'on ferme des centres de R&D et que l'on pressurise ingénieurs et chercheurs, mis en concurrence avec un « pronétariat » bénévole,

bilan de l'activisme thérapeutique des malades du sida est également éclairant. Alors que certains (Epstein, Barbot, Dodier...) mettent en avant la capacité des malades à faire évoluer les orienta-tions de la recherche et les normes de scientificité des essais cliniques, d'autres, tel Dalgalarondo, ont analysé la façon dont les firmes pharmaceu-tiques ont utilisé les ONG pour peser sur l'État en faveur de l'assouplissement des réglementations sur les médicaments.

Le tournant participatif de la science n'est-il pas par ailleurs un moyen de nourrir les marchés tech-nologiques, de pénétrer la diversité des territoires (notamment agronomiques et médicaux) où la stan-dardisation du modèle délégitif fordiste avait mon-tré ses limites ? À la façon de la confession, dont Foucault raconte l'invention dans son *Histoire de la sexualité*, n'est-il pas aussi un moyen de sommer les savoirs vernaculaires de se rendre eux-mêmes intelligibles aux savoirs savants ? Au-delà de l'uto-pie de la commensurabilité (numérique) de tous les savoirs (quoi de plus réducteur que de parler de « cerveaux en réseaux » ?), le sociologue indien Shiv Visvanathan propose de dépasser la notion de participation vers celle de « justice cognitive », com-prise comme « un droit constitutionnel à l'existence de différents systèmes de savoirs », et, prolongeant le « parlement des choses » de Bruno Latour, « un parlement des débats épistémiques, ainsi que des écologies de savoirs permettant à ces savoirs [alter-natifs] de survivre [...] comme pratiques actives », vitales et légitimes... quand bien même elles resteraient incommensurables et rétives à la captation par le néomanagement de l'innovation ouverte et de la technoscience 2.0<sup>14</sup> ! ■

## NOTES

- 1. Emmanuel Kant, *Vers la paix pépétuelle; Que signifie s'orienter dans la pensée?; Qu'est-ce que les Lumières?*, trad. J.-F. Poirier et F. Proust, Paris, Garnier-Flammarion, 1991 (1784).
- 2. Thomas F. Gieryn, « Boundary-Work and the Demarcation of Science from Non-Science », in *American Sociological Review*, n° 48, 1983, p. 781.
- 3. Ilana Löwy, « Le féminisme a-t-il changé la recherche biomédi-cale ? Le Women Health Movement et les transformations de la médecine aux États-Unis », in *Travail, Genre et Sociétés*, n° 14, novembre, 2005, p. 89-108.
- 4. Giorgio Agamben, *Profanations*, trad. M. Rueff, Paris, Rivages, 2005, p. 107.
- 5. Voir Alan Irwin, *Citizen Science: A Study of People, Expertise and Sustainable Development*, Londres, Routledge, 1995, ou la création de la Fondation Sciences Citoyennes en France en 2003.
- 6. Yochoai Benkler, « Coase's Penguin, or Linux and the Nature of the Firm », in *The Yale Law Journal*, vol. 112, 2002, p. 369-446.
- 7. Michel Bauwens et Rémy Sussan., « Le peer to peer : nouvelle formation sociale, nouveau modèle civilisationnel », in *Revue du MAUSS*, n° 26, 2005, p. 193-210.
- 8. Susan L. Star et James Griesemer, « Institutional Ecology, "Translations" and Coherence. Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-1939 », in *Social Studies of Science*, n° 19, 1989, p. 387-420.
- 9. Henry Chesbrough, *Open Innovation: the New Imperative for Creating and Profiting from Technology*, Harvard Business School Press, 2006.
- 10. Eric Hand, « People Power », in *Nature*, vol. 466, 2010, p. 685-687.
- 11. Nicholas Eriksson et al., « Web-Based, Participant-Driven Studies Yield Novel Genetic Associations for Common Traits », in *PLoS genetics*, vol. 6, n° 6, 2010, p. 1-20.
- 12. *Time*, 26 février 2007.
- 13. Jean-Paul Gaudillière, « À chacun selon ses (vrais) besoins ? Abondance, capitalisme « cognitif » et utopie numérique », in *Mouvements*, n° 54, 2008, p. 100.
- 14. Shiv Visvanathan, « Knowledge, justice and democracy », in M. Leach, I. Scoones et B. Wynne (dir.), *Science and Citizens: Globalization and the Challenge of Engagement*, Londres, Zed Books, 2005, p. 92-93.



# LES DIX COMMANDEMENTS DU PARFAIT MILITANT

---

EXPÉRIMENTATIONS  
POLITIQUES

Maîtrisez-vous l'impression de tracts à la Ronéo ? Seriez-vous prêt, en tant que leader d'un mouvement, à vous laisser destituer ? Quels sont les piliers d'une lutte correctement organisée ? Slavoj Žižek cohabite-t-il avec Roosevelt sur votre table de chevet ?... Les conseils de **MIKE DAVIS\*** aux militants de tout poil.

Récemment, au Canada, une amie m'a demandé si le mouvement « Occupy Wall Street » pouvait tirer une quelconque leçon des mouvements de protestations des années 1960. Je lui ai répondu que l'un des rares souvenirs à peu près clairs que j'en avais conservé – c'était il y a plus de quarante-cinq ans –, était justement d'avoir fait le vœu de ne jamais, jamais, devenir un vieux schnock avec des leçons à transmettre.

Mais elle a insisté, et sa question a fini par éveiller ma propre curiosité. Qu'est-ce que, en fin de compte, je pouvais retenir d'une vie entière passée à me frotter à l'activisme ?

Bon, sans équivoque, je suis devenu un spécialiste, capable d'extirper mille tracts d'une Ronéo à la santé fragile, jusqu'à ce qu'elle se désintègre.

Troisièmement, les manifestants doivent subvertir la tendance permanente des médias à la métonymie, c'est-à-dire à la désignation du tout par l'une de ses parties, d'un groupe par l'un de ses individus. (Par exemple, n'est-il pas étrange que nous commémorions un « Martin Luther King Day », plutôt qu'un « Civil Rights Movement Day » ?) Les porte-parole doivent être régulièrement changés, et, quand nécessaire, abattus.

Quatrièmement, le même avertissement vaut pour les relations existant entre le mouvement et les individus qui y participent en tant que bloc organisé. Je crois très sincèrement à la nécessité d'une gauche révolutionnaire organique, mais ces groupes ne peuvent prétendre à l'authenticité qu'à condition d'accorder la priorité à la construction

Ce texte a initialement été publié sur le site *The Rag Blog* (<http://theragblog.blogspot.com>) le 17 novembre 2011.

\* **Mike Davis** est professeur d'histoire à University of California, Riverside, et membre du comité de rédaction de la *New Left Review*. Il est notamment l'auteur de *City of Quartz* (La Découverte, 2003) et du *Stade Dubaï du capitalisme* (Les Prairies ordinaires, 2007).

---

*Le boulot d'un bon organisateur, comme on le disait souvent à l'époque du mouvement pour des droits civiques, c'est d'organiser son retrait, et de se débrouiller pour ne jamais devenir indispensable.*

---

(J'ai promis à mes enfants de les emmener l'un de ces jours au Smithsonian admirer ces engins du diable qui ont tant apporté au mouvement pour les droits civiques et aux mouvements anti-guerre).

Sinon, je me souviens surtout d'un certain nombre d'injonctions que m'avaient faites mes camarades plus âgés et plus expérimentés, et que j'avais mémorisées comme mes Dix Commandements personnels (comme ceux que l'on peut trouver dans un livre de diététique ou dans certains tracts bien tournés).

Les voici, pour ce que ça vaut :

Tout d'abord, l'impératif catégorique, c'est l'organisation ; ou plutôt, faciliter l'auto-organisation des autres individus. Catalyser, c'est bien, mais organiser, c'est mieux.

Deuxièmement, les dirigeants du mouvement doivent être temporaires et toujours susceptibles d'être destitués. Le boulot d'un bon organisateur, comme on le disait souvent à l'époque du mouvement pour des droits civiques, c'est d'organiser son retrait, et de se débrouiller pour ne jamais devenir indispensable.

de la lutte, et qu'ils s'interdisent d'avoir un agenda politique secret aux yeux des autres participants.

Cinquièmement, comme nous l'avons appris à la dure dans les années 1960, la démocratie consensuelle n'est pas équivalente à la démocratie participative. À l'échelle des communautés ou des groupes d'affinité, la prise de décision par consensus peut très bien fonctionner, mais, dès qu'il s'agit d'une lutte de plus longue durée ou réunissant plus d'individus, le passage à une forme de démocratie représentative est essentiel pour permettre la participation la plus égale et la plus grande possible. Le diable, comme toujours, est dans les détails : il convient de s'assurer que tout délégué peut être démis de ses fonctions, de formaliser le droit des minorités politiques afin qu'elles soient représentées politiquement, et ainsi de suite.

Je sais que c'est une hérésie de le dire, mais les bons anarchistes, ceux qui croient à l'action concertée et à l'autogouvernement de la base, trouveraient des enseignements de grande valeur dans le *Robert's Rules of Order*<sup>1</sup> (considéré comme un outil technique utile pour les discussions organisées et les prises de décision).

Sixièmement, une « stratégie d'organisation » ne consiste pas seulement en la création d'un plan visant à augmenter le nombre de participants à la lutte, mais aussi en un travail de conceptualisation pour aligner cette lutte spécifique avec les cibles privilégiées de l'exploitation et de l'oppression.

répondre vite et sans équivoque à la crise des droits de l'homme qui traverse la communauté des ouvriers immigrés. Les manifestations pour les droits des immigrés, il y a cinq ans, comptent parmi les plus grandes manifs de l'histoire des États-Unis. Peut-être verrons-nous le Premier Mai

---

*Et les groupes de personnes occupant actuellement les parterres de gazon des ploutocrates devraient répondre vite et sans équivoque à la crise des droits de l'homme qui traverse la communauté des ouvriers immigrés.*

---

Par exemple, l'une des manœuvres stratégiques les plus brillantes du mouvement de libération noire de la fin des années 1960 fut de déplacer la lutte à l'intérieur des usines d'automobiles de Detroit et de former la League of Revolutionary Black Workers (Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires).

Aujourd'hui, on peut voir un défi et une opportunité similaires dans « Occupying the Hood » (« Occuper les quartiers »). Et les groupes occupant actuellement les cours des ploutocrates devraient

prochain converger tous ces mouvements contre l'inégalité en un unique jour d'action ?

Septièmement, construire un mouvement qui tend authentiquement les bras aux pauvres et aux chômeurs requiert d'avoir accès à un certain nombre d'infrastructures pour répondre aux besoins humains les plus urgents : de la nourriture, un toit, des soins. Si nous voulons rendre possibles les vies consacrées à la lutte, nous devons créer des coopératives de partage et redistribuer nos propres

#### EXTRAIT DISCOURS DU PRÉSIDENT ROOSEVELT AU CONGRÈS, LE 11 JANVIER 1944

Il est aujourd'hui de notre devoir d'établir les plans et de déterminer la stratégie qui nous permettront non seulement d'établir une paix durable, mais également de créer un niveau de vie supérieur à tout ce que l'Amérique a connu à ce jour. Mais, quelle que soit la qualité de ce niveau de vie, nous ne pouvons nous en contenter si une partie de notre peuple – qu'il s'agisse d'un tiers, d'un cinquième ou d'un dixième de celui-ci – est mal nourrie, mal habillée, mal logée et précaire.

Cette République a vu le jour et a acquis ses forces présentes sous la protection d'un certain nombre de droits politiques inaliénables – le droit à la liberté d'expression, le droit à la liberté de la presse, le droit à la liberté confessionnelle, le droit à un procès équitable ou encore le droit à la protection contre les fouilles et les saisies injustes. Tels étaient nos droits, nos droits à la vie et à la liberté.

Toutefois, notre nation a tant grandi en taille et en force – et notre économie industrielle s'est développée à tel point – que ces droits politiques sont devenus insuffisants pour nous garantir l'égalité dans la poursuite du bonheur.

Il est devenu suffisamment clair qu'une véritable liberté individuelle ne peut exister

sans l'indépendance et la sécurité économiques. « *L'homme nécessiteux n'est pas un homme libre.* » Les hommes affamés et sans emploi, tel est le terreau sur lequel se sont toujours construites les dictatures.

Aujourd'hui, ces vérités économiques sont enfin acceptées de tous. Nous avons accepté, pour ainsi dire, un second *Bill of Rights*, posant des fondements à même de garantir la sécurité et la prospérité de tous et de chacun, indépendamment de la croyance, de la position sociale ou de la race.

Parmi ces nouveaux fondements :

- le droit à un travail utile et rémunérateur, dans l'industrie, le commerce, les fermes ou les mines de la nation ;
- le droit de gagner suffisamment d'argent pour payer sa nourriture, ses vêtements et ses loisirs ;
- le droit de tout fermier d'élever et de vendre ses produits à un prix tel qu'il s'assure une vie décente ainsi qu'à sa famille ;
- le droit pour tout homme d'affaire, petit ou grand, d'échanger dans une atmosphère de liberté exempte de concurrence déloyale et de

domination monopolistique, que ce soit sur le territoire américain ou à l'étranger ;

- le droit de toute famille à un foyer décent ;
- le droit aux soins médicaux nécessaires et le droit de jouir de la bonne santé ;
- le droit à une protection économique suffisante face à la vieillesse, la maladie, les accidents et l'absence d'emploi ;
- le droit à une bonne éducation.

Tous ces droits disent le mot « sécurité ». Quand cette guerre sera gagnée, il sera de notre devoir de mettre ces droits en œuvre, et d'avancer ensemble de toutes nos forces vers ces nouveaux buts que sont le bien-être et le bonheur de chaque être humain.

La juste place de l'Amérique dans le monde dépendra en grande partie de notre capacité à faire respecter ces droits pour chacun de nos citoyens.

*(Traduit de l'anglais par A. Blanchard.)*



ressources aux jeunes qui se battent en première ligne. De la même manière, nous devons créer une association des juristes impliqués dans le mouvement (comme la National Lawyers Guild), dans la mesure où cette dernière se révéla vitale pour la contestation face à la répression massive des années 1960.

Huitièmement, le futur du mouvement « Occupy Wall Street » sera moins déterminé par le nombre de personnes présentes au Liberty Park (même si la pérennité de cette occupation est une condition *sine qua non* de la survie du mouvement) que par sa capacité à être sur le terrain à Dayton, Cheyenne, Omaha et El Paso. Bien souvent, l'expansion spatiale des manifestations équivaut à une implication toujours plus diversifiée des non-Blancs et des syndicalistes.

L'émergence des médias sociaux représente bien évidemment une opportunité historique d'établir un dialogue horizontal national, et même planétaire, entre activistes n'appartenant pas à l'élite. Toujours est-il qu'« Occupy Main Streets » a besoin de davantage de soutien de la part des groupes plus télégéniques et disposant de meilleures ressources dans les grands centres universitaires et urbains. Un bureau national autofinancé

d'orateurs et d'intervenants serait par ailleurs un atout inestimable.

De la même manière, il est essentiel d'amener sous une lumière nationale les histoires de la périphérie comme du cœur du pays. Le récit des manifestations doit devenir une fresque de la manière dont les gens ordinaires se battent partout dans le pays : contre l'extraction à ciel ouvert en Virginie-Occidentale ; pour la réouverture des hôpitaux à Laredo ; en soutien aux dockers à Longview ; contre un bureau de shérifs fasciste à Tucson ; contre les escadrons de la mort à Tijuana ; ou encore contre le réchauffement climatique à Saskatoon.

Neuvièmement, la participation grandissante des syndicats dans les manifestations d'Occupy – y compris la mobilisation spectaculaire qui contraignit la police de New York à renoncer temporairement à sa tentative de déloger l'Occupy Wall Street) – change la donne et fait naître l'espoir que, peut-être, ce soulèvement est en passe de devenir une authentique lutte des classes.

En même temps, nous devons nous rappeler que la majorité des leaders syndicaux sont indécrottablement mariés – et mal mariés – au Parti Démocrate, de la même manière qu'ils sont embourbés dans ces guerres intestines et amORALES entre

syndicats qui ont définitivement gâché tout espoir d'un nouvel essor de la lutte des travailleurs.

Les manifestants anticapitalistes doivent par conséquent être plus intimement connectés aux groupes d'opposition de base ainsi qu'aux comités électoraux les plus progressistes au sein des syndicats.

Dixièmement, enfin, l'une des leçons les plus simples mais aussi les plus durables que l'on peut tirer de la dissidence des générations précédentes

Certes, ce n'était pas le programme « maximal » de la gauche (qui revendiquait une propriété sociale et démocratique des banques et des plus grandes entreprises), mais c'est certainement la position la plus progressiste jamais adoptée par un parti de gouvernement ou un président américain.

Aujourd'hui, bien sûr, l'Economic Bill of Rights est à la fois une idée complètement utopique et, en même temps, la simple définition de ce dont les Américains ont fondamentalement besoin.

---

*Il importe de se demander quelles revendications sont à même de toucher le plus grand nombre de gens tout en demeurant radicales, au sens d'antisystémiques.*

---

réside dans la nécessité de parler un langage vernaculaire. L'urgence morale d'un changement acquiert sa plus grande valeur quand elle est exprimée en un langage partagé par le plus grand nombre.

En effet, les plus grandes voix radicales – Tom Paine, Sojourner Truth, Frederick Douglass, Gene Debs, Upton Sinclair, Martin Luther King, Malcolm X et Mario Savio – ont toujours su comment toucher le peuple américain à l'aide de mots familiers et puissants, échos des principales traditions de la conscience américaine.

Un exemple extraordinaire de cette aptitude, c'est la campagne quasi victorieuse de Sinclair à l'investiture de gouverneur de Californie en 1934. Son manifeste, « En finir avec la pauvreté en Californie maintenant », consistait en réalité en une simple traduction du programme du Parti Socialiste en termes bibliques, et plus précisément en paraboles du Nouveau Testament. Il gagna ainsi des millions d'électeurs.

Aujourd'hui, alors que les mouvements « Occupy » se demandent s'ils ont besoin d'une définition politique plus concrète, il importe de se demander quelles revendications sont à même de toucher le plus grand nombre de gens tout en demeurant radicales, au sens d'antisystémiques.

Certains jeunes militants pourraient bien choisir de ranger temporairement leur Bakounine, leur Lénine ou leur Slavoj Žižek pour dépoussiérer le programme de campagne de Roosevelt de 1944: l'Economic Bill of Rights<sup>2</sup>.

C'était un appel de clairon à une citoyenneté sociale, et la déclaration du caractère inaliénable des droits à l'emploi, au logement, à l'accès au soin et à une vie heureuse – aussi éloignée que possible, donc, de la timide politique de l'administration Obama, cette politique au rabais du « S'il-Vous-Plaît-Ne-Tuez-Que-La-Moitié-Des-Juifs ».

Le programme de ce quatrième mandat (quelles qu'aient pu être par ailleurs les motivations opportunistes de la Maison Blanche) se servait du langage de Jefferson pour faire passer les revendications fondamentales du CIO<sup>3</sup> et de l'aile sociale-démocrate du New Deal.

Les nouveaux mouvements, à l'instar des anciens, doivent à tout prix occuper le terrain des besoins fondamentaux, et non pas celui d'un « réalisme » politique à courte vue.

Si nous faisons ce choix-là, pourquoi ne pas alors bénéficier de la bénédiction de Roosevelt ? ■

*(Traduit de l'anglais par Aurélien Blanchard.)*

## NOTES

- 1. NdT: Publié pour la première fois en 1876, le *Robert's Rules of Order*, écrit par Henry Martyn Robert, traite de la procédure parlementaire, c'est-à-dire des règles et des convenances nécessaires au bon déroulement d'une assemblée délibérante ou d'une réunion. La 11<sup>e</sup> édition est parue en 2011.
- 2. NdT: Les « Bill of Rights » (Déclaration des droits) font référence aux dix premiers amendements de la Constitution américaine adoptés en 1789. Ils garantissent les libertés fondamentales.
- 3. NdT: Créé en 1938, le Congress of Industrial Organizations fut l'un des principaux syndicats américains, jusqu'à sa réunion avec l'American Federation of Labor en 1955.

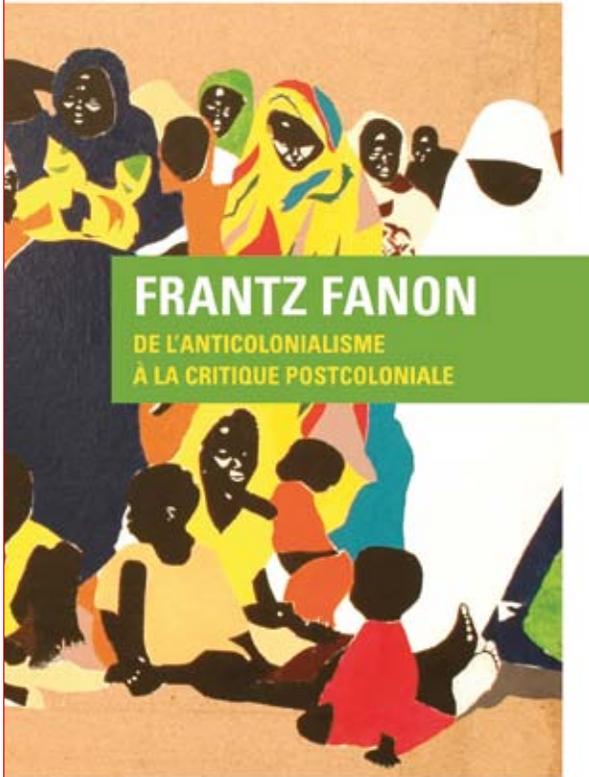
*RdL, la Revue des Livres*  
est une grande entreprise  
intellectuelle et politique  
économiquement précaire.

**Nous avons besoin de votre soutien.**

**ABONNEZ-  
VOUS !**

[www.revuedeslivres.fr](http://www.revuedeslivres.fr)

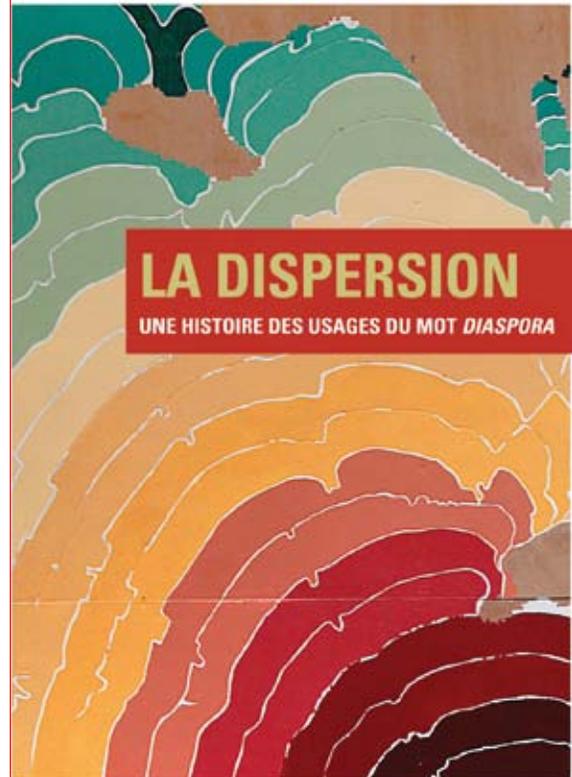
Matthieu Renault



Éditions Amsterdam

14x21 cm, 224 p., 14 euros (actuellement en librairie)

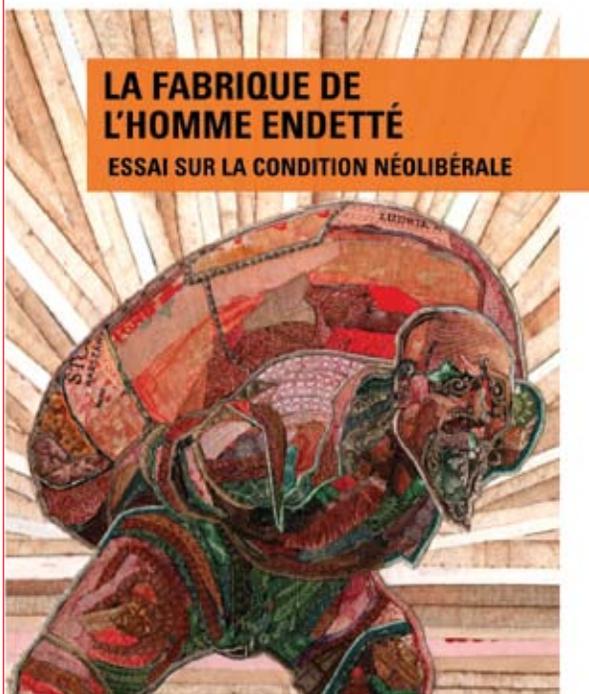
Stéphane Dufoix



Éditions Amsterdam

14x21 cm, 576 p., 21 euros (en librairie le 18 janvier 2012)

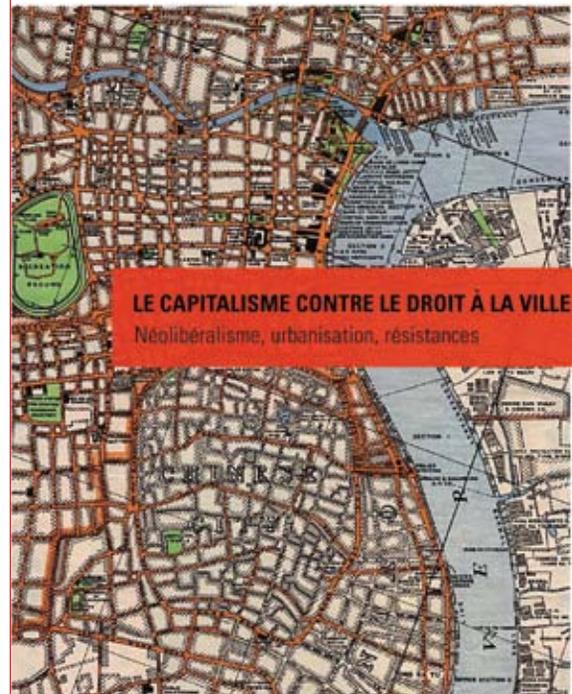
Maurizio Lazzarato



Éditions Amsterdam

14x19 cm, 128 p., 8,50 euros (actuellement en librairie)

David Harvey



Éditions Amsterdam

14x19 cm, 96 p., 7,50 euros (actuellement en librairie)

[www.editionsamsterdam.fr](http://www.editionsamsterdam.fr)